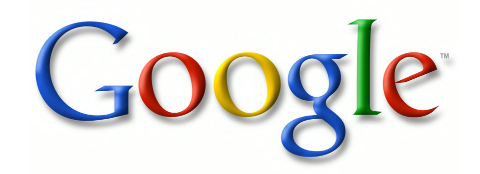



ACADEMIA · HARVARDIANA · IN · NOV · ANG
CHRISTO ET ECCLESIAE
VE RI TAS


ALPHONSE
PICARD & FILS
EDITEURS
RUE BONAPARTE
- 82 -
PARIS VI ARROND.
LIBRAIRIE
ANCIENNE
D'OCCASION
COMMISSION
LIVRES NEUFS
FRANÇAIS
&
ETRANGERS

LA PLATA

de 1851 à 1854

RELATION

DES ÉVÈNEMENTS POLITIQUES

MOEURS — COUTUMES — CARACTÈRE
ÉDUCATION — GOUVERNEMENT — COMMERCE

PAR

N. PEUCHGARIC AINÉ
Capitaine au long cours.

PARIS
JUST ROUVIER
ÉDITEUR DE LA *REVUE DE L'ORIENT, DE L'ALGÉRIE ET DES COLONIES*
20, rue de l'École-de-Médecine.
1857

LA PLATA.

PARIS, IMPRIM. DE MOQUET, RUE DE LA HARPE, 92.

à Monsieur [illegible], par son
tout dévoué,
De [illegible]

LA PLATA

de 1851 à 1854

RELATION

DES ÉVÈNEMENTS POLITIQUES

MOEURS — COUTUMES — CARACTÈRE
ÉDUCATION — GOUVERNEMENT — COMMERCE, ETC.

PAR

N. PEUCHGARIC AINÉ
Capitaine au long cours.

PARIS
JUST ROUVIER
ÉDITEUR DE LA *REVUE DE L'ORIENT, DE L'ALGÉRIE ET DES COLONIES,*
20, rue de l'École-de-Médecine.
1857

AVIS DE L'ÉDITEUR.

En écrivant cet opuscule modeste, l'auteur ne s'est proposé d'autre but que d'initier le lecteur français à la connaissance des événements dont la confédération du Rio de la Plata a été, pendant plusieurs années, le théâtre, et qui ont eu dans la presse européenne un retentissement dont les événements qui se sont passés en Orient ont pu seuls distraire l'attention publique.

Dans cette narration, fidèle et vraie, l'auteur passe en revue, non-seulement les mœurs et coutumes, le caractère, l'éducation des habitants de cette contrée lointaine, mais encore les affaires politiques de la confédération, en

jetant un coup d'œil rapide sur les destinées futures d'un pays qui, doté par la nature de tant de richesses, n'est resté jusqu'à ce jour dans l'ornière que par le contre-coup des révolutions qui s'y sont succédé depuis le jour où fut proclamée son indépendance.

LA PLATA

DE 1851 A 1854.

CHAPITRE PREMIER.

Caractère, mœurs et éducation des peuples riverains.—Causes principales qui ont entravé le progrès dans les provinces de Rio de la Plata, et empêché qu'il ne s'y développât, comme dans les États-Unis de l'Amérique du Nord.

Avant d'entreprendre l'examen consciencieux des faits qui se sont succédé sur les rives de la Plata dans la période de deux ans qui s'est écoulée depuis la chûte de Rosas jusqu'au moment où nous avons pris la plume, jetons un coup d'œil sur ce beau pays, et disons un mot des peuples qui l'habitent.

La nature semble avoir voulu réunir dans cette contrée de l'Amérique du sud tous les trésors qu'elle peut offrir à l'homme qui, constamment en lutte avec elle, finit par la soumettre à ses volontés en augmentant sans cesse la valeur des richesses brutes qu'elle lui présente dans son état primitif. Malheureusement cette partie du globe si bien dotée, n'a été peuplée dès sa découverte que par une race

nonchalante qui l'a laissée croupir dans l'inertie, au lieu de venir par son travail en aide à l'éclosion de toutes les productions végétales et minérales que son sol renferme, et qui lui promettait dans un prochain avenir des richesses incalculables.

Loin de là, nouvelle famille des Atrides, depuis quarante ans, ces hommes s'entretuent, tantôt luttant corps à corps dans d'affreuses guerres civiles, tantôt moissonnés sans relâche par les massacres d'un tyran qu'ils s'étaient donné, et qui pendant vingt ans les a conduits comme des esclaves. Tombé en d'autres mains, ce pays magnifique eût rivalisé avec les États-Unis de l Amérique du Nord, où la race anglo-saxonne a créé dans moins d'un siècle une puissance formidable. Dans le sud malheureusement, la race latine a marché en sens contraire. Au lieu de se multiplier en travaillant au progrès de son bien-être physique et moral, au lieu de faire de cette partie du Nouveau Monde une seconde rivale de la vieille Europe, elle semble n'avoir eu d'autre but que d'entraver, d'anéantir même les éléments qui, de toutes parts, se groupaient autour d elle pour hâter et accroître son développement social.

Le vieux principe colonial espagnol était la haine et l'exclusion de tous les étrangers ; la révolution de l'an X, qui a émancipé ces peuples, s'est bien gardée de détruire ce préjugé. Rien dans les codes de ces républiques n'annonce la disparition entière de cette antipathie pour tout ce qui vient du dehors ; encore aujourd'hui, nous ne sommes que des *gringos* pour la

plupart d'entr'eux, quoique la population exotique domine dans les villes du littoral, quoique la plus grande partie du commerce et presque toute l'industrie soient entre les mains des étrangers.

Cependant, malgré le peu d'encouragement que nous offrent les gouvernements du pays, malgré le peu d'efforts qu'ils tentent pour attirer dans leur sein les peuples du vieux continent, l'immigration, sans être l'objet de leur part d'aucune excitation directe, ne s'en accroît pas moins peu à peu, à tel point que l'on compte, en ce moment, à Buénos-Ayres deux-tiers de population étrangère pour un tiers de population indigène. Mais, si les émigrants de l'ancien monde trouvaient dans ces contrées les avantages que leur assurent les États-Unis de l'Amérique du nord, il n'est pas douteux qu'elles arriveraient bientôt à un état de prospérité satisfaisant.

Les enfants du pays auront beaucoup de peine à se décider à précipiter de la sorte une déchéance qu'ils voient arriver à grands pas, malgré toute la résistance qu'ils opposent à l'envahissement progressif de populations plus laborieuses, plus industrielles, plus courageuses et plus fortes.

Mais, si une immigration nombreuse et choisie était puissamment encouragée, surtout par le gouvernement de Buénos-Ayres, dans le but de peupler et de défricher ses immenses plaines, et si les autres provinces en faisaient de même, en peu d'années ce pays s'éleverait au niveau du Brésil, son voisin, peut-être même au-dessus de lui.

Deux autres obstacles, d'une plus grande importance encore, se sont constamment dressés contre la paix intérieure et le développement de ces belles contrées depuis leur émancipation : c'est le manque absolu d'une instruction, d'une éducation solides, appropriées aux besoins des peuples qui les habitent; c'est l'absence complète jusqu'à ce jour dans toutes ces réunions d'hommes d'une administration politique stable.

La morale d'un peuple suit, en raison directe de son instruction pratique, le progrès chez lui des sciences, des arts, de l'industrie, du commerce, tandis que la raison inverse de son instruction abstraite le conduit au sophisme, à la crédulité, au mysticisme.

Avec la première de ces instructions, on forme une nation libre, industrieuse, comme la nation anglo-américaine du nord; la seconde, au contraire, ne produit que des demi-savants, des philosophes rêveurs, de soi-disant républicains se disputant sans cesse le pouvoir au profit d'une poignée d'ambitieux; esclaves, bientôt révoltés, du premier occupant, traînant une vie misérable, sans morale et sans industrie.

En effet, l'instruction dirigée vers l'industrie inculque à la jeunesse, avec des instincts de travail, le désir, le besoin d'une application persévérante. De bonne heure, elle voit son avenir dans le commerce, dans l'agriculture, dans les arts, dans les sciences exactes. Les idées d'ordre et d'économie

germent alors rapidement dans les esprits. De ces idées découlent naturellement celles de famille, de propriété, de conservation, et, par suite, les sentiments de morale, de justice, d'équité, enfin tout ce qui complète l'éducation des peuples libres et laborieux. Mais, quand l'instruction n'a d'autre but que de faire des jeunes gens d'une contrée des avocats, des prêtres, des hommes politiques, des colonels ou des généraux, comme cela n'a que trop souvent lieu dans les républiques du Sud, il n'en résulte dès lors qu'un ramassis de philosophes paresseux, de politiques démagogues, de militaires querelleurs, ennemis du repos public, que des *caudillos* enfin, comme on les appelle dans le pays ; d'où découlent naturellement le règne de l'immoralité, de l'injustice, du vol, le triomphe de tous les vices qui forment le cortége habituel d'une instruction semblable. Telle a été malheureusement jusqu'à ce jour à peu près l'état moral de ces étranges républicains de race latine.

Les femmes, qui sont, en général, dans toutes les sociétés, ce que les hommes les font, suivent la pente de cette fausse éducation et ne contribuent pas peu aux convulsions si fréquentes qui bouleversent leur patrie. Elevées pour briller dans les salons, dans les soirées, dans les fêtes, hors de chez elles, leur instruction se porte tout entière vers les arts d'agréments, tels que la danse, la musique, la peinture, qu'elles ne font cependant qu'effleurer ; car il leur suffit d'en savoir assez pour en faire éta-

lage et recevoir, comme des artistes, de la part des hommes qui les flattent à tout propos, des applaudissements qu'elles briguent de ce public aussi léger qu'elles, qu'on décore du nom de société élégante. Rares sont celles qu'on élève pour briller revêtues de l'auréole de l'honneur domestique, de la dignité et de la modestie d'une vie d'intérieur. Ainsi se préparent cependant les tendres filles, les chastes épouses, les mères dévouées qui s'occupent principalement du soin de leur maison, et vivent de préférence dans la plénitude de ces attributs essentiels de leur sexe. Ah! si telle était la direction donnée aux femmes de l'Amérique du Sud, elles deviendraient le plus pur, le plus digne ornement de leur société, tandis qu'aujourd'hui elles consacrent en général tout leur temps aux incessantes futilités d'une vie oisive, errant de plaisirs en plaisirs, à travers ces vaines réunions, dans la rue, dans les promenades ou sur les places publiques.

L'instruction des femmes doit, autant que celle des hommes, être sérieuse, solide, en harmonie avec leur double mission d'épouse et de mère, surtout dans un milieu où les hommes, emportés par l'ambition, veulent, à tout prix, saisir rapidement au vol la fortune.

A la femme il appartient surtout de modérer cette passion souvent fatale à la société. Elle le peut en travaillant avec son époux à augmenter leur commun bien-être, en l'aidant à conserver le fruit de son labeur par la direction qu'elle saura donner à son

intérieur domestique, véritable Eden que seule elle peut ménager à l'homme, après sa sueur du jour, par sa bonté et ses vertus.

Tel est, ce nous semble, le but vers lequel devrait être dirigée l'instruction de la femme; son éducation serait alors complète, et exercerait principalement une influence salutaire sur cette société hétérogène qui, plus que tout autre, a besoin de ses bienfaits.

Mais celle de ces peuples est en général viciée ; leurs mœurs se relâchent de plus en plus, et presque toutes leurs actions se ressentent de leur manière d'être.

Vains, orgueilleux, amants désordonnés du *far-niente* et du luxe, ils visent tous, plus ou moins, à devenir chefs de partis, en suivant la carrière des armes, celle du barreau ou celle de l'église; de là cette cohue de mauvais militaires, de tous grades, toujours prêts à se vendre au premier chef de bande qui voudra les acheter, ces journalistes éhontés, qui sont surtout un fléau pour un pays où la presse, parce qu'elle est libre, se dresse plus que partout ailleurs arrogante, pleine de sophismes et d'idées creuses importées presque toujours par quelque jeune philosophe fraichement débarqué d'Europe, sans compter les plus folles aberrations du socialisme et du communisme dont elle s'empreint depuis quelque temps. Cette presse, n'ayant qu'une instruction fort incomplète, pervertit la jeunesse et la pousse vers les idées de révolte et de révolution. Viennent

ensuite des prêtres fanatiques, conspirant dans l'ombre, pour ou contre tel ou tel chef de parti, dont ils sont ou seraient volontiers, au besoin, les très-humbles et très-obéissants serviteurs. O religion du Christ, que deviens-tu ?...

Le luxe, les fêtes, les prodigalités, les folies de toute espèce, nécessitent des revenus considérables, dans un pays principalement où tout est cher : or, comme la plupart des habitants sont pauvres, ou ne possèdent que des terres incultes et de rares bestiaux, que les guerres civiles leur enlèvent sans cesse, leurs revenus en général ne peuvent suffire à toutes ces dépenses ; il faut donc qu'ils cherchent dans les révolutions qui se succèdent, dans les fréquentes commotions populaires qui agitent le pays, des places, des emplois, des sinécures, leur fournissant les moyens de voler le gouvernement et la société tout à leur aise, afin de se procurer de quoi satisfaire leurs goûts, ceux de leurs femmes et de leurs enfants.

C'est ainsi, par exemple, que sous Rosas, qui savait fermer les yeux là-dessus, presque tous les employés du gouvernement prélevaient d'illégales contributions sur le commerce, sur l'industrie, sur la propriété. Tantôt c'était de la douane qu'il fallait, à force d'argent, obtenir l'expédition d'une marchandise ou d'un navire, tantôt il s'agissait, à beaux deniers comptants, d'acheter un juge pour gagner une mauvaise cause ; et ce système de prévarication qui prenait sa source dans une éducation viciée par

l'exemple d'un tyran, n'est pas encore détruit, tant s'en faut ; il avait poussé de trop profondes racines dans une aussi bonne terre, pour qu'il soit possible de les en extirper, et pour que les employés d'aujourd'hui ne suivent pas les errements de leurs prédécesseurs, bien que, pour couper court à ces infâmes abus, le gouvernement ait cru devoir, sans balancer, tripler le chiffre de leurs appointements. Un exemple prouvera mieux que tous les raisonnements, la vérité de ce que nous disons à regret, et que cependant tout le monde connaît à Buénos-Ayres, à Monté-Video et dans les contrées environnantes.

Le courtier chargé de l'expédition de notre navire avait omis de glisser dans la main de l'employé les cinquantes piastres de rétribution habituelle. « Hé bien, un tel, lui dit celui-ci, oubliez-vous les bonnes habitudes ? » Une autre fois, un juge nous dit : « C'est trop tard !... » Et, en effet, la partie adverse avait graissé, avant nous, la patte de l'incorruptible magistrat. Comme de raison, elle gagna sa cause....

Donner à la génération présente une instruction solide, une éducation morale et sévère, affermir la république par l'union des provinces, établir de bonnes lois dans chacune d'elles, protéger largement l'immigration, accorder aux étrangers toutes les prérogatives dont ils ont besoin pour réussir, parce qu'ils ont entre les mains les capitaux nécessaires au développement du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, telle devrait être la conduite du gouver-

nement de la république, telle devrait être également celle de tous les gouvernement partiels des provinces de la confédération argentine.

C'est en abjurant, une bonne fois pour toutes, les haines personnelles qui divisent les membres d'une même famille, c'est en étouffant à jamais les vieux levains de ressentiment, en jetant un voile sur le passé, en ne pensant qu'à la la fusion des citoyens dévoués qui peuvent apporter leur contingent de bien à la tranquillité et à l'avenir de leur patrie, que triompheront enfin les vues nouvelles de ces hommes dont la république s'honore, et qui ont appris à l'école du malheur que la paix et la justice sont les seules bases solides d'une société durable. C'est ainsi que ce beau pays parviendra enfin à se constituer et à former une nation puissante, comme celle des États-Unis du Nord.

Le congrès de Santa-Fé a rédigé une constitution qui a été acceptée par les treize provinces réunies. Cet acte politique, que l'on n'avait pu obtenir depuis 40 ans, suffit pour le moment, quelque incomplet qu'il soit peut-être, à assurer la paix et l'organisation de la république. Le traité conclu entre le général Urquiza et les ministres de France, d'Angleterre et des États-Unis, traité ratifié par le congrès, et qui garantit à jamais à toutes les nations la libre navigation de l'Uraguay et du Parana, achève de cimenter cette paix si longtemps attendue, et sans laquelle il eût été impossible de compter sur rien pour l'avenir. Malheureusement Buénos-Ayres reste seule

en dehors de cesstipulations. C'est regrettable. Toutefois, la confédération peut se passer d'elle pour le moment: elle peut procéder à son organisation sans qu'elle y prenne part, et un jour, quand Buénos-Ayres sera fatiguée d'être dissidente, ou que l'avenir lui aura prouvé qu'elle n'a rien à gagner à cet isolement, quand elle se sera convaincue que son gouvernement a mis, depuis le 11 septembre, trop de passion dans sa conduite, tant vis-à-vis du général Urquisa qu'à l'égard des provinces, qui toutes ont choisi, dès le commencement, ce général comme étant le seul homme sur lequel elles pussent compter pour atteindre au but d'organisation et de paix, objet constant de leurs désirs, alors elle se décidera à rentrer dans le sein de la confédération et deviendra, suivant le vœu de la constitution, la tête et le corps de la république.

Dieu fasse que les passions se calment, et que les factions se rapprochent pour arriver à ce résultat ; que ce soit sans commotion aucune, sans la moindre effusion du sang ; que ce changement s'opère avec calme ! nous le souhaitons de bon cœur pour tous les habitants de ce beau pays. Nous serions heureux, après une lutte de 40 ans, tantôt au milieu des guerres civiles, tantôt contre un tyran sanguinaire qui a fait peser pendant 20 ans sur ses administrés le joug du plus rude esclavage, de voir cette belle partie du globe sortir de cette position rétrograde et malheureuse, pour ne plus former qu'un faisceau bien uni et une nation puissante. Rien

ne lui manque pour en arriver là. Que les hommes d'élite auxquels les sympathies publiques ont confié les destinées de la patrie, fassent donc abnégation de tout ressentiment personnel; qu'ils abjurent toutes ces vieilles haines de parti qui ne peuvent enfanter que désordres; qu'ils n'aient en vue enfin que le bien-être de leur pays, que l'avenir heureux de leurs compatriotes qui ont mis en eux leurs espérances, et bientôt cette belle contrée n'aura rien à envier aux états les plus favorisés du continent américain!

CHAPITRE II.

Préparatifs de guerre contre Rosas. — Chute du tyran.— Le général Urquiza à Buénos-Ayres.

Depuis la publication, en mai 1851, du Manifeste du général D. J.-Juste de Urquiza, gouverneur de la province d'*Interrios*, contre le général D. Juan-Manuel de Rosas, gouverneur général de la province de Buenos-Ayres, et directeur de toute la Confédération argentine, de grands préparatifs avaient lieu, de concert avec le Brésil, pour envahir la Bande orientale, occupée par le général Oribe, séide de Rosas ; ils étaient poussés avec une grande activité, et tout annonçait qu'on était à la veille d'une catastrophe.

Urquiza, à la tête d'une armée de sept à huit mille hommes *interrianos* et *correntinos*, passa l'Uraguay, entra dans la république orientale, fit sa jonction avec le baron de Caxias, général en chef des troupes brésiliennes, et, sans tirer un coup de fusil, fit mettre bas les armes à Oribe ; d'où s'ensuivit la levée du siége de Monté-Video.

Tous ces événements se passaient de l'autre côté de la Plata, et le général Rosas ne faisait encore aucun préparatif de défense. Il ordonnait seulement, suivant son habitude, quelques viles démonstrations populaires, invectivait le gouvernement du Brésil,

faisait brûler le général Urquiza en effigie sur la place de la Victoire, et forçait à toutes sortes de basses adulations et d'ovations ridicules cette pauvre population argentine, que vingt ans de tyrannie et d'esclavage semblaient avoir complétement énervée, et courbée jusqu'à terre sous le joug d'un des plus féroces tyrans des temps anciens et modernes.

Mais, lorsque le dictateur de Buénos-Ayres eut vu l'armée alliée marcher de succès en succès sur la Bande orientale, son séide, le général Oribe, capituler honteusement, et déposer les armes aussi lâchement qu'il avait mis d'arrogance à les porter jusque-là, livrer, sans résistance, toutes ces troupes argentines, qui, constamment soumises depuis dix ans à sa volonté, avaient blanchi sous les murs de Monté-Video; alors, enfin, il commença à comprendre que l'homme de cœur, qui s'était révolté contre la barbarie et l'esclavage, devenait redoutable, et qu'il y avait à craindre que cet apôtre de la liberté des Américains du Sud ne vînt dans la province de Buenos-Ayres abattre la puissance que les succès obtenus de l'autre côté de la Plata minaient déjà sourdement dans sa base. Alors, il se prit à réfléchir; il fit même plus que réfléchir, il eut peur.

S'illusionnant toutefois encore, et fasciné par ce fatal amour-propre qui fut le mobile de toutes les actions de sa vie, il crut que ce peuple, qu'avait abruti la crainte du couteau, persisterait à le soutenir par suite de l'habitude qu'il avait contractée de

lui obéir servilement; il le crut si bien que, dès ce jour, il agit en ce sens ; il chercha, comme autrefois, à réveiller chez ces pauvres *Porteños* la seule fibre restée sensible, l'amour national. Il leur peignit le général Urquiza comme un traître, comme un infâme, ayant vendu son pays au Brésil, n'ayant d'autre but que sa fortune personnelle et son élévation. Ordre fut donné d'applaudir à tous ces sarcasmes, et ce peuple hébêté applaudit. La chambre des représentants de la province, toute peuplée des créatures du tyran, lui décerna le pouvoir suprême; elle mit tout à ses pieds : fortune, famille, existence. Jamais l'histoire n'offrit un exemple de tant de bassesse et de servilité chez les représentants d'une nation, de tant de pouvoir accumulé sur une seule tête dans la personne d'un despote. On eût pu répéter à ces misérables législateurs ce que Caligula disait à son sénat : « Oh! les lâches ! ils vont au devant de la servitude. »

Cependant, Urquiza, ayant délivré la république orientale du second tyran de la Plata, et rendu à cette pauvre ville de Monté-Video sa liberté perdue depuis tant d'années, annonça à toutes les provinces de la Confédération qu'il allait poursuivre son œuvre d'indépendance des peuples argentins, son œuvre de régénération sociale et politique ; qu'il allait abattre, enfin, et anéantir pour toujours ce pouvoir inique qui pesait sur un peuple né libre, mais asservi et malheureux! Toutes les provinces reçurent cette nouvelle avec une joie secrète ; mais n'en restèrent

pas moins sous la volonté tyrannique de Rosas! elles attendaient dans le silence ; tous leurs vœux étaient pour l'homme qui, depuis le jour où il avait levé l'étendard de la liberté, n'avait pas dévié un seul instant de cette route franche et sévère que la vérité suit, et dans laquelle le mensonge ne s'engage jamais.

Rosas prit alors toutes les mesures qu'il put imaginer pour se défendre et pour s'assurer dans un long avenir ce pouvoir de fer indispensable à la consolidation sauvage et brutale de son despotisme. Il était trop tard! Le peuple argentin obéissait encore, mais de cette obéissance passive et forcée qui n'attend que l'occasion de faire volte-face.

Tous, enfants, vieillards, hommes faits, dûrent se soumettre à un nouveau décret dicté par la peur ou par l'aberration d'un cerveau détraqué, décret qui les obligeait tous, sans distinction, à combattre pour la cause du tyran. Ils cédèrent à la force, se promettant bien, dans le fond de leur cœur timoré, de rester impassibles en présence des vengeurs de l'humanité.

Urquiza, comme il l'avait promis, poussa, à marches forcées, ses colonnes guerrières et généreuses vers cette terre teinte du sang des victimes de l'ambition et de la tyrannie. Il ne devait plus démentir cette énergique volonté qui, jusqu'au jour du triomphe, ne cessa de caractériser toutes ses actions.

Il ne tarda pas à franchir l'Uraguay et la Parana ; les étendards des armées libératrices flottèrent bien-

tôt sur le sol des provinces asservies. A leur aspect, s'enflammèrent les sentiments généreux des peuples argentins, refoulés trop longtemps au fond des âmes ! ils s'unirent à ces frères qui venaient les délivrer, et les aidèrent avec empressement dans l'œuvre sublime qu'ils avaient juré de poursuivre jusqu'à la fin. Tous passèrent, avec leur amour pour la liberté et leurs bannières, sous les ordres de ce général Urquiza, qui leur apparaissait comme un libérateur, comme un ange descendu du ciel.

Déjà, à Buénos-Ayres, on entendait au loin le bruit du canon des cohortes victorieuses; déjà on y connaissait la loyauté, l'enthousiasme, le dévoûment de cette belle armée à la cause nationale ; chaque citoyen priait dans son âme pour le succès de cette œuvre sainte, et tous, cependant, étaient forcés de marcher contre elle. Il y avait devant eux une limite, le champ de bataille....

Le 3 février 1852, dès la pointe du jour, les deux armées étaient en présence.

Celle de Rosas se déployait en ligne sur un plateau; la droite était composée de ses troupes de *Palerme*, soldats sur lesquels il pouvait le plus compter, parce qu'il les avait dès longtemps façonnés aux exercices des armes ; que beaucoup avaient déjà été au feu ; que c'étaient enfin ceux que sa prodigalité avait le mieux disposés à le servir. Au centre, apparaissaient l'artillerie, et cette infanterie, formée depuis quelques jours seulement,

d'hommes levés en masse qui n'attendaient que le moment de fuir. A la gauche était groupée la cavalerie.

Rosas, du colombier de la maison Casarès (qui a donné son nom à cette mémorable affaire), observait les mouvements des alliés, et donnait ses ordres.

Urquiza, ayant étudié les dispositions de l'armée de Rosas, crut reconnaître que ses meilleures troupes formaient l'aile droite; il modifia, dès-lors, immédiatement son plan d'attaque; il fit faire un changement de front à son aile gauche, composée des Brésiliens et des Orientaux, plaça son artillerie au centre, et, à la tête de son aile droite, composée des *correntinos, interrianos* et autres, il contourna l'aile gauche de Rosas, en même temps que son aile gauche tombait vigoureusement sur l'aile droite ennemie, et que le centre fondait sur l'artillerie. Cette attaque fut si vive et exécutée avec tant d'ensemble, que, dans un instant, l'armée du dictateur fut enveloppée.

La déroute la plus complète ne se fit pas attendre; tous ces soldats improvisés, amenés là presque de vive force, se débandèrent et s'enfuirent au premier coup de fusil, abandonnant leurs armes et leurs bagages à l'armée alliée.

A onze heures du matin, Rosas arrivait à Buénos-Ayres déguisé en *gaucho*, et, la nuit suivante, à deux heures du matin, il allait se placer sous la protection du pavillon anglais, à bord du bateau à vapeur *l'Ouest*, mouillé en petite rade.

Ainsi finissait ce colosse de l'Amérique du Sud, qui avait fatigué par sa ruse et son astuce les deux premières puissances de l'Europe ; qui avait dominé par sa volonté de fer les peuples des villes, des campagnes et du désert. Ainsi fuyait, avec son orgueil et la rage dans l'âme, celui qui ne voyait le bonheur de son pays que dans l'esclavage de ses compatriotes. Buénos-Ayres redevenait, dès ce jour, la reine libre de la Plata.

L'armée alliée, sous le commandement du général Urquiza, venait de détruire et d'anéantir pour toujours, dans quelques heures de combat, une tyrannie longue et désastreuse, sans exemple dans les temps anciens et modernes ; D. Juan-Manuel de Rosas fuyait, abandonnant cette république qu'il avait trop longtemps tenue dans les fers !

Sur les ruines de cette dictature si tristement célèbre, le général Urquiza jouissait de son triomphe. Il recevait, chaque jour, dans les salons de Palerme, habitation délicieuse du tyran déchu, les félicitations empressées des *Portegnos* exilés sous Rosas et rentrés après sa fuite, de ceux qui n'avaient jamais servi le tyran, des étrangers, enfin, et surtout des Espagnols, auxquels il s'était empressé d'accorder toutes les franchises dont jouissaient les autres nations, franchises dont ils étaient sevrés depuis que le dictateur s'était emparé du pouvoir. Le chemin de Palerme était donc sans cesse couvert de visiteurs innombrables portant leurs hommages, sincères ou

faux, au brave chef militaire qui avait si bien tenu sa promesse, couronnée par le succès.

Dès le lendemain de la bataille, le général rétablissait dans la ville de Buénos-Ayres l'ordre un moment troublé par les fuyards des troupes de Rosas, qui avaient commencé le pillage.

Une proclamation sévère d'Urquiza, l'intervention utile d'un escadron de cavalerie et l'énergie spontanée des étrangers, coupèrent court, dans quelques heures, à ces scènes sauvages, en tuant ou mettant en fuite les scélérats, moteurs du désordre. Ceux qui survécurent à une répression aussi soudaine se souviennent encore de cette journée, qui vit tomber plus de mille des leurs dans les rues de Buénos-Ayres : ils s'en sont même trop bien souvenus pendant le dernier siége.

L'ordre rétabli, le général nomma un gouvernement provisoire pour la province de Buénos-Ayres ; il engagea le peuple à oublier le passé ; il lui conseilla l'union, la fraternité, la fusion de tous les partis politiques, la paix, et, avec elle, le progrès, l'organisation et le bonheur de la patrie.

CHAPITRE III.

Le gouvernement du général Urquiza en butte aux attaques de la presse. — Sa justification. — Versatilité et ingratitude des Buénos-Ayriens. — Impartialité.

Nous avons été témoin de la conduite magnanime d'Urquiza après le 3 février, et nous en conservons un bon souvenir; aussi est-ce avec dégoût que nous vîmes plusieurs libelles le traiter indignement, entre autres celui qui avait pour titre : *Memorias sobre la revolucion del 11 septiembrio*. Il était écrit avec toute l'exaltation fébrile d'un unitaire gonflé de fiel, heureux de jeter au public, avide de nouveautés, de sarcasmes et d'exagérations, quelques pages de son éloquence de tribun en herbe.

Non, les lauriers de Casarès n'ont été souillés par aucun crime; les soldats fusillés avaient manqué à la discipline militaire, ou commis des crimes qui ne pouvaient rester impunis; c'étaient, pour la plupart, des voleurs ou des assassins.

Le général avait quarante mille hommes à contenir; il lui était défendu de manquer d'énergie s'il voulait rester maître d'une soldatesque indisciplinée, tournant ses chefs en ridicule, et ne vivant que de vol et de pillage.

Quel Démosthène du parti unitaire, soldat de guérite, eût été capable de gouverner et de conduire,

pendant quelques heures seulement une armée semblable, composée d'éléments hétérogènes, par la seule force d'une volonté énergique et du prestige qu'elle donne sur de semblables troupes ?

Quoi ! vous auriez la lâcheté d'essayer maintenant à ternir la gloire et la réputation de celui qui fut brave sur le champ de bataille et modéré envers ses ennemis après la victoire ; de l'homme qui aura toujours, quoi que vous puissiez faire, le mérite d'avoir brisé vos chaînes et de vous avoir rendu à votre patrie dont vous étiez exilés depuis 20 ans.

Quoi ! c'est par de pareils actes d'ingratitude que vous cherchez à prouver à l'Europe, qui parfois jette un regard sur vous, ou qui prend pitié de vos dissensions civiles, que votre libérateur est un tyran, un scélérat ? Quelle lâcheté ! Quelle ingratitude ! Heureusement pour lui, honteusement pour vous, cinquante mille témoins sont là qui déposent du contraire. Avant vous, ces témoins ont dit à leurs amis d'Europe et d'Amérique quels furent après la victoire de Casarès, ses soins, sa sollicitude, sa générosité ; l'empressement qu'il mit à rétablir l'ordre, les mesures sévères qu'il prit pour qu'il ne fût plus troublé dans cette cité de Buénos-Ayres, que les fuyards des troupes de Rosas avaient voulu mettre au pillage : combien tout le temps que cette nombreuse soldatesque, orgueilleuse de la victoire, fut campée autour de Buénos-Ayres, il la contint par son énergie dans les bornes du devoir, et l'empêcha d'être insolente ou indisciplinée. Ces cinquante mille

témoins, vils libellistes que vous êtes, ne sont autres que ces étrangers qu'on vit, au 4 février, repousser les scélérats qui voulaient s'abreuver de sang et se repaître de pillage, après avoir lâchement abandonné Rosas, ces *Orilleros* qui habitent les derniers quartiers de la ville et les faubourgs, ceux que vous avez voulu ameuter en juin, qui vous ont servi pour votre révolution du 11 septembre, qui, le 1er décembre, se sont tournés contre vous, en faisant cause commune avec Lagos, mais qui se souvenaient trop de ces étrangers, pour tenter une seconde fois de les mettre au pillage. Ces étrangers diront si le général Urquiza fut un scélérat après la victoire, et si les lauriers de Casarès sont teints du sang des victimes de Palerme.

Peut-être même Urquiza s'est-il conduit trop généreusement le lendemain de son brillant succès ; il eût dû se rappeler qu'en général, les *Portegnos* sont ingrats et oublieux, que lui-même n'est pas *Portegno* mais bien *Interriano* ; que les flatteries dont venaient l'accabler à Palerme certains d'entre eux, entrés dans Buénos-Ayres à la suite de son char de triomphe, ressemblaient aux fleurs que lui jetaient à pleines mains les dames de cette capitale le jour où il y entrait par la rue de *la Pegna*, arrivant en libérateur sur la place de la Victoire où, trois mois auparavant, ce même peuple Portegno l'avait brûlé en effigie pour plaire au tyran ! Hélas, à peine avait il foulé ces fraîches fleurs, qu'elles se fanaient sous ses pieds et n'existaient plus le jour suivant. Ces mains

elles-mêmes qui les lui avaient prodiguées avec enthousiasme, s'armaient de poignards pour l'assassiner.

Quant à l'exécution du colonel Chalabert, dont on a fait si grand bruit, qu'Urquiza ait eu ou n'ait pas eu de ressentiment contre cet officier supérieur, ce qu'il y a de positif, c'est qu'il ne pouvait s'empêcher de le faire passer par les armes, afin de donner un exemple frappant à l'armée. Chalabert, en effet, avait manqué à son devoir ; sa faute était d'autant plus grave, qu'elle descendait de haut ; il fallait donc qu'il subît irrévocablement les conséquences d'une trahison militaire.

Mais, quand vous ne craignez pas de souiller votre plume en lui faisant écrire que les frais ombrages de Palerme ont été témoins des crimes atroces du tigre *interriano*, et qu'aux branches de chaque saule la brise du fleuve a balancé une victime de sa rage et de sa vengeance, oh ! alors, on se sent abreuvé de dégoût et d'horreur, et l'on jette bien vite au fumier votre sale libelle.

Nous sommes loin d'être un des admirateurs du général Urquiza : nous connaissons ses défauts, ses vices même ; mais, ami de la vérité, par dessus tout, le mensonge nous répugne et la calomnie excite notre indignation. Puis, avec quel raffinement de candeur, le pamphlétaire ne s'apitoye-t-il pas sur ce spectacle si triste pour Buénos-Ayres, cité sans tache qui ne fut jamais témoin de semblables exécutions , comme il nous montre le général Urquiza

insultant ces bons Portegnos dans leur haute morale, dans leur modération sans bornes, en leur donnant sur des bourreaux vaincus l'exemple des plus criantes iniquités ! Pauvre Buénos-Ayres, il y avait déjà si longtemps qu'elle n'avait assisté à d'aussi terribles spectacles. Elle avait totalement oublié les crimes atroces de Rosas ; et ces exécutions militaires pour haute trahison, pour vol, pour assassinat, la révoltaient jusqu'au fond des entrailles et soulevaient tous ses instincts de morale et de vertu.

Mais n'est-ce pas dans votre pays plus que partout ailleurs que de fréquentes agitations font sans cesse tomber des têtes avec ou sans formes judiciaires ? Prenez l'histoire de cette malheureuse contrée depuis 40 ans, et vous vous convaincrez sans peine que chacune de vos 40 révolutions a été marquée par un plus grand nombre de victimes que la dictature du général Urquiza depuis le 3 février jusqu'au jour où il vous abandonna en vous maudissant. C'est une vérité que personne ne démentira et contre laquelle nous défions l'auteur du libelle d'oser s'inscrire.

CHAPITRE IV.

Le gouverneur Lopez. — La *cinta* rouge du fédéralisme. — Urquiza en présence du gouvernement provisoire, de la législature, du corps diplomatique. — Ses mauvais conseillers. — Ses torts. — Fautes du parti unitaire.

Le gouverneur sur lequel le général Urquiza avait jeté les yeux, était le brave Don Vicente Lopez, homme sage, prudent, et qui convenait alors mieux que tout autre à la mission difficile de concilier les partis. Cette nomination fut accueillie avec satisfaction par les habitants de Buénos-Ayres. Les journaux du temps en font foi.

Don Vicente Lopez forma son ministère, et huit jours après la bataille de Casarès, qui ne vit guère, sur 40 mille hommes en présence, que 350 à 400 tués ou blessés, la province et la ville étaient tranquilles, un gouvernement provisoire avait pris les rênes du pouvoir, toutes les administrations fonctionnaient, et Buénos-Ayres oubliait, au milieu de son mouvement commercial qui avait repris comme d'habitude, les temps mauvais qu'elle venait de traverser et la servitude dont elle sortait à peine. La joie brillait alors sur tous les visages ; elle était grande principalement parmi les étrangers qui voyaient, avec la chûte de Rosas, se lever un ordre de choses nouveau, cent fois plus favorable que l'ancien au dé-

veloppement du commerce, de l'industrie et de l'agriculture,

Tout à coup un incident inattendu vint frapper de consternation les Portegnos, et leur fit craindre de n'avoir pas entièrement échappé à la tyrannie, tombée en apparence pour toujours avec Rosas.

Soit maladresse du général Urquiza, soit trop de facilité de sa part à céder à des conseils intéressés, il s'imagina, à tort ou à raison, que, dans le champ libre ouvert à la manifestation de toutes les nuances de l'opinion publique, le fédéralisme ne pouvait apparaître sans son ruban ou sa *cinta* rouge au chapeau, et il promulga un décret laissant la faculté de porter ou de ne pas porter ce stigmate de servitude; mais il était facile de voir par l'esprit qui l'avait dicté que son désir (et c'était alors un ordre), était que tous les peuples de la confédération se distinguassent par cette ignoble *cinta*, que Rosas leur avait imposée pendant 20 ans.

La population de Buénos Ayres et le gouvernement provisoire en furent, à bon droit, indignés. On adressa de vives représentations au général, qui resta retranché derrière cette réponse: « Je ne force personne; mais sachez que c'est le signe que nos pères avaient choisi pour désigner les enfants d'une même république ! » Et il recevait froidement à Palerme ceux qui répugnaient à l'arborer.

Le peuple, plus indigné encore que les chefs et le gouvernement, voyait dans cet acte d'Urquiza une atteinte à sa dignité, à son indépendance, et pro-

testait hautement contre une pareille vexation. Presque aucun des citoyens de la ville n'avait voulu se décorer de cet insigne des mauvais jours.

Déjà, depuis l'entrée d'Urquiza, les Portegnos avaient été froissés dans leur orgueil par la manière dont il se comportait envers le gouvernement provisoire, les principaux membres de la législature, et même la majeure partie du corps diplomatique étranger.

Tous les hauts fonctionnaires avaient attendu au Colysée l'arrivée du général pour le complimenter ; mais vainement, il avait passé outre, ne daignant pas recevoir leurs hommages ; et, se comportant dans cette circonstance comme un vrai *gaucho*, il avait manqué certainement de tact ; mais il était évidemment contrarié de la résistance qu'avait éprouvée sa folle idée de faire reprendre au peuple le signe de sa misère et le souvenir de ses malheurs. Par une fatalité inexplicable chez un homme qui connaissait le dégoût qu'inspirait aux Portegnos cet insigne de servitude et de sang, il avait irrité contre lui cette population qui espérait ne plus revoir cet odieux emblême de la tyrannie de Rosas. N'était-ce pas là, contre tous ses actes antérieurs, mentir à son manifeste et renier ses proclamations? Mais le brave général, hâtons-nous de le dire, n'était pas tout à fait à la hauteur de la position que la victoire venait de lui faire. Entouré de mauvais conseillers, qui, sans doute, n'agissaient que pour leur propre intérêt, ou qui,craignant déjà pour leur avenir, cher-

chaient, en le flattant, à l'amener à des actes contraires à l'esprit public, afin de le perdre, il ne s'apercevait pas que ces ambitieux avaient pour unique but de provoquer une scission prochaine et complète entre le peuple et lui, afin de le pousser, connaissant la violence de son caractère, à quelque illégalité envers le gouvernement ou les Buénos-Ayriens. Quoi qu'il en soit, à partir de ce jour, il perdit de son prestige et put être éliminé sans résistance aucune, avant d'avoir eu le temps de recevoir de la nation les pouvoirs dictatoriaux qu'on se préparait à lui décerner par suite de la convention de Saint-Nicolas.

De là, disent fort bien les Unitaires, datent les premières hostilités qui devaient infailliblement amener la révolution du 11 septembre. Jusqu'alors, en effet, on avait oublié tout ce qu'il s'était permis de contraire aux intérêts généraux ; on avait oublié même l'indifférence dont il avait fait preuve envers les dépositaires du pouvoir ; on ne gardait que le souvenir des importants services qu'il avait récemment rendus à la république.

On verra que l'on oublia bientôt ces importants services eux-mêmes, qui devaient être récompensés par une tentative d'assassinat, que l'on ne put fort heureusement mettre à exécution.

Cependant, malgré toute sa colère contre les Portegnos, il fut trop indulgent et manqua de fermeté à l'égard de certains misérables qui l'ont trahi et perdu à Buénos-Ayres. Avec plus d'énergie personnelle, et en se montrant moins inattentif aux bons

conseils que les honnêtes gens lui donnaient, il eût pu éviter la révolution, la guerre civile, et reconstituer, en peu de temps, le pays, qui avait assez de tous ces troubles. Malheureusement, il n'écouta que son indignation et se laissa aller aux mauvais conseils de ceux qui cherchaient à l'augmenter ; de là l'illégalité de juin, la révolution de septembre, le soulèvement des campagnes, le siége et l'isolement de la première et de la plus considérable province de la Confédération argentine.

Évidemment dans ces circonstances, nous l'avouons à regret, le général Urquiza manqua de capacité et de jugement : il voulut brusquer et violenter la situation ; il se conduisit impolitiquement et manqua à sa considération personnelle. Mais, d'un autre côté, il ne faut pas trop faire rejaillir sur lui la faute qu'il eut le malheur de commettre; les hommes qui revenaient de l'exil et qui brûlaient de saisir le timon des affaires publiques, doivent s'en attribuer la plus grande part. Ils croyaient pouvoir tout faire sans le général, qui, les connaissant aussi, redoutait leurs théories, et était persuadé qu'il n'arriverait à rien sans l'appui de son épée et de son énergie. La suite a prouvé que cette dernière opinion n'était pas sans fondement ; car, depuis leur entrée au pouvoir, ils ne sont pas plus avancés que le premier jour, et comme un corps sans bras et sans jambes, ils n'ont point bougé de place, malgré les grandes secousses qu'ils ont essuyées.

Il fallait que ces proscrits, absents depuis long-

temps de leur patrie, dont ils ne connaissaient plus, ni les hommes, ni les choses, formassent un faisceau de lumière autour d'Urquiza pour l'aider à accomplir son œuvre de régénération, son œuvre de progrès moral et matériel. Ils eussent été alors la tête, et, avec son prestige et sa volonté, le général aurait été le corps de ce colosse régénéré de l'Amérique du Sud.

Oubliant, au contraire, son passé, le parti unitaire, dévoré, comme toujours, par l'orgueil de son savoir et de son ambition, a voulu marcher seul, et il est tombé, malgré ses talents en théorie, malgré ses luttes et ses grandes ressources pécuniaires en papier monnaie, dans de graves aberrations, qui, au lieu de le corriger, l'ont poussé à l'isolement, et, plus tard à la ruine. Qu'on le demande aux Portegnos eux-mêmes et aux étrangers ! Moins vaniteux et plus amis de leur patrie, ils auraient aidé le général de leurs conseils, de leurs lumières, et l'auraient laissé agir comme il l'avait promis, et comme il a agi avec les trois autres provinces de la Confédération : il n'eût été et n'eût pu être, ni un nouveau tyran, ni un dictateur, ni un despote, ni un ambitieux.

CHAPITRE V.

Une révolution en pantoufles accomplie avec du papier-monnaie. — Ses déplorables conséquences. — Les docteurs Alzuia et Lorenzo Torres. — Lutte électorale. — Affaiblissement graduel de l'influence d'Urquiza. — Il manque de fermeté. — Ses candidats sont battus au scrutin, et ceux du peuple triomphent.

Qu'a-t-on fait depuis le 11 septembre, jour mémorable d'une révolution, accomplie en pantoufles, avec du papier monnaie? D'abord, une guerre injuste, qu'un gouverneur incapable, leurré par un de ses collègues, a voulu porter dans la province d'Entrerios, dont on le sait, le général Urquiza est gouverneur, et cela, dans le but de la soulever, et d'abattre ce qu'on appelle le pouvoir du nouveau tyran ; puis, est venue la tentative insensée de chercher à soumettre, par la persuasion ou la force, toutes les autres provinces aux volontés de celle de Buénos-Ayres.

Le brave docteur Alzuia ne vit pas que le gouverneur Pujol de Corrientes lui jouait un tour de sa façon, en s'efforçant de faire rentrer ainsi ses contingents et ceux d'Entrerios, qui étaient encore dans la province de Buénos-Ayres, sans qu'il lui en coûtât une piastre, ni à son collègue Urquiza, non plus. Aussi dès que ces troupes eurent mis le pied sur leur sol natal, tous les hommes qui les composaient,

prirent-ils le chemin de leurs demeures, et les généraux Hornos et Madarriaga, qui les commandaient, se trouvant isolés, furent-ils obligés de se sauver bien vite eux-mêmes.

Rien n'a mis en évidence les capacités pratiques et gouvernementales de ce bon docteur Alzuia, ni celles de ses collègues en droit et en médecine, dont le nombre est considérable à Buénos-Ayres, où il n'y a que des docteurs, des courtiers et des officiers. Voyez comme ils ont, les uns après les autres, conduit les affaires de la province depuis dix-huit mois ! Ils n'ont pas été certes avares de projets ; mais pas un n'a encore été mis par eux à exécution. Il a fallu pour retirer Buénos-Ayres du mauvais pas où elle s'était engagée pendant le siége et durant la guerre civile, prier un fédéral pur sang, ancien satellite de Rosas, rusé matois, s'il en fut, de prendre les rênes du pouvoir en acceptant le portefeuille des affaires étrangères. Le docteur Lorenzo Torres, connaissant à fond les hommes et les choses de son pays, a manœuvré à coup sûr : il avait appris de Rosas les moyens infaillibles de surnager en eau trouble ; il savait employer à propos les femmes qui, par leur tact et leur coquetterie, lui amenaient pour auxiliaires leurs maris et leurs amants ; à pleines mains, enfin, il semait la corruption parmi les chefs à l'aide d'abondantes largesses de papier-monnaie.

Aujourd'hui Lorenzo Torres est oublié. Les hommes s'usent vite dans ce pays ; les uns, et c'est-

le plus grand nombre, tombent par incapacité; d'autres, parce qu'ils ne sont pas du parti qui a le pouvoir; d'autres, enfin, disparaissent après avoir demandé leur congé, ne se croyant plus utiles à la patrie.

Déjà Urquiza était en lutte ouverte avec le parti unitaire, qui se montrait de jour en jour plus hostile à ses vues et tramait par tous les moyens possibles son éloignement des affaires publiques de la Confédération et surtout de la province de Buénos-Ayres, que le général voulait de plus en plus diriger à sa guise.

Aussi dès que les élections des représentants furent ouvertes, dès que les comices s'assemblèrent, le débat s'engagea-t-il avec acrimonie; car les esprits étaient arrivés à cet état d'irritation fébrile qui ne pardonne pas.

De son côté, le général, vivement froissé dans son amour-propre, aigri surtout par l'ingratitude de ces hommes qu'il avait rendus à leur patrie et sur lesquels il comptait pour arriver promptement à l'organisation du pays, imprima à tous ses actes un cachet d'absolutisme qu'on lui reprocha avec quelque raison, et qu'ils surent habilement exploiter pour arriver à leurs fins.

Dès-lors deux camps bien distincts se posent face à face dans Buénos-Ayres, et la lutte s'engage ouvertement.

L'un se compose des exilés rentrés et de leurs adhérents, de la jeunesse de la ville et des hommes

exaltés qui prêchent dans les clubs la haine du général. Cette jeunesse se laisse aisément fasciner par les discours de quelques docteurs arrivés d'Europe, la tête pleine d'idées révolutionnaires, ainsi que par les manœuvres d'ambitieux, excitant ces nouveaux apôtres de la liberté, et travaillant à la corruption de quelques chefs militaires au moyen de promesses ou d'argent.

Le personnel de l'autre se recrute parmi les hommes d'ordre et de modération, ayant pris à la lettre le programme de fusion du général ; parmi d'autres, convaincus que, sans Urquiza à la tête des affaires, le pays se débattra probablement encore longtemps dans l'anarchie ; et ils sont d'autant plus fermes dans leur opinion, qu'ils ont la dure expérience du passé ; enfin, parmi les chefs de la campagne qui ont servi sous Rosas, fédéraux par conviction ou par intérêt, voulant conserver leurs positions acquises, bien certains, sous tout autre gouvernement que celui qui se compose en majorité de fédéraux, de perdre leurs places et leur avenir. On verra, plus tard, que ce sont ces mêmes chefs qui ont soulevé les campagnes de la province de Buénos-Ayres contre la ville.

Après le départ des Brésiliens et des Orientaux, après le licenciement des milices, il restait encore dans la province de Buénos-Ayres assez de troupes autour du général pour qu'il pût, avec ces forces, dominer la situation, faire bonne contenance, et conjurer même les efforts du parti révolutionnaire ; mais,

comme tous les hommes qui n'ont pas assez de capacité pour s'identifier avec la position où la fortune les place un moment, il se montra incertain, tergiversa, craignit peut-être de passer pour un tyran, et, dominé par les conseils timides ou astucieux de quelques familiers qui le flattaient pour le perdre, n'eut plus la force de contenir la faction qui grandissait à vue d'œil, soit par l'entraînement de la parole de ses chefs, soit par le mécontentement que soulevaient ses actes, de plus en plus vexatoires, arbitraires et illégaux. Irrité de tant de résistance, hors de lui, devenu presque intraitable, il sentait s'accroître de jour en jour la fureur qui l'animait contre ce peuple ingrat et oublieux.

Un décret du 19 mars fixait au dimanche, 11 avril, dans la capitale et dans la campagne, la réunion des collèges électoraux qui devaient procéder à la nomination des représentants de la province de Buénos-Ayres.

Ce fut le signal d'une lutte terrible entre le peuple et le général. Chacun dressa la liste de ses candidats, et ce qu'il y eut de remarquable, c'est que ceux que proposa le général, furent à peu près les mêmes que ceux du peuple. Mais ce que demandait le parti dissident, c'est que l'élection fût libre et en dehors de l'influence d'Urquiza.

Dans les clubs on disait au peuple : « Prenez garde ! N'abdiquez pas vos droits ! Ne faites pas comme vos pères avec Rosas ; vous tomberiez sous le joug d'une semblable tyrannie ; vous vous livre-

riez pieds et poings liés à un pouvoir étranger; car Urquiza n'est pas Portegno comme Rosas. Ne vous exposez pas à perdre à tout jamais votre souveraineté, votre chère liberté, que vous avez aujourd'hui à exercer pleinement en vertu de vos droits, conquis par tant de sang et de souffrances! soyez fermes et sans incertitude, ou vous êtes perdus ! »

La presse périodique débordait en ce moment suprême ; elle faisait dire au peuple « que le général Urquiza avait terminé sa mission ; qu'il devait se retirer dans sa province, et laisser Buénos-Ayres, qui n'avait pas besoin de lui, disposer, en pleine liberté, de ses destinées ; qu'agir comme il le faisait depuis trois mois, c'était assez pour voir qu'il aspirait à l'héritage de Rosas ; qu'il voulait, comme lui, être un tyran et détruire pour toujours la liberté d'action rendue enfin à un peuple qui avait été si longtemps privé de ses droits ; que c'était mentir à son programme du 1er mai 1851, et violer les conventions du 29 du même mois et du 21 novembre de la même année ; que c'était enfin abuser ouvertement de la victoire, soit en visant à une domination despotique, soit en abreuvant de honte le peuple et le gouvernement de la province de Buénos-Ayres. » On lui reprochait, en outre, d'avoir fait évacuer, sur la province d'Entre-Rios 600 prisonniers, enfants de Buénos-Ayres, avec toutes les munitions de guerre, les canons, les fusils, etc., enlevés du parc d'artillerie de la ville, comme si

c'eût été, disait-on, le butin, fruit d'une conquête en pays étranger et ennemi.

Telle était la position de la province de Buénos-Ayres et de sa capitale surtout, quand les élections eurent lieu.

Urquiza, de son côté, ne s'endormait pas : il envoyait message sur message, sur tous les points de la province, à tous les chefs de la campagne, faisait circuler ses listes, et dépensait toute son influence pour arriver au triomphe de candidats dont on ne voulait pas.

Evidemment, dans cette lutte, il perdait, peu-à-peu, de son prestige; ses brillants succès s'effaçaient devant cette politique attentatoire aux droits les plus sacrés d'un peuple sorti la veille de l'esclavage, et dont l'exaltation croissait d'autant plus, qu'il était, chaque jour, victime de nouvelles vexations, et qu'on lui criait dans les clubs « que de son énergique volonté dépendait l'avenir de la patrie et l'affermissement de la liberté. »

Etait-il possible que le pouvoir du général ne s'amoindrît pas, assiégé par tant d'adversaires et miné par tant d'efforts? Il n'avait pas deux partis à prendre dans cette circonstance solennelle. Il devait, ou laisser le peuple agir dans la plénitude de ses droits et rester, pour sa part, spectateur impassible de la lutte, prêt toutefois à frapper un grand coup, si le parti unitaire triomphant essayait d'entraver la marche organisatrice de la nation ; ou porter, sur le champ ce coup terrible, à ce même peuple qu'il ve-

nait de doter de son indépendance, de sa liberté, et qu'il trouvait si ferme, si disposé à défendre vigoureusement ses droits. Son indécision fut un grand malheur. Elle enhardit le parti qui lui était contraire, l'augmenta même, et ne satisfit pas ses partisans.

Lorsque en juin, le général voulut recourir à une mesure énergique et frapper un grand coup, il n'était plus temps.

Enfin le jour des élections arrive, et, malgré tous les efforts d'Urquiza, les candidats du peuple l'emportèrent.

CHAPITRE VI.

Espoir d'Urquiza basé sur ses succès électoraux dans la campagne. — Ouverture de la chambre des représentants. — Continuation de ses pouvoirs au docteur Vicente Lopez. — Il nomme un nouveau ministère. — Les conférences de Saint-Nicolas. — Convention qui en résulte. — Sa teneur. — Puissance exorbitante qu'elle confère au général Urquiza.

Son échec électoral jetait le général dans une position difficile. Mais, comme il avait eu la majorité dans la campagne, il se flattait encore de l'espérance de voir l'assemblée composée par égales portions de députés appartenant aux deux partis, et de pouvoir alors faire pencher la balance de son côté, pour la réalisation de ses projets ultérieurs.

Mais à Buénos-Ayres on était convaincu du contraire. et les unitaires n'aspiraient plus qu'à arriver promptement au pouvoir pour se mettre en opposition directe avec lui, Dans de ce but, ils ne visaient à rien moins qu'à installer, toute affaire cessante, le bureau et à nommer un nouveau gouverneur plus énergique que le docteur Vicente Lopez, afin de rompre, tout de suite, en visière avec le général, et, abattre une bonne fois pour toutes, ce qu'ils appelaient son pouvoir usurpé. On ne voulait plus le voir sur le territoire de la province, où rien ne se faisait sans son autorisation. En outre, les Unitaires

avaient écumé de rage à l'aspect de tous les gouverneurs de province, et notamment celui de Buénos-Ayres, abandonnant à Urquiza le pouvoir de diriger provisoirement les affaires extérieures de la république, en attendant que le congrès qui devait bientôt se réunir à Santa-Fé, l'eût nommé directeur provisoire de la confédération.

Le bureau de la chambre des représentants de Buénos-Ayres était installé dès le 1er mai, et sa première préoccupation fut de procéder à la nomination du gouverneur de la province. Il leur tardait d'avoir à la tête du gouvernement un homme de leur parti, convaincus qu'ils étaient alors, que le docteur Vicente Lopez cédait à l'influence du général, et qu'avec lui le succès de leur cause était indéfiniment ajourné. Le candidat unitaire était le docteur Alzuia, homme de talent, citoyen intègre, mais peu capable de conduire les affaires publiques, surtout dans une circonstance décisive où il fallait unir à une grande pratique de l'administration de la vigueur dans le caractère et une fermeté à toute épreuve.

Alzuia avait passé une partie de sa vie dans l'exil; il ne connaissait plus les hommes de son pays, qu'un gouvernement corrompu avait en général gangrénés. Il croyait, cet honnête citoyen, avoir à gouverner, à diriger un peuple sage, doux, paisible, modéré. Il se trompait, et ne trouva autour de lui qu'une nation vicieuse, vaine, aussi orgueil-

leuse qu'elle avait été servile. Lors même qu'il aurait eu toutes les connaissances pratiques désirables pour la gouverner, il n'eût pu arriver à rien avec de pareils hommes, changeant de drapeau de la veille au lendemain.

Il ne fut pas cependant élu ; ce fut le vieux docteur Vicente Lopez, qui garda le pouvoir.

Cet échec irrita le parti unitaire ; et la presse révolutionnaire de cette époque, dirigée par les chefs les plus exaltés, dit assez quelle était la rage de la faction vaincue. Le journalisme arrogant jetait effrontément à la face des députés les paroles suivantes, et beaucoup d'autres moins empreintes encore peut-être de modération : « Vous êtes des hommes vendus, des hommes sans énergie ; vous voulez perdre votre pays, que vous livrez à un nouveau dictateur, pire peut-être que celui qu'il a chassé. » Et les ministres Alzuia et Escalada se retiraient, dès ce moment, des affaires publiques, l'un, pour mieux agir dans l'ombre, l'autre, pour attendre, les bras croisés, d'où soufflerait le vent.

Lopez nomma un autre ministère, et, quand le gouvernement fut de nouveau organisé, il vint demander, le 21 mai, à la chambre des représentants, l'autorisation de s'absenter pour accompagner Urquiza à Saint-Nicolas, où allait avoir lieu la réunion des gouverneurs des quatorze provinces que le général avait convoqués pour former une convention politique, qui devait l'investir des fonctions de di-

recteur provisoire de la confédération argentine, chargé des relations extérieures, et déterminer les pouvoirs qui lui seraient confiés jusqu'à ce qu'un congrès donnât une constitution au pays.

La chambre ne s'opposa point à ce que le gouverneur Lopez s'absentât, et, de droit, le président de l'assemblée le remplaça provisoirement.

Il était naturel que toutes les populations des provinces, et principalement celle de Buénos-Ayres, fussent agitées et redoutassent l'issue de cette conférence, la première qui avait lieu dans la république, connaissant surtout les dispositions de celui qui allait la présider. On attendait donc avec impatience d'en connaître les dispositions, que l'on était sûr d'avance devoir être toutes à l'avantage du général Urquiza. Les Unitaires protestaient ; ils disaient que le gouverneur Lopez n'avait aucun caractère légal pour s'y rendre, et que, quelque chose qu'il arrivât, jamais Buénos-Ayres n'admettrait un acte que ses représentants n'avaient pas sanctionné dans la personne du gouverneur de la province, à qui ils n'avaient délivré aucune autorisation légale pour accepter un acte politique quelconque.

Enfin, malgré et contre tout, le 31 mai, les gouverneurs des 14 provinces signèrent le fameux accord de Saint Nicolas, contenant 19 articles et créant un pouvoir irresponsable dans la personne d'Urquiza. Voici ce document qui a été jusqu'à ce jour une pomme de discorde entre Buénos-Ayres

et les autres provinces, dans les mains du général.

ACCORD DE SAINT NICOLAS CONCLU ENTRE LES GOUVERNEURS DES PROVINCES.

Les soussignés, gouverneurs et capitaines généraux des provinces, réunis dans la ville de Saint-Nicolas de los arroyos, par une invitation spéciale du chargé des relations extérieures de la république, le brigadier général D. J. J. de Urquiza, etc., etc., etc. ;

Ayant pour objet de rapprocher le jour de la réunion d'un congrès général qui, selon les règles des traités existants et le vote unanime de toutes les populations de la république, ait à sanctionner sa constitution politique, régulariser les rapports qui doivent exister entre tous les peuples argentins comme appartenant à une même famille, établir et définir les hauts pouvoirs de la nation, garantir l'ordre dans son sein, assurer sa prospérité intérieure et le respect extérieur qui lui est dû, etc., etc.;

Jugeant qu'il est, avant tout, nécessaire d'aplanir les difficultés qui peuvent s'offrir dans la pratique quant à la réunion du congrès, de pourvoir ensuite aux moyens les plus efficaces de maintenir la tranquillité intérieure, la sécurité de la république et sa représentation souveraine pendant la période constituante ;

Ayant présents à l'esprit les besoins et les vœux des peuples qui nous ont confié la direction de leurs intérêts, et invoquant la protection de Dieu, source de toute raison et de toute justice ;

Avons adopté, d'accord, les résolutions suivantes :

ART. 1er. Le traité du 4 janvier 1831, qui est la loi fondamentale de la république, puisque, après avoir été conclu entre les provinces de Buénos-Ayres, Santa-Fé et Inter-Rios, il a été accepté et sanctionné ensuite par toutes les autres provinces de la Confédération, sera religieusement observé dans toutes ses parties ; et, pour qu'il obtienne plus de force et de respect, le chargé des relations extérieures est autorisé à le mettre à exécution sur tout le territoire de la république.

II. Au moment où toutes les provinces de la république jouissent de la paix et de la liberté la plus complète, est survenu le cas prévu par l'article 16 du traité précité, lequel a pour but de régler par un congrès général fédératif l'administration générale du pays, conformément au système fédéral, d'asseoir son commerce intérieur et extérieur, sa navigation, le recouvrement et l'emploi de ses impôts, le paiement de sa dette, de chercher enfin le meilleur moyen d'assurer la sécurité et la grandeur de la république, son crédit intérieur et extérieur, la liberté et l'indépendance de chacune de ses provinces.

III. L'article 9 du même traité ayant prévu les changements susceptibles d'améliorer dans l'avenir les conditions du commerce intérieur et réciproque

des diverses provinces argentines, et une longue expérience ayant dévoilé à tous les yeux les funestes conséquences du système restrictif suivi par quelques unes d'entr'elles, il est resté convenu et établi entre les contractants que les articles de production et de fabrication nationale ou étrangère, tels que les animaux de toute espèce qui passent d'une province dans une autre, seraient libres des droits de transit, ainsi que les voitures, navires et bêtes de somme qui les transportent, et qu'à l'avenir, aucun autre droit ne pourrait être imposé, sous quelle dénomination que ce fût, pour le fait de passage sur le territoire.

IV. Le congrès général constituant s'assemblera dans le courant d'août prochain ; et, pour qu'aucun obstacle n'entrave sa réunion, ordre sera expédié, dès ce jour, à chaque province, d'avoir à procéder aux élections des députés qui devront le composer en suivant dans chacunes d'elles les règles établies par les lois électorales pour la nomination des représentants du peuple aux législatures provinciales.

V. Toutes les provinces ayant les mêmes droits comme membres de la même nation, il reste convenu que le congrès constituant se composera de deux députés de chaque province.

VI. Le congrès sanctionnera la constitution à la majorité des suffrages, et, comme pour remplir cet objet, il y aurait de graves inconvénients à ce que les députés arrivassent de leurs provinces munis par leurs commettants d'instructions spéciales restrei-

gnant leurs pouvoirs, il est convenu d'avance que les élections auront lieu sans condition, ni restriction aucune, la nation devant pleinement se fier à la conscience, au savoir et au patriotisme de ses représentants, quand il s'agira de sanctionner par leurs votes ce qu'ils croiront le plus juste et le plus convenable, se soumettant du reste, sans jamais réclamer ni protester, à tout ce que la majorité décidera dans son bon sens et sa souveraineté.

VII. Il est nécessaire que les députés au congrès se pénètrent du sentiment purement national, afin de ne pas se laisser préoccuper par des intérêts de localité qui entraveraient l'accomplissement de cette grande œuvre, et qu'ils soient persuadés que le bien-être des peuples ne saurait résulter d'exigences ridicules ou partiales, mais d'un sentiment national régulier et juste, donnant le pas à la qualité de citoyen argentin sur celle d'habitant de telle ou telle province de la république. Pour atteindre ce but, les soussignés useront de tous leurs moyens afin d'inculquer et de recommander ces principes, et emploieront toute leur influence légitime pour que les citoyens élisent des hommes de la plus grande probité, et du patriotisme le plus pur et le plus intelligent.

VIII. Les députés, une fois élus, et admis à siéger au congrès, ne pourront, jusqu'à ce que la Constitution soit votée, être jugés pour leurs opinions, ou accusés pour aucun motif, ni par aucune autorité; leurs personnes seront sacrées et inviolables durant toute cette période. Néanmoins, chaque pro-

vince sera libre de rappeler ses représentants quand elle le jugera convenable ou opportun; mais, dans ce cas, elle devra pourvoir, sans le moindre délai, à leur remplacement.

IX. Le chargé des relations extérieures de la Confédération pourvoira, de son côté, aux dépenses de voyage et de séjour des députés.

X. Par lui-même ou par un délégué de son choix, en cas d'impossibilité, il préparera et ouvrira les séances du congrès, assurera la liberté des discussions, délivrera les fonds nécessaires à l'organisation des bureaux, et prendra toutes les mesures qu'il croira utiles au maintien du respect dû à ce corps et à ses membres.

XI. La réunion provisoire du congrès aura lieu dans la ville de Santa-Fé, où, une fois installé, il déterminera lui-même le lieu de sa résidence définitive.

XII. La constitution, une fois votée, ainsi que les lois organiques destinées à la mettre en œuvre, sera communiquée par le président du congrès au chargé des relations extérieures, et celui-ci, l'ayant immédiatement promulguée comme loi fondamentale de la nation, la fera observer et exécuter. Puis, il sera le premier nommé président constitutionnel de la république, et le congrès fermera sa session, laissant au pouvoir exécutif le soin de mettre en œuvre les lois organiques qu'il aura sanctionnées.

XIII. Afin de donner à la république et à l'ordre

intérieur, à la paix et à la responsabilité extérieure, toutes les garanties désirables, en attendant que la constitution nationale soit discutée et votée, les soussignés n'épargneront, dans la sphère de leurs attributions, aucune des mesures nécessaires pour maintenir, au sein de chacune de leurs provinces, la paix publique et la concorde entre les citoyens de tous les partis, prévenant ou étouffant les éléments de discorde et de désordre, prêchant et propageant l'oubli des serreurs passées, et reserrant les liens de l'amitié qui unit les populations argentines.

XIV. Si, ce qu'à Dieu ne plaise, la paix intérieure de la république était troublée par les hostilités ouvertes d'une province contre une autre, ou par des soulèvements armés, de province à province, le chargé des relations extérieures est d'avance autorisé à employer tous les moyens que son patriotisme et sa prudence lui suggéreront, pour la rétablir en prêtant son appui aux autorités légalement constituées; et, à cet effet, les autres gouverneurs lui devront aide et coopération, conformément au traité du 4 janvier 1831.

XV. Le chargé des affaires extérieures, ayant pour mission de représenter la souveraineté nationale, de maintenir la paix extérieure, de mettre en sûreté les frontières durant la période constituante, de défendre enfin la république de toute prétention étrangère, en veillant à la stricte exécution du présent traité, devra, en conséquence de ces obligations, être investi des facultés et moyens nécessaires pour les

remplir. Il est donc arrêté, dès à présent, que Don Justo José de Urquiza, comme général en chef de l'armée de la Confédération, aura le commandement effectif de toutes les forces militaires que chaque province a sur pied, lesquelles sont considérées comme parties intégrantes de l'armée nationale; il en disposera comme il lui paraîtra le plus convenable au service de la république, et, si, pour remplir cette mission, il lui était nécessaire de les augmenter, il pourrait le faire, en demandant les contingents jugés utiles à quelque province que ce fût ; de même il lui serait loisible de les diminuer s'il pensait qu'elles fussent trop considérables.

XVI. Il entrera également dans les attributions du chargé des affaires extérieures de la confédération, de réglementer la navigation des rivières intérieures de la république, de manière à assurer les intérêts et la sécurité du territoire, ainsi que la rentrée des droits du fisc; son pouvoir s'étendra, en outre, sur l'administration générale des courriers, sur la création et l'amélioration des chemins publics, sur les relais de bœufs destinés au transport des marchandises.

XVII. Comme il convient à l'importance et à la responsabilité des actes du chargé des affaires extérieures, que, durant la période constituante, il ait auprès de lui, pour l'expédition des affaires nationales, un conseil d'état auquel il puisse soumettre tous les cas qui lui paraîtraient d'une haute gravité, il est autorisé à le composer de citoyens argentins lui paraissant devoir, par leur prudence ou leur sa-

voir, occuper le plus dignement ce poste élevé, sans lui en limiter le nombre.

XVIII. Comme conséquences des importantes attributions que cet accord confère à M. le chargé des affaires extérieures, il est décidé qu'on lui donnera le titre de *Directeur provisoire de la Confédération Argentine.*

XIX. Aux dépenses que nécessitera l'administration des affaires nationales, énumérées dans ledit accord, les provinces contribueront proportionnellement aux revenus de leurs douanes extérieures, jusqu'à l'installation des autorités constitutionnelles, auxquelles appartiendra exclusivement l'établissement permanent des contributions nationales.

Donné à St. Nicolas de Los Arroyos le 31 du mois de mai 1852. Suivent les signatures du général Urquiza et des autres gouverneurs des provinces de la Confédération.

CHAPITRE VII.

Indignation de la chambre des représentants de Buénos-Ayres à la nouvelle de l'accord de St.-Nicolas. — Préludes de résistance. — Rage du parti Unitaire. — Séances orageuses; interpellations. — Retour du gouverneur Vicente Lopez. — Sa communication officielle de l'acte de St-Nicolas. — Il est rejeté par la chambre. — Démission de Lopez : il est remplacé par Pinto, président de l'Assemblée.

L'accord de St. Nicolas conférait au général Urquiza des attributions illimitées, mettait à sa disposition les forces de toutes les provinces, lui donnait la faculté de réglementer la navigation des rivières, de disposer des rentes publiques, d'intervenir par les armes dans les démêlés qui pourraient agiter les provinces, de prendre enfin, pour le bien de la république, toutes les mesures qu'il jugerait convenables et opportunes.

Le parti unitaire, en majorité à la chambre, ne dissimulait pas l'indignation que lui causait un acte politique de cette portée, venant déjouer, tout d'un coup, les projets de domination qu'il poursuivait par tous les moyens. Aussi se leva-t-il en masse pour protester contre l'accord, interpellant, sans fin, le gouvernement, et le sommant de s'expliquer sur la solution de diverses questions ardues qu'il pourrait être appelé à résoudre. Comment, par exemple,

justifierait-il cet acte? Comment en prouverait-il la légalité ? On allait jusqu'à lui dire « Oui, l'accord est illégal, absurde, inoui, monstrueux ; nous demandons que le gouvernement défende à tous les employés, tant civils que militaires, de la province de Buénos-Ayres, d'exécuter aucun décret, aucun ordre émanant des pouvoirs accordés au général Urquiza, jusqu'à ce que l'acte de St. Nicolas soit soumis au corps législatif, discuté dans son sein, approuvé ou improuvé, selon que le prescrivent les lois de la province. Jusque là on n'a pas le droit d'agir dans l'esprit de cet acte. »

Le gouvernement éludait, tant qu'il pouvait, la question; il répondait qu'il n'y avait pas péril en la demeure;qu'il fallait attendre l'arrivéedu gouverneur, dans lequel l'assemblée devait avoir confiance, et dont le patriotisme était connu de tous. Jusque là, disait-il, aucun motif ne devait le faire sortir de ses attributions.

En attendant l'arrivée du gouverneur Vicente Lopez et la communication officielle de l'accord de St. Nicolas, les séances de la chambre des représentants de Buénos-Ayres devenaient de plus en plus orageuses. On interpellait, sans cesse, les ministres; on les accusait, ainsi que le gouverneur délégué, d'être vendu à Urquiza ; on les sommait de répondre à mille questions souvent inconvenantes ou antiparlementaires. Un député osa leur faire cette vive et audacieuse demande : « Quelle serait votre ligne de conduite si le gouverneur, le vieux Lopez, dont

un des fils est ici ministre de Haciendas, vous donnait, dans une note officielle, connaissance de l'accord de St. Nicolas, avec des ordres relatifs, et si le cabinet faisait exécuter ces ordres en vertu de cet acte politique ? » Il sommait chaque ministre, en particulier, de répondre catégoriquement s'il obéirait, oui ou non, à cet ordre, qu'il portât sur la délivrance de subsides, sur la navigation des rivières, ou sur tel ou tel mouvement des troupes appartenant à la province de Buénos-Ayres. Les ministres répliquaient que, ces mesures se prenant toujours à la suite de la décision d'un conseil de cabinet présidé par le gouverneur, ils ne pouvaient dire ce qu'ils feraient en pareil cas ; que, lorsque le gouverneur Don Vicente Lopez serait de retour, ils savaient quelle conduite ils auraient à tenir ; mais que, pour le moment, ils suivaient la ligne qui leur était tracée par les lois en vigueur dans la province.

Les discussions devenaient de plus en plus vives ; l'agitation augmentait à proportion de la résistance des ministres, qui se renfermaient constamment dans un cercle étroit, s'efforçant, autant que possible, d'éviter de pousser trop loin une polémique capable d'alarmer le peuple, en mettant à nu leur conduite, qui était toute en harmonie avec la politique tracée par l'accord de St. Nicolas et du général Urquiza.

Après plusieurs jours de débats très animés, toujours sur cet acte politique d'une illégalité flagrante, et dont l'importance était si grande pour les unitaires, cette discussion s'éteignit et tomba, moitié

par lassitude, moitié par impuissance. Il faut l'avouer, l'opinion publique, en général, n'en avait pas été aussi impressionnée que voulaient bien le dire les journaux unitaires et les écrivains de ce parti, qui ont rendu compte de ces séances orageuses.

Le 12 juin, le gouverneur V. Lopez était de retour de St. Nicolas, où il avait laissé Urquiza. Le 14, il adressait à la chambre un message, dans lequel il lui faisait part des motifs de son absence et lui transmettait l'acte politique devant servir de préliminaire à l'organisation de la république fédérative.

Dans cette note, le gouverneur analysait à froid l'accord de St. Nicolas, mettait tout en œuvre pour calmer les esprits, en cherchant à prouver que cette convention politique n'avait rien de contraire à la saine raison; qu'elle ne devait nullement alarmer le pays, puisqu'elle laissait à chaque province la pleine et entière liberté de s'administrer elle-même; que les facultés accordées à Urquiza n'étaient pas de nature à faire craindre qu'il se posât en despote et en successeur de la tyrannie déchue; que son patriotisme et sa loyauté étaient connus de tous; que, depuis qu'il s'était levé pour détruire le pouvoir du despote et rétablir l'ordre constitutionnel, il avait certainement eu entre les mains des pouvoirs mille fois plus étendus, et qu'il n'en avait jamais usé qu'avec modération et justice; qu'il avait constamment agi dans les intérêts de son pays, de ses conci-

toyens et de la liberté; que quant à lui, Lopez, il ne balançait pas à répondre personnellement du résultat d'une mesure amenée par l'impérieuse nécessité des circonstances; que, du reste, le gouvernement était pleinement convaincu que les vues politiques qui avaient servi de guide dans l'accord de St. Nicolas, étaient toutes en harmonie avec les saines règles d'une sage politique. Il terminait sa communication en présentant un projet ayant pour but de mettre à exécution, comme loi de la province, l'accord de St. Nicolas de los Arroyos, conclu et voté le 31 mai, de concert avec les autres gouverneurs des quatorze provinces de la Confédération.

Après une discussion fort animée, l'assemblée rejeta cet acte politique comme contraire au traité du 4 janvier 1831 et par conséquent illégal.

Le gouverneur Don Vicente Lopez donna immédiatement sa démission, et fut remplacé par le président de la Chambre des représentants, Don Guillermo Pinto, qui fut solennellement installé le 24 juin comme gouverneur provisoire.

CHAPITRE VIII.

Retour d'Urquiza. — Il s'oppose à l'installation du nouveau gouverneur. — Coup d'état. — Protestation de la chambre. — Triomphe de la force. — Rentrée de Lopez au pouvoir. — Élection inconstitutionnelle au congrès de Santa-Fé. — Causes de rupture entre le gouvernement et Urquiza. — Démission définitive de Lopez. — Urquiza maître du pouvoir. — Il le laisse à un de ses lieutenants, le général Galan, pour aller ouvrir le congrès de Santa-Fé. — Opinions diverses sur l'administration d'Urquiza.

Cependant le général Urquiza, arrivé depuis quelques jours de St. Nicolas à Palerme, ne se dissimulait pas la tournure fâcheuse que prenaient les affaires à Buénos-Ayres depuis la démission du gouverneur Lopez, qu'il avait lui-même été forcé d'accepter. Dès la veille du jour fixé pour l'installation du nouveau gouverneur, se présentant avec le caractère de directeur provisoire, il envoyait un message au nouveau gouvernement pour le prévenir qu'en vertu des pouvoirs extraordinaires dont il était revêtu et des circonstances difficiles et périlleuses dans lesquelles Buénos-Ayres se trouvait par suite des intrigues du parti démagogique (c'est ainsi qu'il qualifiait les unitaires), il assumait, dès ce moment, provisoirement toutes les charges du gouvernement de la province, dissolvant la chambre des représentants, prenant toutes les mesures nécessaires pour

s'opposer à ce qu'elle pût ouvrir ses séances, plaçant enfin le local de l'assemblée et ses archives sous la sauve garde de la force publique.

En même temps, il faisait, jusqu'à nouvel ordre, fermer toutes les imprimeries et mettre les scellés sur toutes les presses ; il enjoignait de procéder à l'arrestation des principaux chefs du parti unitaire qui avaient si violemment combattu à la chambre le fameux acte politique de St-Nicolas qu'elle avait fini par rejeter ; il donnait ordre enfin aux troupes stationnées à Palerme de se diriger vers la ville, l'infanterie, pour en occuper l'intérieur, la cavalerie, pour prendre des cantonnements aux alentours.

En dépit de ces violentes décisions et de ce mouvement inusité de troupes, l'assemblée se réunit pour protester contre ces abus du pouvoir et de la force. Après cette énergique démonstration, elle lève la séance et se dissout avec calme. L'acte est consommé ! le peuple reste stupéfait ! Mais qu'avait-il à faire en présence des baïonnettes ? il attendit.

Il faut dire aussi qu'à cette époque, Urquiza avait dans la province de Buénos-Ayres autant d'adhérents au moins que le parti unitaire, sans compter la population étrangère qui lui était en grande partie dévouée.

Au reste, l'ordre et la tranquillité ne furent pas un instant troublés par ce coup d'état audacieux. Chacun continua à vaquer à ses travaux, comme s'il n'avait pas eu lieu.

Un ordre du jour d'Urquiza, adressé au général Virasoro, commandant la ville, assurait aux habitants

qu'ils n'avaient rien à craindre ; on y remarquait avec confiance ce passage plein de sollicitude et de fermeté : « Veillez très attentivement à la tranquillité de la ville ! Que tous les habitants, nationaux et étrangers puissent vaquer paisiblement à leurs affaires, et qu'ils soient bien persuadés que l'ordre public sera inaltérablement maintenu ! »

Le 25, il nommait de nouveau le docteur Vicente Lopez gouverneur provisoire, et, le même jour, celui-ci composait son ministère.

Le 1er juillet, un décret ordonnait l'ouverture des imprimeries à certaines conditions.

Les actes du nouveau gouvernement provisoire s'harmonisaient avec la politique et les vues de général dont il recevait naturellement son impulsion immédiate.

Mais l'accord de St.-Nicolas n'avait pas été ratifié par la chambre des représentants, ce qui empêchait évidemment la province de Buénos-Ayres d'envoyer des députés au congrès de Santa-Fé. La dissolution de l'assemblée avait laissé pendante la discussion sur cet acte politique. Comment porter remède à cette fausse situation ? La province, dans son isolement, ne prenait aucune part à l'organisation nationale.

Désireux de régulariser sa position, le gouvernement provisoire, de concert avec Urquiza, passant outre sur le vœu de la province, lança, le 22 juillet, un décret ordonnant, tant dans la ville que dans la campagne, pour le 8 avril suivant, l'élection des députés au congrès de Santa-Fé.

Les deux députés élus furent deux hommes étrangers à la province : l'un était originaire de celle de San-Juan ; l'autre avait vu le jour dans la république Orientale. C'était Maria del Carril et Edouard Lahitte, neveu du général français de ce nom.

Toutes ces illégalités flagrantes du pouvoir ne pouvaient manquer d'amener une rupture éclatante entre le gouvernement provisoire et Urquiza : elle ne se fit pas attendre.

Un décret du gouvernement provisoire, relatif à la libre introduction des farines et des grains étrangers, déplut au général, qui tenait à ne pas mécontenter les travailleurs de la campagne de Buénos-Ayres. Que lui importait, en effet, la population de la ville, pourvu que celle de la campagne fût pour lui ?

Un second décret, qui parut quelques jours après, ordonnant à la banque de payer à vue des lettres de change du gouvernement montant à dix millions de piastres en papier, accrut encore la mauvaise humeur d'Urquiza. Elle déborda immédiatement dans un article qu'il fit insérer le 24 juillet dans le journal officiel *El Progresso*. On y lisait fort clairement qu'il désapprouvait les mesures du gouvernement provisoire.

Dès ce moment, il était facile de prévoir une rupture prochaine entre le gouvernement débile du Dr Vicente Lopez et le pouvoir omnipotent et sans contrôle du général Urquiza.

En effet, le vieux Lopez, fatigué probablement du triste rôle qu'on lui faisait jouer, répugnant à

pousser plus loin ses complaisances, ne voulant pas ternir une vie jusque là sans tache, ou présumant peut-être que cet état de choses ne durerait pas, se résolut enfin à donner, mais cette fois irrévocablement, sa démission, qui fut acceptée par Urquiza, non sans quelques préambules flatteurs pour la forme.

Le général commençait pourtant à sentir les graves difficultés de sa position; et sa mauvaise humeur augmentait avec elle. Prenant alors une détermination extrême, il annonça, par un décret daté du 26 du même mois, qu'il assumait sur sa tête la responsabilité du pouvoir, en s'entourant d'un conseil d'Etat, conformément à l'article 17 du traité de St.-Nicolas.

Cette administration d'Urquiza ne fut pas de longue durée: forcé de quitter Buénos-Ayres pour aller ouvrir le congrès de Santa-Fé, il laissa dans cette première ville un de ses lieutenants, qui ne put tenir tête à l'orage du 11 septembre, bien que ce ne fût en réalité qu'une faible raffale.

Les ennemis du général ont prétendu que, pendant son administration, il avait dilapidé les deniers publics, distribuant à tort et à travers de l'argent à ses officiers généraux, aux députés qu'il avait fait nommer au congrès de Santa-Fé, et à beaucoup d'autres de ses créatures. En supposant ce reproche fondé, il n'aurait pas agi différemment que tous les gouvernements qui l'avaient précédé au pouvoir, et tous ceux qui l'y ont suivi, jusqu'à la nomination de Pastor Obligado.

Ses amis soutiennent, au contraire, que, s'il

avait continué à administrer les affaires publiques de Buénos-Ayres, mettant en œuvre ses excellentes idées de réforme administrative et ses projets d'améliorations, encourageant la liberté du commerce et de l'industrie, introduisant une sûreté si désirable dans la valeur du papier monnaie, ect., il eût, en peu de temps, doté cette malheureuse ville de tous les bienfaits qui lui sont le plus indispensables, dont elle devrait être en possession depuis 20 ans, et qu'elle attendra peut-être longtemps encore, si elle continue à être gouvernée par des gens qui ne pensent qu'à eux. Il est à regretter seulement que le général, qui était plein de bonnes intentions, n'ait pas été secondé par quelques hommes capables, qui l'ont abandonné pour lui devenir hostiles, parce qu'ils étaient trop avides du pouvoir pour sacrifier leurs vues ambitieuses au bien de leur pays.

Le 3 septembre, un décret nomma le général Don Miguel Galan, gouverneur provisoire de la province de Buénos-Ayres, et, le 4, il prêtait serment entre les mains du général Urquiza, lui promettant « de suivre les nobles exemples de patriotisme qu'il lui avait donnés. »

Après l'installation de Galan, Urquiza fit ses préparatifs de départ pour se rendre à Santa-Fé, où il devait ouvrir le congrès. Le 8 septembre, entouré d'un nombreux état-major, il s'embarquait sur le vapeur anglais *Countess of Lonsdale.*

CHAPITRE IX.

Projets de conspiration. — Plan des conjurés. — Moyens de séduction. — Trahison de Florès. — Coup de main de septembre. — Comme il réussit. — Chute du pouvoir dictatorial d'Urquiza. — Sa belle conduite après son insuccès. — Conséquences de cette révolution.

Après le départ du général Urquiza, les agitateurs de l'esprit public, n'ayant plus rien à redouter de sa présence, poussèrent ses ennemis à un coup de main ayant pour but d'abattre sa dictature, au moins à Buénos-Ayres. On avait d'abord pensé à l'assassiner, sans lui laisser le temps de se mettre en route. On parut ensuite vouloir se borner à s'assurer de sa personne ; mais, ces deux tentatives semblant trop téméraires, on se décida à attendre qu'il se fût éloigné pour essayer d'une révolution. Les journaux de cette époque ont prétendu que l'on s'arrêta à ce dernier parti afin de ne point démentir les principes de modération et de bon sens qui, dans tous les temps, ont distingué l'héroïque peuple de Buénos-Ayres.

Tout prouve, du reste, que déjà plusieurs des chefs de la campagne avaient reçu des communications pour opérer un coup de main et appuyer le mouvement de la ville. Quelques-uns y répondirent, les autres parurent rester indifférents.

Un des principaux que le parti unitaire espérait séduire, était le fédéral Florès, général de Rosas, qui avait beaucoup d'influence sur les troupes argentines venues de la Bande orientale avec Urquiza, après la reddition du général Oribe, et sur celles qui avaient été faites prisonnières à l'issue de la bataille de Casarès.

Florès avait reçu d'Urquiza le commandement du nord de la province de Buénos-Ayres, poste tout de confiance à cause de son importance.

Il fallait à tout prix s'assurer de sa coopération ; on y parvint sans peine par ce moyen infaillible auquel un chef argentin résiste rarement. Urquiza était trahi.

On verra plus tard ce même Florès abandonner le gouvernement de Buénos-Ayres, emporter l'argent des troupes, passer dans la Bande orientale, et revenir en juillet aider ce même gouvernement de Buénos-Ayres, qui l'avait flétri dans les colonnes de son journal officiel. Il revenait alors pour corrompre les chefs de la campagne soulevés contre la ville, et qui étaient tous, plus ou moins, aussi faciles à acheter que lui.

Ce fut ce fédéral pur sang, qui facilita principalement aux unitaires la révolution de septembre; sans lui, jamais cette faction n'eût pu ressaisir le pouvoir. Aussi a-t-il eu l'effronterie de dire dans un opuscule écrit pour sa justification : « Les chefs de septembre restés en dehors de toute influence, reconnaissant en moi la probité et l'amour de ma patrie, me

rendirent justice, et firent appel à mon patriotisme. Je dus accepter leur proposition, parce que j'avais déjà désapprouvé la marche tortueuse du général Urquiza, et que, loin de participer à ses actes, j'avais dès lors compté sur une réaction favorable à la liberté des provinces. »

Voilà certes un bel échantillon des hommes de ce pays, arrivés par les armes ou par la plume à exercer une certaine influence sur ce malheureux peuple. Le caractère du plus grand nombre ne diffère pas de celui de Florès. Ils se vendent et se livrent comme de vils esclaves, comme des mercenaires, à la cause qui les paye le mieux.

Quand tout fut prêt, que le général Urquiza fut parti, et que son lieutenant Galan se fut endormi dans son fauteuil présidentiel sur la foi d'un ciel pur et sans nuages, les unitaires, ne perdant plus de temps, frappèrent leur grand coup, dans la nuit du 10 au 11 septembre. Au jour, toute la population était sur pied, se demandant ce qui était arrivé. Quelques gardes nationaux répondaient: « C'est une révolution qui vient de s'accomplir en faveur du grand peuple de Buénos-Ayres. Il a secoué le joug du général Urquiza et vient d'éconduire son lieutenant. » En effet, sans tirer un coup de fusil, on s'était emparé du pouvoir. Le général Galan ne chercha pas à le ressaisir par la force, il l'aurait d'ailleurs vainement tenté : Florès et les autres chefs de la campagne étaient passés du côté de la faction révolutionnaire; il lui fallut donc se résoudre à battre en retraite

avec les quelques troupes qu'il avait conservées à Palerme, et qui, peu de jours après, l'abandonnèrent, à leur tour. Ainsi s'éteignait le pouvoir dictatorial du général Urquiza à Buénos-Ayres.

Pour donner plus de relief à cette révolution accomplie, comme nous l'avons dit, en pantoufles, les journaux du parti triomphant ne se firent pas faute de crier sur tous les tons que le général Galan, tranquille et satisfait de la marche de son gouvernement, s'était reposé sur la faiblesse du peuple et sur la fidélité de l'armée, convaincu que tout marcherait au gré des désirs de son chef; qu'il n'avait pas senti la terre tressaillir sous ses pieds, et n'avait pas compris les pronostics du grand événement qui venait d'anéantir un pouvoir arbitraire et caduc.

Examinons maintenant quelles furent les conséquences de cette révolution et de quelles améliorations lui est redevable la province de Buénos-Ayres. Témoin oculaire de toutes les péripéties qu'a traversées ce pauvre pays jusqu'au 13 juillet 1853, après sept mois de siége, nous pouvons dire hautement, sans crainte d'être accusé de partialité, qu'il a considérablement obéré ses finances et perdu, dans les guerres et les commotions politiques, un temps précieux qu'il eût pu employer utilement à assurer sa tranquillité et le bien-être de ses habitants, au lieu de les ruiner par les dissentions civiles; qu'il est resté au même point où il se trouvait à la chute de Rosas, et qu'il s'est isolé, sans atteindre le but auquel il tendait.

Hâtons-nous cependant d'ajouter que cette révolution, quoique due, ainsi que presque toutes celles de ce pays, à la défection des chefs militaires de la campagne, avait un principe de justice incontestable. Malheureusement comme elle était plutôt la conséquence du caractère léger, ambitieux, ingrat et oublieux des hommes qui la conduisaient, qu'un expédient pour se débarrasser d'influences étrangères à la province, elle n'a qu'imparfaitement rempli son objet. On peut même aujourd'hui presque dire qu'elle n'a servi qu'à faire monter au faîte du pouvoir des hommes avides de diriger les affaires du pays, qui n'avaient jamais vu dans Urquiza qu'un moyen d'arriver à leur fin, et qui ne s'étaient attachés à lui avant la chûte de Rosas que bien décidés à l'abandonner à la première occasion.

Le général Urquiza reçut avec calme la nouvelle de cet événement. En désespoir de cause, il envoya à Buénos-Ayres un de ses officiers supérieurs, porteur pour le nouveau gouvernement de propositions relatives à la retraite et l'embarquement des troupes *entrerianos* et *corientinos* qui restaient dans la province : il demandait qu'elles fussent renvoyés avec armes et bagages; il finissait par dire au gouvernement que le mouvement du 11 septembre l'allégeait d'une grande responsabilité, et que la province de Buénos-Ayres pouvait jouir désormais tout à son aise de sa pleine et entière liberté. »

Le gouvernement reçut cette communication avec plaisir, puisque l'homme qui était un obstacle à l'orga-

nisation et à la liberté d'action des nouveaux gouvernants, s'éloignait à jamais, emportant avec lui tous les éléments de crainte, tous les dangers de domination arbitraire et tyrannique. Ce qu'ils firent cependant de mal, ce fut de chercher à lui nuire en se servant de ces mêmes troupes dont ils refusèrent le renvoi, pour porter dans la province d'Entrerios le désordre et la guerre civile. Heureusement qu'ils manquèrent leur but et ne recueillirent que l'odieux de leur déloyale conduite.

La révolution du 11 septembre fut, sans doute, un grand événement pour le peuple de Buénos-Ayres. Cette province se vit ainsi délivrée enfin du pouvoir menaçant du général Urquiza ; elle put tranquillement jouir de la liberté dont elle était redevable à ce général, et travailler, dès ce moment, à consolider ses institutions et l'ordre légal. Nous allons voir comment les hommes nouveaux, appelés à diriger ses destinées, commencèrent à remplir ce mandat difficile surtout dans les circonstances où l'on se trouvait.

CHAPITRE X.

Résultats déplorables. — Décadence du parti unitaire. — Rétablissement de l'ordre. — Maladroite circulaire aux autres provinces. — Les pouvoirs confiés par Lopez à Urquiza, déclarés nuls, ainsi que les actes de St.-Nicolas et du congrès de Santa-Fé. — Révocation des deux députés à ce congrès. — Cessation de paiement des honoraires des divers agents accrédités près des puissances étrangères. — Distribution de papier-monnaie aux officiers et soldats auteurs de la révolution de septembre. — Diverses autres mesures. — Mission infructueuse du général Paz. — Contenance calme du général Urquiza.

C'était beaucoup, sans doute, que de secouer un joug détestable, de s'émanciper tout à fait, de s'isoler même des autres provinces qui marchaient d'un commun accord sous la bannière du directeur provisoire; mais il fallait pouvoir se conduire seul, et mettre en pratique les belles théories auxquelles on était redevable de cette révolution facile. Les événement qui suivirent, vinrent prouver que le plus grand nombre de ces théoriciens politiques n'avaient que des idées absurdes ou inexécutables : marchant d'incertitude en incertitude, ils arrivèrent à ne rien faire de bien, et se trouvèrent, au bout d'une grande année d'efforts inouis et impuissants pour le bien de la province, en présence d'un isolement complet. Il reste aujourd'hui au parti unitaire bien peu de ce prestige qu'il avait acquis dans la ville, et son avenir

est indubitablement perdu une seconde fois sans retour.

Cependant, lorsque les choses furent rentrées dans l'ordre, et qu'un nouveau gouvernement se fut installé, on commença quelques travaux d'organisation intérieure, et l'on s'occupa du rétablissement de relations extérieures avec les autres provinces de la confédération. On crut devoir leur dévoiler les véritables causes qui avaient amené le mouvement du 11 septembre, dont le succès prouvait assez la légitimité et la sympathie ; enfin, on leur manifesta le désir sincère que l'on avait de maintenir des rapports d'amitié avec elles. Malheureusement cette circulaire, élaborée par les Cicérons de l'assemblée, était empreinte, comme tout ce qui sort de ces cerveaux volcanisés, du cachet de cette inévitable exaltation furibonde contre le général Urquiza, qu'inspire sans cesse aux *Portegnos* l'orgueilleux désir dont ils sont animés de paraître, aux yeux des autres peuples argentins, les plus capables de comprendre leurs droits et de jouir de leur liberté. C'était recourir à une bien grande maladresse pour se concilier l'approbation et les sympathies des autres provinces, déjà peut-être trop jalouses de la prépondérance de celle de Buénos-Ayres au temps de Rosas, et animées généralement d'une haine naturelle contre les Portegnos, qu'elles considèrent, avec assez de raison, comme le peuple le plus vain de tous ceux des républiques de l'Amérique méridionale. Aussi aucune d'elles ne répondit-elle d'une manière satisfaisante à ce manifeste, et ce qui prouve le peu de confiance

que les autres peuples de la confédération avaient en celui de Buénos-Ayres, c'est qu'ils sont restés attachés au général Urquiza, et qu'ils n'ont cessé jusqu'à ce jour de faire cause commune avec lui. Ce fait matériel ne peut être révoqué en doute ; tous les raisonnements vrais ou faux des journaux et des écrivains politiques qui soutiennent la cause du parti unitaire, viendront se briser contre cette preuve irréfragable.

Bientôt on déclara nulle et sans valeur la part donnée, en vertu de l'accord de Saint Nicolas, par le gouverneur Lopez, au général Urquiza, dans la direction des affaires extérieures de la confédération, et nuls aussi tous les actes du congrès de Santa-Fé qui avait commencé ses travaux depuis peu de jours. On révoqua enfin les deux députés qui y avaient été envoyés.

On décida que, jusqu'à la nomination légale d'une autorité nationale chargée de représenter la confédération à l'extérieur, le trésor cesserait tout payement, de quelque nature qu'il fût, aux agents de la république accrédités près des nations étrangères.

On récompensait pécuniairement les officiers et soldats qui avaient pris part à la révolution du 11 septembre, en leur distribuant, comme à des mercenaires, sur la place de la Victoire, du papier-monnaie; tant il est vrai que tout le patriotisme de ces gens-là repose sur les fonds de la banque, et que les grandes vertus républicaines dont ces héros font

parade dans leurs discours ampoulés et ronflants, sont en raison directe de l'argent que l'Etat leur donne, ou qu'ils peuvent voler.

Par une circulaire du 27 septembre, on disait aux agents étrangers, que, conformément aux prescriptions du droit public, ils eussent à suspendre leurs fonctions ; que, toutefois, le gouvernement de Buénos-Ayres devait respecter les droits des citoyens appartenant aux nations qui avaient des traités avec lui et qu'il protégerait les autres, par ses propres lois, tant que durerait cette époque de transition.

On envoyait le général José-Maria Paz en mission dans les autres provinces pour cimenter les intérêts communs et fortifier les relations amicales que tout le monde à Buénos-Ayres désirait ardemment conserver avec les divers Etats de la confédération.

Cette mission ne put pousser plus loin que Saint-Nicolas; elle revint comme elle était partie, et le général Paz faillit être assassiné.

On décrétait cependant la libre navigation du Parana, un entrepôt de douane et la liberté de transit par l'intérieur. Tous ces projets étaient élaborés depuis longtemps. On se pressait seulement de les mettre à exécution, afin d'avoir l'air au moins de faire quelque chose.

De son côté, le général Urquiza usait de toute son influence pour rendre odieux aux autres provinces ce gouvernement de Buénos-Ayres qu'il traitait de démagogique, n'épargnant rien pour l'entraver dans sa marche incertaine et vacillante.

De la ville de Parana, capitale de sa province, où il avait depuis quelques jours établi sa résidence, il annonçait aux agents étrangers qu'il y continuait ses fonctions de directeur provisoire de la confédération, conformément à l'accord de Saint-Nicolas, considérant, disait-il, le mouvement du 11 septembre comme le résultat de la dissidence d'une fraction de la confédération, dissidence qui ne devait influer en rien sur les résolutions des treize autres provinces, et espérant que bientôt la situation nouvelle de la république serait fixée définitivement par le congrès.

Selon les dissidents et leurs journaux, cette circulaire du général était une offense au gouvernement de Buénos-Ayres et à son noble peuple, qui se l'était librement donné.

Dès ce moment, il fut aisé de voir que le général Urquiza avait pris son parti, et que, fort de l'union des treize autres provinces et de ses partisans assez nombreux dans celle de Buénos-Ayres, surtout à la campagne, il pouvait tranquillement organiser la république fédérative, sans que cette ville y prît part, persuadé que, plus tard, il lui serait facile de la faire rentrer dans le giron de la confédération. Il ne s'occupa donc plus désormais de cette province, ou, du moins, du gouvernement qui siégeait dans sa capitale, et ne pensa qu'à la constitution future, à l'élaboration de laquelle le congrès de Santa-Fé continuait tranquillement et librement de consacrer ses séances. Ce qui prouve évidemment que le directeur

avait plus d'influence que ne veulent bien le dire les unitaires, et que, sans leur menées, les affaires de la confédération auraient marché rondement, c'est que, sur les quatorze provinces dont se compose la république fédérative argentine, il en a treize et demi pour lui, et qu'en supposant que la moitié dissidente de celle de Buénos-Ayres lui soit entièrement contraire, ce n'est pas une preuve que l'homme qui est à la tête de l'organisation de la république, soit une incapacité ou un tyran, comme affectent de le répéter chaque matin, les très modérés journaux de l'illustre parti unitaire.

CHAPITRE XI.

Banquet au peuple et à l'armée. — Le docteur Alzaia élu gouverneur de Buénos-Ayres. — Comme il compose son ministère. — Proposition de Pujol, gouverneur de Corientes. — Projet ayant pour but de soulever deux provinces de la Confédération. — Il échoue. — Mécontentement de la ville et de la campagne. — Levée et mobilisation de troupes contre les mécontents. — Soulèvement de la campagne par Lagos. — Le gouvernement lui envoie en vain un député. — Le général Florès est chargé auprès de lui d'une seconde mission. — Défection et exil volontaire de ce chef. — Son mémoire justificatif. — Préparatifs du siége de Buénos-Ayres et de la révolution du 1er décembre.

La chambre des réprésentants avait fixé au 30 octobre l'élection du directeur.

Le 28, le gouvernement provisoire donna un banquet au peuple et à l'armée dans les champs de Palerme; ce fut une brillante fête par laquelle les meneurs comptaient préparer les esprits et donner du courage aux faibles.

Mais déjà les modérés entrevoyaient les dangers de la situation. Les rusés du parti unitaire pensaient, au contraire, profiter de l'occasion pour mettre en relief ceux des hommes exaltés de ce parti qui aspiraient au pouvoir, afin de les user promptement dans l'opinion et de les remplacer par leurs créatures quand l'horizon s'éclaircirait.

Le nom qu'ils firent sortir de l'urne électorale pour les fonctions de gouverneur et capitaine général de la province, fut celui du docteur Alzuia.

Le nouveau chef composa son ministère de M. Mitre jeune, colonel de talent, mais exalté, le Démosthène du parti unitaire, du docteur Pegna, et de ce général Florès que nous avons vu déserter le drapeau d'Urquiza, au 11 septembre.

Quelques jours après, on nommait les chefs de la Campagne, et, par une fatalité digne de remarque, le ministre de la guerre Florès donnait le commandement du centre au colonel Lagos, revenu, depuis un mois à peine, de l'exil où il avait été envoyé comme hostile au gouvernement de Buénos-Ayres. Il était rentré, comme beaucoup d'autres, en vertu d'un décret d'amnistie, et c'était à cet homme que Florès confiait une position militaire aussi considérable; car le commandement du centre de la province de Buénos-Ayres est un des plus importants du pays. Arrêtons-nous un instant à cette nomination, que le gouvernement ne ratifia probablement que sur les instances du ministre de la guerre qui était l'intime ami du colonel Lagos. Peut-être encore ne lui donna-t-on ce poste de confiance que parce qu'on avait besoin de lui; et, bien que l'on connût son opinion, on se laissa vraisemblablement séduire par le souvenir de ses protestations réitérées d'innocence, quand il avait été obligé de quitter la province, et par sa soumission empressée au pouvoir quand il y était rentré. On verra par sa conduite ultérieure com-

bien de jésuitisme renfermaiênt les serments d'adhésion et de fidélité dont cet ancien serviteur de Rosas se montrait si impudemment prodigue envers le gouvernement de sa province.

Ce nouveau pouvoir, ainsi composé, représentant la portion du parti unitaire la plus hostile au général Urquiza, et la plus acharnée contre lui, aurait voulu l'anéantir d'un seul coup et le faire disparaître pour toujours de la scène politique. Une circonstance qui paraissait devoir le servir efficacement, se présenta fort à propos, et, sans examiner si ce n'était pas un piége qu'on lui tendait, le pouvoir exécutif y donna tête baissée, croyant y trouver un moyen certain de mettre en œuvre ses projets de vengeance contre le Directeur.

Le gouverneur de la province de Corrientes, Pujol, ayant approuvé la révolution du 11 septembre, avait demandé au gouverneur de Buénos-Ayres, par l'entremise de son envoyé Mendez, sa coopération pour opérer un changement favorable dans la politique d'Entrerios, où, disait-il, il fallait soulever le peuple contre Urquiza, et y faire nommer un autre gouverneur.

A cet effet, il engageait le gouvernement d'Alzuia à envoyer dans cette province, si l'on ne pouvait disposer d'autres forces, au moins les troupes *entrerianos* et *corientinos*, que l'on n'avait pas voulu y expédier à la demande d'Urquiza. Elles devaient débarquer sur les côtes d'Entrerios, où elles trouveraient des forces *corientinos* et *entreria-*

nos, que promettait d'y envoyer Pujol, pour faire cause commune avec elles et assurer infailliblement le succès de ce coup de main. Pujol ajoutait : « Une fois Urquiza chassé de sa province, le champ reste libre, et le pays, débarrassé du dictateur, peut se constituer à l'abri de toute influence hostile. »

Cette combinaison fut accueillie avec enthousiasme par le gouvernement, qui s'empressa d'envoyer, selon le désir de Pujol, toutes les troupes demandées pour envahir la province d'Entrerios.

Le 10 novembre, elles s'embarquaient, en effet, sous les ordres des généraux Manuel Hornos et Juan Madariaga, débarquaient sur la plage d'Entrerios et pénétraient sans obstacle dans la province; mais arrivés là, ne trouvant pas les troupes auxiliaires promises par Pujol, elles firent volte-face et se débandèrent. Les Entrerianos abandonnèrent le général Madariaga, qui fut obligé de s'embarquer en toute hâte et de revenir comme il put à Buénos-Ayres. Les Corientinos passèrent tous sous le drapeau de Pujol, qui se borna à ordonner au général Hornos de sortir au plutôt de la province, quand il eût pu le retenir prisonnier. Les journaux de cette époque disent que ce ne fut pas sans peine qu'il échappa aux sbires du gouverneur, qui voulait le faire fusiller. Pujol informa aussitôt le directeur provisoire du succès complet de sa ruse, accusant, à l'aide d'imputations de la plus insigne mauvaise foi, le gouvernement de Buénos-Ayres d'avoir voulu porter la guerre dans deux des provin-

ces de la Confédération et en soulever les populations contre leurs gouverneurs légitimes.

L'insuccès de l'expédition d'Entrerios devait avoir nécessairement de funestes conséquences pour le parti qui avait triomphé le 11 septembre. La campagne et le bas peuple de la ville maudissaient à l'envi un gouvernement qui débutait par la guerre quand tout le monde en était fatigué.

Des décrets étaient promulgués chaque jour ordonnant la formation de nouveaux corps et l'enrôlement des *gauchos* de la campagne.

On faisait partir pour St-Nicolas, dans le but de défendre la frontière du Nord qu'on s'attendait à voir envahir par Urquiza, indigné à bon droit de la conduite du gouvernement de Buénos-Ayres, quatre cents gardes nationaux, des plus exaltés, jeunes gens presque tous imberbes, âgés de 18 à 20 ans, fraîchement sortis du collége ou des magasins de nouveautés, sans force et sans aucune expérience du maniement des armes.

Cependant, le bruit courait que la campagne se soulevait dans l'intention de marcher contre la ville.

Tout semblait conspirer contre ce malheureux pays.

Dès que le gouvernement vit les progrès menaçants de ce mouvement du dehors, qui prenait déja des proportions effrayantes, il s'empressa, pour éviter le scandale d'une pareille révolte, qui ne pouvait avoir que de funestes conséquences pour la province,

d'envoyer un émissaire à Lagos, chef de ce soulèvement, pour essayer de le détourner de son projet, le remettre dans la bonne voie, et conjurer par tous les sacrifices la nouvelle calamité qui menaçait le pays.

Les efforts du docteur Portela furent impuissants pour faire dévier le chef de l'insurrection de la voie dans laquelle il s'était engagé. On alla même, en vain, jusqu'à l'assurer que, s'il l'exigeait, le gouverneur Alzuia abdiquerait le pouvoir, pour peu que sa présence aux affaires parût à Lagos un obstacle à la tranquillité publique.

Le docteur Portela, déçu dans toutes ses espérances de conciliation, revint à Buénos-Ayres, n'ayant pu rien obtenir, mais convaincu que, si le gouverneur Alzuia se démettait de ses fonctions, Lagos rabattrait de ses prétentions premières, et que tout pourrait s'arranger sans effusion de sang.

Cependant, avant de faire aux rebelles une concession semblable, qui eût rendu trop manifeste la faiblesse du parti unitaire, le gouvernement se décida à tenter une autre voie en envoyant de rechef un député à Lagos, et, cette fois, il jeta les yeux sur le général Florès, ministre de la guerre, qui devait couvrir sa mission d'une autre apparence que celle de traiter d'égal à égal avec un rebelle.

Il partit pour la campagne, annonçant qu'il allait réunir les différents corps du Nord et de l'Ouest, (ils étaient déja sous les ordres de Lagos), et tâcher d'arrêter l'effervescence des paysans ; il emportait

en outre,avec lui,l'argent nécessaire pour payer aux troupes la solde qui leur était due depuis longtemps.

De grands préparatifs de défense avaient lieu, sur ces entrefaites, dans la ville, afin de faire face aux circonstances qui paraissaient au pouvoir, déja passablement acculé, devoir se compliquer, de plus en plus, au point de ne lui laisser d'autre alternative que de se jeter, pour la troisième fois, dans les bras du général Urquiza.

Florès, à peine sorti de Buénos-Ayres, trouva toutes les troupes soulevées, faisant cause commune avec les campagnards, et le colonel Lagos, nullement décidé à dévier d'une *iota* de sa ligne de conduite.

Il donnait pour raison de sa manière d'agir et de la légitimité de sa cause, l'incapacité du gouvernement de la province, ses idées belliqueuses et son entêtement à s'isoler, quand toutes les autres provinces se réunissaient en faisceau pour travailler à l'organisation du pays et aux moyens de rendre la paix durable. « La campagne,disait-il,avait à cœur de détruire le pouvoir anthipatique du docteur Alcina; toutes les populations du dehors étaient unanimes à cet égard ; elles invitaient donc par sa voix tous les Portegnos et tous les Argentins à faire cause commune avec elles pour en finir, une bonne fois, avec les utopistes, les faiseurs de phrases et les démagogues. »

Lagos offrait à Florès, au nom du peuple et de l'armée, de se mettre à la tête du mouvement et de s'emparer du pouvoir, comme étant le seul chef ca-

pable d'arriver à l'organisation nationale du pays sur les bases du système fédéral, en sauvegardant néanmoins la souveraineté et l'indépendance de la province de Buénos-Ayres, ce dont n'étaient capables ni Alcina, ni les hommes du parti unitaire qui gouvernaient avec lui.

On voit par ce qui précède que le prestige du colonel Lagos avait été assez grand pour entraîner les habitants de la campagne ainsi que les troupes et pour les décider à se soulever contre un gouvernement qui ne méritait pas leur sympathie. Plusieurs des chefs fédéraux qui l'entouraient, avaient fait partie de la fameuse *mashorca* de Rosas, et devaient naturellement craindre, s'il ne se hâtaient pas, de devenir le but et les victimes de vengeances, qu'ils n'avaient que trop méritées. Les *gauchos* ne voulaient plus entendre parler d'un gouvernement qui ne pensait qu'à faire la guerre quand toutes les autres provinces s'unissaient pour cimenter une paix durable. Fatigués de 20 ans d'un service continu ou permanent, pleins de reconnaissance pour le général Urquiza, éprouvant le besoin d'une constitution qui consolidât l'union des provinces et leur donnât la certitude d'une tranquillité qu'ils désiraient ardemment, rien n'avait été plus facile que de les convaincre et de les entraîner.

Aussi s'étaient-ils levés en masse au premier appel de Lagos; soldats et cultivateurs suivaient ce chef avec amour, brûlant de renverser un pouvoir hostile à leurs espérances et entièrement en opposition avec l'homme qui poursuivait l'objet de tous leurs vœux.

Florès, arrivé à la Guarda de Lujan, le 1[er] décembre au soir, put aisément se convaincre, comme il le dit dans son mémoire justificatif, que le soulèvement populaire était immense, et s'en expliquer sans peine le motif, puisque son ami Lagos était à la tête.

« Là, dit-il, tous les chefs vinrent me trouver. Ils me donnèrent les détails les plus circonstanciés sur cette affaire, m'offrant de me mettre à leur tête et de m'élire gouverneur de la province. Ils ajoutèrent même qu'ils s'étaient servi de mon nom pour généraliser le mouvement dans toute la campagne, où l'on avait confiance en moi. Malgré tous mes efforts, ajoute-t-il, je ne pus les détourner de leur projet. »

Le général confesse qu'ils gardèrent le plus complet silence sur Urquiza, ce qui semblerait prouver que, dans le principe, au moins, il était tout à fait étranger à ce soulèvement.

Voyant qu'il n'en pouvait rien obtenir, et qu'ils étaient décidés à agir seuls, puisqu'il refusait de se mettre à leur tête, convaincu, d'ailleurs, que cette réaction n'était nullement dirigée contre la révolution du 11 septembre, et que, par conséquent, le général Urquiza n'y était pour rien, Florès, car c'est toujours lui qui parle, se détermina, non pas à rentrer dans Buénos-Ayres, car il ne pouvait aller organiser la défense de la ville contre des amis et des compagnons d'armes, dont la cause lui paraissait juste, mais à s'en aller (quelques uns dirent avec la bourse

bien garnie, c'était le bruit public à l'époque), dans la Bande Orientale.

Puis, il avoue qu'il ne lui aurait pas été impossible de concilier les deux partis, mais qu'appartenant au gouvernement, ayant contribué par son influence à la nomination du Docteur Alcina, et craignant de porter ombrage au parti unitaire, il préférait suivre sa propre impulsion.

Il écrivit donc au gouvernement que, ses efforts ayant été infructueux, et jugeant qu'en présence des événements qui se préparaient, ses services ne pouvaient plus être utiles à sa patrie, il préférait se résigner à l'exil que de se mêler aux dissenssions civiles. Il partit, en conséquence, le 8 décembre, abandonnant les deux partis.

Voici comment il essaie de se justifier dans son mémoire :

« Qu'auraient-ils fait ceux qui attaquent ma conduite ? Supposons que j'eusse pu, sans risque personnel, défendre les autorités de la province, où aurais-je trouvé assez de force de volonté pour poursuivre mes anciens amis et compagnons d'armes? Comment résister à l'opinion de la majorité de la province qui demandait la chute du gouvernement ? J'avais bien il est vrai, donné mon suffrage au Docteur Alcina; mais je comprenais aussi qu'il fallait pour le salut public que cet homme descendît aujourd'hui du pouvoir. Ainsi, point d'indécision ! Il n'y avait qu'une seule ligne de conduite à suivre dans ma manière de voir, celle que j'ai suivie. Car pouvais-je

rester indécis entre la chûte d'un gouverneur impopulaire et mes principes de citoyen, ami de l'ordre et de la paix. D'un autre côté, les dissidents avaient raison, puisqu'ils représentaient l'opinion publique, et qu'ils se renfermaient dans une prétention, dans un fait qui se renouvelle sur tous les points de l'Amérique du Sud : le changement, en temps opportun, d'un gouvernement devenu antipathique à la grande majorité. Et puis, lorsqu'ils voulaient m'honorer de leur confiance, et qu'ils me prouvaient par là leur déférence, leur sympathie, devais-je répondre à ces actes de bonté et de reconnaissance par l'ingratitude et la persécution? Devais-je me déclarer hostile à un mouvement populaire, dont je reconnaissais la justice? Pouvais-je les poursuivre comme des ennemis et les livrer pieds et poings liés ? S'il y a eu erreur dans ma conduite modérée, c'est que les circonstances étaient impérieuses et qu'il m'eût été très difficile de sacrifier la bienveillance et les marques d'attachement de mes braves amis et compagnons d'armes au devoir qui pouvait me rappeller auprès d'un gouvernement impopulaire, ayant pour adversaires mes braves amis. Il serait donc souverainement ridicule de m'accuser d'avoir abandonné la place aux anarchistes, d'avoir fait acte d'hypocrisie, d'avoir enlevé les deniers de l'État, d'avoir enfin agi en lâche. Ma retraite, dit-il en terminant, a eu un motif plus noble, que justifie amplement, d'ailleurs, toute ma conduite ultérieure.»

Cette justification, fort élastique du reste, prouve néanmoins surabondamment que le mouvement du 1er décembre était légitime, et qu'on ne saurait, comme les journaux de Buénos-Ayres, qualifier les insurgés de voleurs, de brigands et d'assassins; qu'ils n'étaient point vendus à Urquiza, et qu'enfin, au début du soulèvement, ce général n'avait pas été le promoteur de la révolte de la campagne, armée contre un pouvoir débile, incapable et impopulaire.

Si, plus tard, le Directeur provisoire est venu se mêler aux insurgés, c'est qu'ils l'ont demandé au congrès de Santa-Fé, en reconnaissant le pouvoir constitutionnel créé en lui par l'accord de Saint-Nicolas ; c'est que cette assemblée, craignant que la lutte ne fût longue, et désirant voir la province liée à l'union fédérale, l'a décidé à user des droits que lui conférait cet accord pour venir en aide aux fédéraux et arriver plus vite à détruire l'élément obstinément contraire au général, et hostile à toute organisation politique et sociale.

C'est donc à tort que les journaux de Buénos-Ayres ont jeté la pierre au Directeur provisoire, et ont qualifié, avec trop de colère, Lagos et les chefs du dehors, armés contre la ville, de scélérats, de voleurs, de brigands et de vagabonds. Florès leur prouve, de la manière la plus péremptoire, que toutes ces injures n'ont aucune espèce de fondement.

Il est vrai toutefois, et nous ne pouvons le nier, que, plus tard, cette armée s'est grossie de malfai-

teurs et de misérables assassins. C'est que les *mashorqueros* sont venus se rallier aux fédéraux, dans l'espoir d'avoir un titre de plus à l'oubli complet de leur passé. Il est vrai encore que le soulèvement s'est accru de la lie de la populace, de charretiers, de *changadores*, de bouchers, de tous ces misérables fainéants dont Buénos-Ayres pullule toujours, surtout en temps de siége, et lorsque le travail manque totalement, gens de sac et de corde, habitant, hors barrière, les faubourgs et les quartiers reculés. Cette population est allée se joindre aux campagnards et s'enrôler dans leurs rangs, tant pour avoir un moyen d'existence qu'elle ne trouvait plus en ville, que dans l'espoir, si la place était prise, de pouvoir s'y livrer tout à leur aise au pillage. Voilà quel était l'élément *scélérat* et *canaille* qui faisait tache à l'armée des assiégeants ; voilà quels gens leur tombaient sur les bras, dont ils ne pouvaient se défaire, dont ils devaient, au contraire, tirer parti, pour s'emparer de la ville, sauf à les surveiller ensuite de près.

Quant aux hommes qui se levèrent les premiers contre le gouvernement de Buénos-Ayres, il y a calomnie inqualifiable, atroce, à les gratifier de semblables épithètes, que personne n'admettra, avec un peu de sagesse et d'impartialité. Ces hommes étaient, d'abord le *gaucho* civilisé, le *gaucho* soldat, des chefs connus, qui tous, plus ou moins, avaient servi les nombreux *caudillos* qui s'étaient alternativement disputé le pouvoir, enfin d'anciens serviteurs de

Rosas, mais loyaux et honnêtes, comme il y en a beaucoup plus qu'on ne pense.

Fatigués d'être les dupes de tous ces gouvernements, ils ne voulaient plus entendre parler de guerres, de révolutions, et, pour en finir une bonne fois, ils obéissaient franchement à l'impulsion que leurs chefs, et Lagos surtout, donnaient à leur impatiente soif de tranquillité.

On leur promettait qu'après sa chute, le gouvernement de Buénos-Ayres céderait la place à un autre, composé d'hommes de leur opinion, lequel ferait cause commune avec ceux des autres provinces, arrivant ainsi à cette stabilité d'un pouvoir constitutionnel, objet de leurs vœux, qui devait leur garantir pour longtemps la paix, la liberté, la tranquillité publique; il n'était donc pas étonnant de les voir suivre leurs chefs, et se réunir le 1er décembre, pour venir abattre un pouvoir détesté, impopulaire, comme le dit fort bien le général Florès, et nullement pour voler, piller et livrer Buénos-Ayres au carnage, ainsi que l'ont écrit les journaux unitaires.

CHAPITRE XII.

Attaque contre Buénos-Ayres. — L'armée assiégeante débute par une faute. — L'occasion perdue ; l'alarme donnée. — Les assaillants repoussés. — Démission du gouverneur Alcina. — Il devient simple garde national. — Le général Pinto le remplace. — Siége de sept mois et demi. — La légion étrangère. — Escarmouches. — Retour du général Paz. — Son zèle comme commandant de place. — Deux anciens partisans de Rosas en scène: Pedro Rosas y Belgrano, et Lorenzo Torras.

Le moment choisi par les insurgés pour tenter un coup de main sur Buénos-Ayres était très opportun : la ville, en ce moment, n'avait que très peu de troupes dans son sein, et quatre cents jeunes gardes nationaux, des plus exaltés, étaient partis pour Saint-Nicolas, courant à la défense de la frontière, menacée par une attaque imaginaire.

Les insurgés arrivèrent donc sans obstacle jusqu'à la place du Retiro, et s'emparèrent, sans résistance, du parc d'artillerie; mais au lieu de faire immédiatement irruption dans la ville par plusieurs points, de profiter de la panique, au moment de marcher droit au Cabildo et au gouvernement, ils commirent la faute grave, inexcusable, de s'arrêter dans cette première position, et de se décider à y attendre le lendemain, tâtonnement absurde, indigne d'hommes qui se mê-

lent de conduire des révolutions. Ce début leur fut fatal ; le lendemain il était trop tard.

L'alarme avait été donnée, toutes les trqupes s'élançaient de leurs casernes ; la garde nationale se joignait à elles, on s'organisait pendant la nuit, et, au point du jour, on commençait à attaquer les insurgés. Ceux-ci furent forcés d'évacuer les positions qu'ils avaient prises la veille, et de se retirer lâchement devant une poignée de gardes nationaux. La ville était pourtant ouverte et entièrement sans défense.

Le gouvernement mit aussitôt autant d'énergie et d'activité qu'il put, à organiser la résistance. En attendant, il cherchait à gagner du temps en parlementant avec Lagos, tâchant d'arriver à une négociation quelconque, et à s'entendre,sans effusion de sang.

Il dépêcha un bateau à vapeur à St. Nicolas, afin d'y prendre les quatre cents gardes nationaux, qui arrivèrent, en effet,le surlendemain, après une campagne de huit jours, bien fatigante pour ces pauvres jeunes gens, ce qui ne les empêcha pas de voler, en debarquant, à la défense de leur ville et de leurs foyers.

Par un décret du 6 décembre, le gouverneur Alcina mettait la ville en état de siège et appelait aux armes tous les hommes de 16 à 60 ans, menaçant d'user de la force envers les récalcitrants. Enfin, il apportait à la chambre des représentants sa démission de gouverneur et capitaine général de la pro-

vince. Dès le lendemain, cet honnête citoyen prenait un fusil et entrait dans les rangs de la garde nationale pour défendre son pays.

Ici commence ce fameux siége de sept mois et demi, qui a porté un si funeste coup aux affaires de Buénos-Ayres.

Les étrangers, qui seuls en ont souffert, sont restés impassibles, prouvant par leur conduite digne et calme, que, quoiqu'ils fussent les plus forts, ils savaient supporter les conséquences des guerres civiles, et voir même arriver leur ruine sans se plaindre; c'est qu'ils avaient le sentiment du respect que les hommes civilisés professent pour les lois du pays où ils vont porter leur industrie et leurs talents, bien que le plus fréquemment ils soient les victimes des révolutions si fréquentes qui désolent l'Amérique du Sud, souvent sans aucun motif sérieusement avouable.

Ce fut le président de la Chambre des représentants, le brave général Pinto, qui prit encore les rênes du gouvernement, et, cette fois, il devait mourir à l'œuvre.

Toutes les administrations furent suspendues; on défendit la circulation des charrettes de transport, on ordonna la fermeture des magasins, hors ceux de comestibles, afin que tout le monde fût sous les armes.

On fit appel aux Européens, pour qu'ils participassent à sauvegarder leurs personnes, leurs familles et leurs propriétés.

On décréta la formation d'une légion étrangère,

sous le drapeau de laquelle on appela tous ceux qui voudraient servir leur patrie adoptive menacée. Il y eut vraiment un moment d'enthousiasme parmi les Européens, surtout parmi les Italiens et les Allemands, mais très-peu chez les sujets de l'Angleterre, et encore moins chez les Français.

Plusieurs de ceux qui s'armèrent dans ce premier moment d'enthousiasme, ne voyaient dans les insurgés qu'une bande de voleurs unie pour le pillage. D'autres, se souvenant du 4 février 1852, n'avaient pris les armes que pour faire feu sur les brigands qui viendraient briser les portes de leurs magasins. Plus tard, tous se renfermèrent dans la plus stricte neutralité et restèrent chez eux, malgré les sollicitations de quelques meneurs, qui, ayant intérêt à compromettre les étrangers, avaient établi des comités pour leur distribuer des armes et des munitions de guerre. Ceux qui en allèrent chercher, les gardèrent chez eux, bien décidés à ne s'en servir que dans le cas d'urgence absolue.

Les agents étrangers, mieux informés du but de l'insurrection, et, plus calmes, plus prudents, durent modérer le premier élan de leurs compatriotes, qui pouvait avoir des suites fort graves. Ils firent afficher des avis, les informant qu'il leur était défendu de prendre les armes, que, le faisant, ils s'exposaient à perdre leur nationalité ; qu'ils devaient rester complètement neutres dans une semblable querelle ; que leur sécurité ne courait aucun risque ; qu'enfin, des forces suffisantes pour les protéger étaient sur rade,

prêtes à venir les mettre à l'abri de l'insulte ou du pillage. Et en effet, l'amiral de Suin, l'amiral anglais, les Américains, les Espagnols, immédiatement après la mise en état de siége, firent débarquer des troupes.

Ainsi fut contenu et modéré le premier élan. Quelques jours après, les hommes prudents comprirent qu'ils devaient entièrement se retirer, et c'est ce qu'ils firent. Vint ensuite la nouvelle de la fuite du général Florès, ministre de la guerre, qui désillusionna ceux qui conservaient encore des sympathies pour le gouvernement, et alors, sauf quelques jeunes gens exaltés, poussés par les femmes, personne ne répondit à l'appel des autorités de la ville, et moins encore à l'enthousiasme apparent des meneurs plus ou moins convaincus de la bonté de leur cause, plus ou moins sincèrement attachés aux intérêts qu'ils défendaient.

Cependant, l'état de siége et les préparatifs de résistance avaient entièrement arrêté le cours des affaires; des ouvriers, sans travail, pressés par la faim, allaient s'enrôler dans la légion étrangère, qui grossissait à vue d'œil, et à la tête de laquelle se trouvait un jeune italien, actif et décidé, auquel le gouvernement avait conféré le grade de colonel. L'enthousiasme, il est vrai, n'était pas le mobile de ces enrôlements; le besoin et une bonne solde les déterminaient plus que le désir de compter parmi les défenseurs d'une cause étrangère aux enrôlés; cependant, ils allaient vaillamment au feu, et c'étaient certaine-

ment eux que craignaient les assiégeants, et non les gardes nationaux, beaucoup moins redoutables que bruyants.

Pendant que la ville travaillait activement à sa défense, que faisaient les assiégeants? Suivant l'habitude des armées de l'Amérique du sud, ils s'étaient retirés à quelque distance de la ville, et là ils avaient établi leur campement. Comme centre de leurs opérations, ils avaient pris le village de Saint-José de Florès, à 4 milles de la ville, et comme points extrêmes sur la rive du fleuve, la quinta de Palerme et Barracas, en serrant ainsi la place dans un demi cercle, qui lui coupait toute communication avec la campagne.

Chaque jour, quelques tirailleurs ou quelque escadron de *gauchos* s'aventuraient jusqu'aux faubourgs, ou jusqu'à l'entrée des rues de la ville, c'est-à-dire jusqu'aux avant-postes des assiégés, tiraient quelques coups de fusil ou de canon, et battaient en retraite au pas de course. Ceux de Buénos-Ayres les poursuivaient pendant quelques secondes, et ensuite revenaient chercher un abri derrière leurs barricades.

Ces escarmouches commençaient ordinairement au lever du soleil, duraient une ou deux heures, cessaient jusqu'à quatre heures, puis recommençaient jusqu'à la nuit ; alors chacun se retirait chez soi ; on avait eu quelques morts, quelques blessés de part et d'autre ; c'était plus que suffisant pour

attendre avec patience les événements du lendemain.

Tel a été, pendant sept mois et demi, ce fameux siége de Buénos-Ayres, qui, dans tout autre pays, ne se fût pas prolongé sept jours. En revanche, il a porté un coup funeste aux affaires des étrangers et aux propriétés que les enfants du pays possédaient à la campagne. Les nombreux bestiaux qui les couvraient, ont été entièrement enlevés ou détruits ; et la dette de la province a doublé.

Après la rentrée des gardes nationaux envoyés à Saint-Nicolas, sous le commandement du D. Pastor Obligado, aujourd'hui gouverneur de Buénos-Ayres, on vit arriver le général Paz, qui avait été nommé par Alcina au commandement du nord de la province. Toutes les troupes sous ses ordres l'avaient abandonné ; il n'avait pu sauver ses jours que par une prompte fuite, grâce même à un avis bienveillant du général Florès, qui l'avait prévenu que l'on tramait sa mort. Dans cette circonstance, Florès fut généreux ; car il avait vu avec déplaisir et jalousie la nomination de cet officier-général à un poste qu'il ambitionnait de préférence à celui de ministre de la guerre, et il avait cru reconnaître dans cette décision d'Alcina un manque de confiance à son égard. Lui-même avoue naïvement que sa place n'était pas au ministère de la guerre ; qu'il n'avait pas assez de talent pour l'occuper ; qu'il était plutôt soldat que diplomate, et que son influence sur la campagne

eût été bien autrement puissante que celle du général Paz.

Celui-ci, fut du reste, bien accueilli du gouvernement, on avait besoin de lui ; c'était, en effet, alors le chef le plus capable de diriger la défense de la ville. Aussi, quelque temps après, fut-il nommé au ministère de la guerre, occupé depuis la fuite de Florès, par le général Diaz ; enfin, il prit le commandement de la place lorsque le général Pacheco se fut retiré à la suite d'une blessure reçue dans une sortie.

Le vieux général Paz, vétéran de la république, est un des officiers dont le pays s'honore. Capable, probe, dévoué, il employa tout son talent, toute son expérience, toute son activité à mettre la place dans un état de défense qui lui permît de résister aux assiégeants ; il fit élever de fortes barricades à toutes les principales avenues, construire des redoutes, creuser des fossés, dresser des batteries, en ayant soin de se renfermer dans un rayon assez circonscrit pour grouper ses forces, les avoir sans cesse sous la main, et pouvoir les diriger rapidement sur tous les points que menacerait l'ennemi. Il avait compris, du premier coup d'œil, qu'il ne pouvait sans danger les échelonner en dehors, d'abord parce qu'elles n'étaient pas assez considérables, puis, parce que les habitants des faubourgs étaient tous hostiles au gouvernement. Du reste, les assiégeants étaient déjà maîtres d'une grande partie de ces faubourgs, et leurs *guérillas* poussaient leurs avant-postes jusqu'au premières rues de la ville.

Ayant aussi la direction des forces maritimes, Paz ordonna l'armement des navires qu'on avait achetés au commerce, pour avoir une force capable de transporter des troupes d'un point sur un autre; car le Sud de la province, commandé par le général Pedro Rosas y Belgrano, n'avait pas pris part au mouvement du nord et du centre.

Paz faisait ruiner, en outre, toutes les avenues par lesquelles les assiégeants pouvaient tenter d'entrer dans la place; il envoyait dans le Sud à ce général Pedro Rosas y Belgrano une députation, faisant appel à son patriotisme et l'invitant à marcher, avec toutes les forces dont il disposait et qu'il pourrait réunir en plus, contre les rebelles armés pour le pillage.

L'arrivée de ce chef du Sud était alors pour Buénos-Ayres la dernière planche de salut. Quoique, beau-frère de Rosas, il fut connu pour un Fédéral pur sang. On se jettait, de désespoir de cause, dans ses bras, n'espérant plus rien que de lui.

C'est ainsi que l'on poussait au carnage les enfants d'une même patrie, les fils d'une même province, et tout cela pour conserver un pouvoir reconnu de plus en plus incapable et ne point accepter cet accord de St.-Nicolas, qui donnait pour chef provisoire à la république le général Urquiza.

Il y avait aussi à la chambre des députés un homme, que le gouvernement dut, quoique à contre-cœur, appeler au secours de la patrie. Cet homme, dont les opinions étaient bien connues, avait été le séide de Rosas, son secrétaire, son homme de con-

fiance ; il avait appris sous ce maître absolu à diriger ses compatriotes. Plein d'énergie, entreprenant, rusé, hypocrite, il joignait à une exquise finesse de tact, un grand talent oratoire, le don éminent de la persuasion, et savait mieux que personne comment devaient être conduites les affaires dans ce temps de trouble et d'anarchie. Depuis la chûte de Rosas, il s'était tenu prudemment à l'écart ; car il avait été le confident intime de son maître, le chef occulte de la fameuse *mashorca*, le défenseur salarié du tyran, dans les journaux de l'époque. Tout le monde le nommait ; mais le gouvernement n'osait se fier à lui. Les unitaires le détestaient du fond de l'âme, parce qu'il était plus capable qu'eux tous ensemble. Pourtant, dans une position aussi critique, on s'accrochait à toutes les branches, on prêchait la fusion, on cherchait, par tous les moyens imaginables, à réunir sous le même drapeau les hommes de tous les partis, pour repousser la barbarie et sauver la civilisation, employant la flatterie avec les forts et la force avec les faibles.

On résolut donc pour donner plus de poids et de confiance à la démarche qu'on avait tentée auprès de Pedro Rosas y Belgrano, d'appeler aux affaires Lorenzo Torres, son ami.

Après avoir épuisé toutes les formules ordinaires de refus en usage chez les hommes qui ambitionnent le pouvoir dans l'espoir de s'y montrer supérieurs aux autres et ne veulent cependant paraître y arriver qu'à leur corps défendant, il se décida à accep-

ter le portefeuille des affaires étrangères, ou le poste de premier ministre, c'est-à-dire la seconde place dans le pouvoir exécutif.

Dès lors, les choses marchèrent à grand pas; il ne fallait qu'un homme d'action et de résolution pour tenir tête à l'orage qui grondait. On lui laissa carte blanche et bientôt ce fut lui qui gouverna au nom du brave et vieux général Pinto, qui n'était certes pas capable de dominer la situation dans laquelle se trouvait la ville.

Lorenzo Torres connaissait à fond ses compatriotes, il n'avait jamais quitté le pays, il avait suivi la marche des événements depuis la chûte de son maître et s'était convaincu de l'incapacité flagrante des nouveaux gouvernants; il savait que dans sa patrie le grand mobile de tout est la corruption, cette arme à deux tranchants dont il s'était si fréquemment servi sous Rosas et qu'il savait manier avec discernement, ne frappant jamais qu'à coup sûr. Or, il espérait arriver à son but en recourant à ce moyen infaillible dès qu'il en serait temps. Mais, en rusé politique, il fallait d'abord se rendre indispensable, ne pas trop précipiter le succès, se donner le temps d'étudier la marche des affaires et surtout de réparer les pertes qu'il éprouvait dans ses propriétés de la campagne, dont les insurgés enlevaient les bestiaux, puis les choses, s'aggravant ou paraissant s'aggraver, montrer qu'il y avait bien plus de mérite à les mener à bonne fin et à donner à son pays une haute opinion de son dévouement

et de son patriotisme, en abdiquant le pouvoir après le triomphe de la bonne cause. Ce fut précisément ce qu'il fit; aussi le voit-on, en toute circonstance, en ayant l'air de chercher à arriver à une conciliation, faire en sorte qu'elle ne soit jamais possible, et, afin d'en venir à une rupture éclatante, dont il sait adroitement jeter la faute sur Lagos ou sur le directeur provisoire, profiter de la vanité de ses compatriotes pour les pousser au paroxisme de l'irritation à l'aide de quelque phrases ronflantes.

Il était pleinement convaincu, lorsqu'il accepta le pouvoir, qu'avec la légion italienne, une légion espagnole qui se formait, le prestige de l'armement des étrangers, les fortifications élevés sur une circonférence de peu d'étendue, la voix des journaux qui grossissait tout cela au centuple, et le peu de courage des assiégeants, il pourrait aisément soutenir le siége tant qu'il voudrait.

En outre, à l'aide d'un décret qu'il obtenait, il menaçait de peines sévères quiconque ne serait pas sous les drapeaux au jour fixe; il bannissait, sans pitié, tous ceux qu'il jugeait suspects, ou leur faisait délivrer des passeports, et réussissait ainsi à avoir sous les armes, bon gré mal gré, tous les hommes valides, jeunes ou vieux, afin de défendre les barricades et de garder la place, purgeant en même temps la ville de tous ceux qui auraient pu entretenir des intelligences avec les ennemis du dehors.

CHAPITRE XIII.

Négociations infructueuses avec les assiégeants. — Indignation des journaux. — L'amiral français. — Les chefs du dehors reconnaissent Urquiza, acceptent l'accord de Saint-Nicolas, et demandent au congrès des troupes pour hâter la soumission de la place. — Réponse favorable. — Lagos bat Pedro Rosas marchant au secours de la ville. — Consternation des assiégés. — Elle s'accroît à la nouvelle qu'Urquiza arrive avec des troupes. — Nouvel appel infructueux aux vaisseaux de guerre. — Démoralisation des étrangers. — Débâcle du commerce. — Manifeste d'Urquiza.

Tandis que la place augmentait ses ressources et ses moyens de défense, que les *guerillas* continuaient, soir et matin leurs attaques, et que l'on attendait la prochaine coopération du général Pedro Rosas, des négociations avaient lieu avec les assiégeants. Mais leurs prétentions étaient trop déshonorantes aux yeux du grand peuple de l'héroïque cité de Buénos-Ayres, pour qu'il pût se résoudre à les accepter. C'était à l'époque où Lorenzo Torres exaltait l'esprit des assiégés et où les jeunes gens, les femmes surtout, remplissaient les colonnes des journaux des témoignages d'indignation que leur arrachaient les absurdes et insolentes demandes des rebelles, et de l'expression réitérée de leur refus absolu de jamais céder à de semblables injonctions. « Nous nous ferons, disaient-

ils, ensevelir sous les ruines de cette ville célèbre, plutôt que de courber un instant le front sous le joug ignominieux de ces scélérats, de ces voleurs, de ces révoltés. » Tout espoir de conciliation était alors détruit, et on voyait recommencer de plus belle les sorties de la garnison et les attaques des *guerillas*.

Ces feuilles, passant chaque jour dans les lignes des assiégeants, y apportaient les détails les plus exagérés, soit sur les moyens de défense de la place, sur l'enthousiasme de la population, sur celui des étrangers, en particulier, et sur leur enrôlement dans la légion italienne, soit sur l'énergie du gouvernement et sur sa ferme résolution de défendre jusqu'au bout le pouvoir légal.

Les émissaires du gouvernement, colporteurs de ces journaux, en grossissaient à plaisir les détails. Ce qu'ils exploitaient avec le plus de succès, c'était surtout la résistance à laquelle étaient décidés tous les étrangers, si les assiégeants entraient jamais dans la ville. « Ils sont armés jusqu'aux dents, y lisait-on. Dès que vous essaierez de pénétrer dans l'enceinte de la place, leur détermination est prise, ils feront feu sur vous, et vous savez comment ils se sont conduits le 4 février. » Puis, les rédacteurs ajoutaient que des vaisseaux de guerre avaient débarqué plus de deux mille hommes de troupes, que les marins français étaient les plus nombreux, qu'ils avaient des pièces de canon, et qu'il n'était pas douteux que les forces du dehors qui les premières se présenteraient dans les rues de Buénos-

Ayres, seraient hachées et exterminées jusqu'au dernier homme, ce qui, du reste, était corroboré par la manière dont l'amiral français, de Suin, s'était prononcé, assurait-on, devant Lagos. « Si vous entrez en ville, lui disait-il, employez tous les moyens possibles pour contenir vos troupes; car, à la moindre insulte, la première colonne que vous rencontreriez « dans les rues de Buénos-Ayres, ce seraient mes marins. Il faudrait leur marcher sur le corps, avant d'aller plus loin et de se livrer au plus léger pillage. »

Avouons que le brave amiral prenait alors les choses un peu trop chaudement. Arrivé depuis peu, il ne voyait que la voie de la conciliation pour terminer cette affaire et aurait voulu, lui, amiral français, les y amener pour les mettre tous d'accord. Il était venu à Buénos-Ayres avec la pensée que son influence, ou le prestige, de sa position suffirait peut-être pour obtenir ce résultat. Il vit bientôt à quel gens il avait affaire; il renonça au rôle de conciliateur qu'il n'aurait jamais dû accepter, et partit pour Monté-Vidéo.

On l'a beaucoup blâmé de s'être mêlé de cette affaire; mais les hommes de bon sens n'ont vu que ses louables intentions et la loyauté avec laquelle il cherchait à mettre fin à la guerre civile qui ruinait le pays et le commerce étranger.

Sur ces entrefaites, les chefs du dehors reconnaissaient le directeur provisoire et acceptaient l'accord

de Saint-Nicolas, en demandant au Congrès des troupes auxiliaires pour arriver plus vite à la soumission de la ville.

Le Congrès autorisa Urquiza à lever les contingents de quelques provinces et à aller rétablir l'ordre et la tranquillité dans celle qui s'était soulevée. En conséquence, le général augmenta son escadre, réunit les contingents en question et se mit en marche pour la frontière de la province de Buénos-Ayres.

De son côté, Lagos, ayant eu connaissance de la députation envoyée par le gouvernement de la ville à Pedro Rosas, et sachant que celui-ci allait se mettre en marche pour Buénos-Ayres avec les troupes du Sud, envoya à sa rencontre un corps d'armée pour l'arrêter en chemin et le battre s'il voulait passer outre. En effet, une rencontre eut lieu ; Pedro Rosas fut vaincu, fait prisonnier avec presque tout son monde, et conduit à San-José de Florès, où il ne resta que jusqu'au 13 juillet. Quelques-uns prétendent qu'on le renvoya chez lui, sur le serment qu'il fit de ne plus se mêler de rien et de rester tranquille dans son commandement du Sud.

La nouvelle de la défaite du chef sur lequel on fondait tant d'espérances, jeta la ville dans la consternation. On avait la ferme conviction que sa présence à Buénos-Ayres suffirait pour faire rentrer les rebelles dans le devoir. On connaissait aussi la décision du Congrès, et l'on était certain de voir arriver dans peu de jours le directeur provisoire avec un

renfort de troupes ; il était donc assez naturel que les esprits commençassent à se démoraliser.

Les étrangers, de leur côté, persuadés que le retour d'Urquiza suffirait pour amener la reddition de la ville, et craignant qu'au désordre ne succédât le pillage, demandèrent, de nouveau, l'appui des vaisseaux de guerre de leurs nations. Les Français écrivirent à l'amiral de Suin, l'invitant à venir de rechef, et il paraît que le gouvernement de Buénos-Ayres n'était pas étranger à cette demande.

L'amiral arriva aussitôt, et, cette fois, avec la ferme conviction que sa présence et ses bonnes intentions pourraient ne pas être inutiles aux intérêts de la ville. À peine eut-il jeté l'ancre, qu'il se mit à la disposition du gouvernement. Celui-ci s'empressa, comme de raison, d'accepter ses bons offices; on le fit aller et venir; Lagos, de son côté, n'agit pas différemment; et, après beaucoup de peines et de dégoût, voyant, pour la seconde fois, qu'il ne pouvait amener aucun résultat, il se décida à s'en retourner de rechef à Monté-Vidéo, convaincu du mauvais vouloir de tous les partis, et principalement de celui du gouvernement de la ville, personnifié dans Lorenzo Torres.

Quelle fut la récompense de toutes ces démarches? Les sarcasmes de la presse argentine, l'impopularité de la majorité des *Portegnos* et d'une bonne partie des étrangers, toujours prompts, à tort ou à raison, à condamner les agents des gouvernements euro-

péens, qui du reste, n'ont pas toujours été à l'abri de reproches dans ces contrées.

La population étrangère commençait, d'ailleurs, à se lasser d'un état de choses qui paraissait devoir durer longtemps encore, car Urquiza désirait, avant de prendre un parti extrême, recourir, s'il était possible, à un arrangement amiable. Les affaires étaient paralysées, des pertes énormes se succédaient de jour en jour et amenaient la déconfiture de beaucoup de maisons qui avaient des engagements considérables en Europe.

Le gouvernement avait décrété que le payement des lettres de changes échues et à échoir, serait ajourné jusqu'à la cessation de l'état de siége; les recouvrements des valeurs courantes ne se faisaient plus, les débiteurs alléguaient, qu'obligés d'être constamment sous les armes, leurs magasins restaient fermés, qu'ils ne vendaient rien, qu'ils ne recouvraient rien, qu'ils ne pouvaient, par conséquent, rien payer. Mais le commerce étranger qui avait à faire face à des engagements contractés en Europe ou en Amérique, ne pouvait se dispenser de les remplir; il se trouvait dans la plus cruelle alternative, ne sachant comment sortir d'embarras. Les mécontents, dont le nombre augmentait chaque jour, attendaient impatiemment le Directeur provisoire, persuadés qu'il éteindrait comme par enchantement les torches de la guerre civile dès qu'il aurait mis le pied à San José de Florès.

Avant son départ, Urquiza envoyait à Buénos-

Ayres un Manifeste dans lequel il exposait les motifs qui le forçaient à tenter une nouvelle campagne et à se réunir à l'armée fédérale du dehors. (C'est ainsi qu'il appelait les assiégeants).

Nous croyons devoir reproduire *in extenso* ce document, qui énumère avec clarté les fautes de l'administration d'Alsina et les griefs que le directeur provisoire croyait avoir le droit de reprocher à cette autorité démagogique et révolutionnaire; c'est ainsi qu'il qualifiait le gouvernement de Buénós-Ayres.

Dans le chapitre suivant, nous donnons la teneur exacte de cette pièce importante, qui devait jouer un rôle décisif dans toute cette négociation.

CHAPITRE XIV.

Manifeste du directeur provisoire de la confédération argentine aux peuples de la République. — Combien il était exempt de fiel. — Erreur d'Urquiza.

« Argentins,

« En février 1852, mes vœux les plus ardents étaient que le canon de Casarès fût le dernier que l'on tirât contre les bandes politiques qui, depuis si longtemps, ont déchiré le sein de notre triste patrie, et tous mes actes n'ont eu d'autre but dès lors, que la fusion et la fraternité de tous les partis sous un même drapeau, et le maintien de l'ordre si nécessaire à l'organisation nationale, afin d'arriver, d'un pas ferme et prompt, aux solutions compliquées, qu'offre la reconstruction de notre régime social, désirant qu'elles fussent l'œuvre d'une discussion libre, éclairée, pacifique, et non celle des révolutions et de la guerre.

« Il n'a pas dépendu de moi, vous le savez, d'empêcher que des hommes sans vertu et sans patriotisme allumassent une nouvelle guerre fratricide, et convertissent le territoire national en un vaste

champ de bataille, espérant trouver dans la ruine de tous la satisfaction de leurs haines personnelles et d'une ambition injustifiable. Entraîné par une fatale nécessité dans cette lutte, je dois au respect que je professe pour les opinions de mes concitoyens, aux sérieux devoirs que m'impose l'accord de St Nicolas, consacré par la sanction récente du congrès souverain, et au crédit de la république, mortellement blessé par les faits inouis d'une faction désorganisatrice, un exposé succinct des raisons qui me forcent à agir, et du but que je me propose.

« L'invasion perfide de la province d'Entre-Rios, ordonnée par le gouvernement de Buénos-Ayres dans le mois de novembre dernier, au milieu de la paix générale, et exécutée par des troupes appartenant à cette province et à celle de Corrientes, que commandaient deux hommes traîtres à leurs serments, Hornos et Madariaga ; troupes qui avaient combattu pour délivrer Buénos-Ayres d'un tyran qui l'opprimait, et que le gouvernement de cette ville devait rendre à leurs provinces en vertu d'engagements solennels; cette invasion, dis-je, à laquelle j'étais loin de m'attendre et qu'il était difficile de prévoir, m'obligea à me mettre en campagne pour châtier les Vandales qui étaient chargés de l'exécuter, et anéantir l'acte le plus immoral, le plus honteux qui ait affligé l'Amérique du Sud depuis le jour de son indépendance.

« Heureusement que pour obtenir ces deux résultats, il a suffi de l'héroïque audace d'un seul peuple qui, chassant de l'Entre-Rios ces malheureux qui osaient troubler son repos, les a forcés à aller cacher leur honte et leur infamie sous la protection de ce même pouvoir qui les avait envoyés à la boucherie.

« Pour l'honneur de notre patrie, pour l'honneur de l'illustre cité de Buénos-Ayres, j'aurais voulu pouvoir jeter un voile sur cet exemple révoltant de perfidie, qu'est seule capable de donner au monde la faction anarchiste qui tient aujourd'hui dans ses mains le gouvernement de cette province. Vous en avez la preuve dans le dédain avec lequel j'ai répondu à tous ses libelles, à toutes les calomnies de son journal officiel, au manifeste de sa chambre des représentants, dont le seul but était de préparer des agressions méditées, et, selon ses propres expressions, de *nationaliser la guerre.*

« Rien ne m'a coûté pour faire, sur l'autel de la patrie, le sacrifice de mes ressentiments personnels, et j'ai abandonné, sans difficulté, au jugement impartial de l'histoire le soin de prononcer entre mon programme d'organisation nationale, accepté avec enthousiasme par toute la république, et les incessantes manœuvres d'un club désorganisateur.

« Mais, comme directeur de l'Etat, je voyais avec douleur la paix et la sûreté du pays gravement compromises par cette sauvage menace de guerre générale, déjà mise à exécution. Comme général en

chef de l'armée de la confédération, comme gouverneur d'Entre-Rios, province à laquelle appartenaient les braves troupes dont on s'était servi pour cet acte infâme, ma responsabilité me commandait de relever une si grave injure et d'arracher à l'homme qui en était revêtu, le pouvoir en vertu duquel il venait de faire exécuter cette agression sanglante, donnant, en outre, des ordres pour qu'elle s'étendît aux provinces de Santa-Fé, de Cordova et de San Luis.

« Je réunis aussitôt l'armée : un vote unanime d'indignation contre le perfide complot du gouverneur de Buénos-Ayres, le docteur Alsina, vint fortifier ma résolution et m'imposer de sévères devoirs.

« L'armée de la République commençait à se mettre en mouvement ; les contingents des provinces avaient ordre de marcher ; et le congrès général, assemblé à Santa-Fé, agrandissait la sphère de mes pouvoirs, afin d'obtenir plus aisément le triomphe de la paix par la destruction des éléments de discorde, quand des communications du colonel Lagos vinrent m'annoncer le soulèvement de la plus grande partie de la campagne de Buénos-Ayres contre cet homme funeste. L'acte de patriotisme de ce chef distingué et de ses compagnons, leur énergique résolution, qui n'avait d'autre but que de désiller les yeux de ce gouvernement aveugle, me comblèrent de joie et me prouvèrent que le soin de venger l'honneur de leur province n'était pas mis en oubli par ses enfants. Il m'était donc permis d'espérer le rétablissement de la confraternité avec les autres provinces

confédérées, et son adhésion au grand principe d'organisation, proclamé par toute la République.

« Mon sincère intérêt pour la prospérité de Buénos-Ayres, quoique mal compris et calomnié, ma prédilection pour sa gloire, qui est celle de toute la nation, la pleine conviction où je suis surtout que ce peuple a été la première victime sacrifiée aux illusions des doctrines décevantes de la démagogie, comme il l'avait été précédemment à la tyrannie abattue, anéantie à Casarès, m'inspirèrent la résolution de déposer les armes, abandonnant au patriotisme de cette digne province et à la spontanéité de ses citoyens, le soin d'expulser ses nouveaux tyrans.

« Ainsi, j'ai attendu deux mois, espérant toujours que le bon sens de la cité finirait par être favorable aux vœux désintéressés des patriotes intègres, qui ne demandent que la paix pour récompense de leur courage.

« J'ai accordé ce délai afin de laisser à la froide réflexion le temps de montrer l'impuissance de cette faction démagogique à résister aux sentiments de toute la République indignée d'un système absurde qui affiche la prétention d'arriver par la guerre civile à l'ordre et à la liberté.

« Je désirais que l'on n'entendît dans la campagne de Buénos-Ayres le bruit du canon que lorsqu'il s'agirait de célébrer la franche réconciliation de la population du dehors et de celle de la ville, des *Portegnos* et des provinciaux; et qu'à l'ombre du drapeau de la patrie il n'y eût que des Argentins décidés à la sauver de l'anarchie.

« J'ai fermé l'oreille aux ressentiments communs pour ne suivre que les voies de la justice et essayer de rétablir une parfaite entente entre les habitants de la campagne et ceux de la ville, parce que mes espérances auraient été comblées, si la province de Buénos-Ayres était venue s'associer au parti féodal et affermir la paix intérieure par les conseils de la raison, sans qu'il fût besoin de l'intervention de la force armée pour rétablir la concorde avec toutes ses conséquences.

« Quand je comptais sur le succès que je m'étais promis, en restant dans l'expectative; quand j'espérais pouvoir mettre un terme aux calamités d'une guerre à laquelle la république entière était fatalement entraînée, j'ai eu, avec tous les amis de l'humanité, la douleur profonde de voir se manifester du côté des oppresseurs de la cité une résistance opiniâtre à tous les efforts tentés pour arriver à une conciliation raisonnable, opposant sans cesse au vœu de la généralité de leurs concitoyens, la folle prétention de faire prédominer une minorité détestée de tous.

« Aux propositions de paix faites par le commandant général des assiégeants, aux vœux de la partie laborieuse et honnête de la province, en harmonie parfaite avec les sentiments des autres peuples de la nation pour substituer la constitution à la personnalité d'un mandataire, et l'influence des lois à la volonté des despotes ; à ces bases qui auraient pu donner naissance à une négociation efficace, si

l'on avait agi de bonne foi, avec le désir sincère de délivrer la province de la grave part de responsabilité dans laquelle l'a jetée la conduite perfide du docteur Alsina, et de chercher la seule garantie de paix possible dans le sein du congrès, les autorités de la ville n'ont opposé que le langage de l'insulte, préférant verser des torrents de sang argentin dans les rues et les faubourgs, que de reculer devant la voie ignominieuse où les poussent Alsina et ses acco-lytes, dont l'administration n'est qu'un tissu d'erreurs et de crimes.

« La ville de Buénos-Ayres, berceau de tant d'hommes éclairés, cerveau où s'élaborent tant de pensées fécondes, avant-garde de la civilisation de la république, paraît se repentir du rôle éminent qu'elle a joué jusqu'à ce jour ; elle cède à une impulsion anarchique, elle se laisse séduire par des écrivains sans foi, par des spéculateurs sans conscience, par des tribuns orgueilleux sans ressources, sans capacité, sans vertu. Cette cité, en dépit des talents, de la probité et du bon sens de la majorité de ses fils, se concentre en cette circonstance dans un égoïsme mesquin, s'abandonnant aux suites d'un scandale inqualifiable, contraire au maintien et au progrès de la société, de la nation, et menaçant, chaque jour, de porter la guerre sur tous les points de la république.

« Depuis le jour où, le gouverneur Alsina attaqua traîtreusement la province d'Entre-Rios, organisa une armée à la frontière, ordonna au général D. J.

Maria Paz d'envahir la province de Santa-Fé, redoubla d'instances auprès du Cacique Pichun et du colonel Baigorri, pour en obtenir qu'avec leurs Indiens sauvages, ils agissent simultanément contre celles de Santa-Fé et de San-Luis, en même temps qu'il avait l'impudence de faire dire par son ministre à la chambre des représentants qu'il négociait des alliances puissantes, que d'insultes, que d'outrages la presse officielle de Buénos-Ayres n'a-t-elle pas déversés chaque jour sur le congrès souverain, sur les députés qui le composent et sur le directeur provisoire? Combien n'est-il pas devenu patent à tous les yeux que le plan arrêté de la tyrannie est d'empêcher, à tout prix, l'organisation nationale, de dissoudre le congrès, et d'imposer aux provinces confédérées un joug qu'elles détestent.

« Non seulement elle entraîne par la violence une grande partie de la jeunesse de la ville à verser son sang dans une guerre sacrilége pour soutenir une oligarchie corruptrice, mais elle a même obligé les individus des autres provinces qui se trouvaient à Buénos-Ayres, à prendre les armes, et leur a imposé le sacrifice de leur vie pour la défense d'une cause tout à fait contraire à leur sentiment national.

« Elle a délivré des passeports au ministre d'une nation amie, usurpant ainsi l'autorité souveraine et compromettant la paix publique.

« En présence d'une situation qui peut se prolonger indéfiniment, il m'est impossible, comme directeur

provisoire, chargé de conserver la paix publique, de rester plus longtemps dans une expectative inefficace et stérile, laissant se compliquer, chaque jour, davantage un état de choses qui compromet les intérêts sociaux, politiques et commerciaux de la nation.

« Le suffrage universel de la nation m'autorise à obtenir par la force que j'ai sous mes ordres un succès complet et à revendiquer des droits outragés.

« En outre, les chefs qui commandent les citoyens de la campagne de Buénos-Ayres et qui représentent ainsi la grande majorité de ceux de la province, après avoir déclaré que leur programme politique était la paix à l'intérieur et leur incorporation au congrès, sous réserve naturelle de tous les droits inhérents à une province confédérée, ont invoqué les garanties que les pactes nationaux offrent à tous les peuples, et reconnaissant l'autorité du gouvernement national, lui ont demandé son appui et son intervention pour sortir promptement d'une situation désastreuse, et donner à toutes les questions qui s'agitent dans la province de Buénos-Ayres, une solution rationnelle qui conduise à un ordre de choses permanent et définitif.

« L'autorité ne pouvait s'empêcher d'accepter une semblable déclaration, ni refuser l'intervention qu'on lui demandait. Elle ne saurait être responsable, en effet, des erreurs d'une faction qui s'est arrogé le gouvernement de la ville, ni repousser les patriotes qui se sont soulevés contre elle.

« Comment exclure d'ailleurs de la communauté nationale une si notable partie des citoyens de la province? Comment leur dénier les droits et les garanties qui, comme tels, leurs sont dus, et auxquels ils ont droit?

« Je considère, au contraire, la conduite hardie qu'ils ont tenue en repoussant par les armes l'ordre inique de porter la guerre à des peuples qui sont leurs frères, comme digne de vrais Argentins, comme ayant sauvegardé l'honneur de la province à laquelle ils appartenaient et les intérêts généraux de la nation.

« C'est en vertu de ces faits, que le Directeur provisoire usera de la force que la nation a mise à sa disposition et placée sous ses ordres, pour faire cesser dans Buénos-Ayres les horreurs de la guerre civile et cimenter la paix publique, en rétablissant les autorités légitimes, en respectant et faisant respecter strictement les institutions de la province et son libre concours à l'organisation nationale, sur les bases du système fédéral, sanctionné par les pactes préexistants, qu'elle se fait un devoir de reconnaître.

« Tels sont les motifs et le but qui me forcent à me mettre en campagne. Soutenu par la justice, n'ayant pour guide que le bonheur de ma patrie et l'accomplissement de mes devoirs, je demande à Dieu qu'il protège les armes nationales. »

Au quartier général de San José de Florès.

Le 3 février 1853.

J. J. de Urquiza.

Ce manifeste énumère sans trop de fiel tous les griefs du général contre le gouverneur Alsina et le gouvernement qui lui a succédé. Il semble promettre d'une manière absolue l'issue de cette lutte dans un sens favorable aux intérêts de la campagne. On verra plus tard combien se trompait le Directeur provisoire en ne tenant pas assez compte du puissant levier sur lequel s'appuyait l'ancien ministre de Rosas pour ébranler l'édifice dont il voulait à tout prix, empêcher la ruine.

CHAPITRE XV.

Nomination par le Directeur provisoire d'une commission pour traiter de la paix. — Nomination par la ville d'une commission pour en débattre les conditions avec la première. — Bases et préliminaires. — Suspension d'armes. — Instructions du Directeur provisoire. — Il refuse de ratifier le traité de paix. — Pour quel motif. — Démission du docteur Peña, ministre des affaires étrangères et et premier membre de la Commission. — Son mémoire justificatif. — Cause du refus de ratification. — Question du remaniement de la Chambre. — Danger de violation des lois de la province. — Réflexions générales.

Avant d'arriver à San José de Flores, avant même d'entrer dans la province de Buénos-Ayres, le Directeur provisoire voulut tenter, une dernière fois, la voie de la conciliation.

A cet effet, il envoya au gouvernement de la ville, pour traiter de la paix, une commission composée de son ministre des affaires étrangères M. L. de la Peña, du général Pedro Ferré et du docteur Facundo Luviria.

Cette commission, arrivée le 1er mars à San-José de Florès, se mit immédiatement en rapport avec le gouvernement de Buénos-Ayres, qui nomma, de son côté, pour traiter avec elle, une commission com-

posée de MM. Lorenzo Torrès, J. M. Paz, Nicolas Auchorena et Velez Sarsfield.

Ces deux commissions eurent promptement établi les conventions devant servir entre elles de préliminaires et de bases. Elles arrêtèrent d'abord une suspension d'armes pour tout le temps que dureraient les négociations. Elle fut signée le lendemain, 2 mars.

Avant de suivre les travaux de ces deux commissions et d'arriver à la conclusion de ce fameux traité du 9 mars, non ratifié par le Directeur provisoire, jetons un coup d'œil rapide sur les instructions qu'il avait données à ses délégués, et voyons, s'il est possible, de quel côté est la faute, si cette malheureuse province n'a pu voir alors un terme à toutes ses calamités.

Depuis le 19 septembre, Urquiza avait, comme directeur de la confédération, laissé la province de Buénos-Ayres dans la plus complète liberté de disposer de ses destinées: il l'annonça aux autres provinces qui toutes applaudirent à cette détermination; et, afin que son isolement fût complet, il en fit part aux agents diplomatiques et consuls accrédités auprès de la confédération, qui tous acceptèrent cette déclaration.

Le but du général était donc, pour arriver à la paix et à la grande organisation de la République, de laisser à chacun sa pleine liberté d'action, préférant même qu'une province s'isolât, quoiqu'elle fût

la principale de la confédération, que de l'y contraindre par la force ou par la guerre civile.

C'était suivre, sans doute, bien strictement, bien invariablement son programme de paix. Malheureusement l'imprudence du gouvernement de Buénos-Ayres vint, un instant, empêcher le Directeur provisoire de rester impassible, et la nécessité de repousser une invasion injuste dont sa province était menacée, l'obligea, de nouveau, à tirer l'épée du fourreau. On a vu le résultat de cet acte infâme et le peu de peine qu'eut Urquiza à rentrer dans cet état de paix, objet constant de ses vœux.

Occupé, en ce moment-là, de l'installation du Congrès, il dédaigna l'injure du gouvernement de Buénos-Ayres et, pour toute vengeance, on l'entendit déplorer dans son discours d'ouverture au Congrès, de n'y pas voir cette province représentée.

Il repousse l'invasion, licencie ses troupes Entrerianos, ordonne aux gouverneurs de Santa-Fé et de Cordova de renvoyer leurs soldats à la culture de leurs terres et conserve la paix.

Toutes les provinces suivent cette heureuse impulsion ; Buénos-Ayres seule s'agite dans son intérieur, et avec une inconséquence de principes qu'on ne saurait qualifier, dit fort bien M. Peña, prétend faire participer les autres provinces à son agitation en cherchant tous les moyens possibles de les provoquer à la guerre. Malgré cela, le Directeur reste impassible et n'abandonne jamais son système de modération et de paix.

Evidemment, ni dans ses principes, ni dans son but, ni dans son exécution, la révolution de décembre n'eut rien de commun avec le général Urquiza. Loin de lui venir en aide, elle diminuait son influence, mais que lui importait? Il était sûr de triompher par lui-même avec de la patience et du temps. Tous les documents de cette époque prouvent clairement qu'il fut entièrement étranger à ce mouvement et qu'il ne dévia jamais, ni de ses principes, ni de la ligne de conduite qu'il s'était tracée.

Ce qui le prouve jusqu'à l'évidence, c'est que jusqu'au 24 janvier, Lagos n'avait pas changé sa première résolution, qui était de se séparer complétement du Directeur provisoire, puisqu'il s'adressait directement au Congrès de Santa-Fé pour lui demander son concours, et que ce ne fut que lorsque cette assemblée lui eut répondu qu'elle ne pouvait le lui accorder sans l'ordre exprès d'Urquiza, qu'il se détermina à recourir à lui.

L'idée du Directeur provisoire d'envoyer une commission à Buénos-Ayres pour traiter de la paix était bien antérieure (nous dit M. Peña son ministre d'alors) à la date du 24 janvier; mais elle ne fut nommée qu'après que Lagos eut reconnu Urquiza pour directeur de la Confédération. C'est à cette époque qu'il donna des instructions assez étendues, lesquelles furent modifiées après que Lagos se fut mis sous son autorité.

Nous ne devons, ni ne pouvons examiner les motifs qui provoquèrent ces modifications, mais elles donnèrent à la mission du directeur un nouveau ca-

ractère qui se manifeste clairement dans l'article 5, comme le prouve le docteur Peña : «Reconnaissant, dit-il, l'autorité du Directeur provisoire, ainsi que la reconnaît le chef de cette armée (Lagos), la commission devra agir à ce point de vue dans ses relations avec lui. »

A partir de ce moment, Urquiza change de conduite. Laissant les travaux de la commission suivre leur cours et approuvant les préambules du traité de paix, il part de St-Nicolas, entre dans la province de Buénos-Ayres et arrive à San-José de Florès, où il réunit ses troupes à celle de Lagos. Son escadre le suit, et va s'emparer de Martin Garcia, petite île à l'embouchure du Parana. Là elle est grossie de deux navires de guerre appartenant à Buénos-Ayres, qui passent à l'ennemi.

Le 9 mars, le traité de paix est signé à Buénos-Ayres, et le 17 du même mois, on le présente au Directeur provisoire qui refuse de le ratifier, « parce que, dit-il, la commission a dépassé les limites de ses instructions ; qu'elle n'a pas su concilier les intérêts nationaux, et n'a rempli nullement l'objet primordial de sa mission. »

Le docteur Peña, ministre des affaires étrangères du Directeur provisoire et premier membre de la commission, donne sa démission, à la suite de laquelle il publie un mémoire justificatif de sa conduite et de celle des autres membres, dans lequel il dit avec une noble franchise « que le général Urquiza a tout fait pour la paix depuis qu'il est à la tête des

affaires de la confédération, et qu'il ne s'explique pas comment le traité n'a pas été ratifié par lui. »

Cependant le docteur Peña est assez éclairé sur les motifs de la lutte entre le gouvernement de Buénos-Ayres et le Directeur provisoire, pour savoir mieux que personne que le traité du 9 mars n'atteignait nullement le but que se proposait Lagos et le directeur lui-même.

Nous qui sommes bien moins initiés aux affaires de la république, qui ne connaissons, ni Urquiza, ni Lagos que par leurs actes, nous pensons que le Directeur provisoire ne pouvait ni même ne devait ratifier le traité du 9 mars.

En effet, ce traité ne déterminait pas assez clairement la position respective des deux parties pour l'avenir; il ne sauvegardait pas les intérêts de ceux de dehors, et sa rédaction, assez ambiguë dans quelques-uns de ces articles, ouvrait largement la porte aux discordes intestines que le Directeur provisoire avait à cœur de faire cesser.

Puis, il est facile de voir, si l'on veut s'en donner la peine, que ce n'est pas précisément la franchise qui a présidé à la rédaction des principaux articles de ce traité de paix. Chaque phrase, pour ainsi dire, laisse aux parties contractantes une porte de derrière par laquelle elles peuvent facilement se délier de leurs accords.

Mais ce qui fut l'obstacle principal à sa ratification, c'est la manière dont il renouvelait la chambre des représentants. Urquiza et Lagos voulaient un

remanienent complet de cette assemblée, afin d'en éliminer les hommes du parti unitaire qui ne leur convenaient pas. Pour y parvenir, il fallait violer les lois de la province, quand dans ses instructions Urquiza avait commencé par dire : « le Directeur provisoire désire ardemment la paix aux deux conditions essentielles : 1° le rétablissement de l'ordre normal et des institutions de la province ; 2° sa libre participation aux travaux du congrès de Santa-Fé. »

Le traité devait donc se renfermer nécessairement dans les limites des institutions provinciales qu'il lui était expressément enjoint de respecter.

Eh bien ! voilà précisément le premier motif de sa non ratification. Le Directeur provisoire aurait voulu que la commission ne fît aucune concession sur cette partie du traité, qu'elle obtînt la dissolution de la chambre qui ne représentait pas, suivant Urquiza et Lagos, l'opinion du pays, et qu'elle fût renouvelée entièrement.

Mais la commission de la ville, qui voyait bien que toute la question de vie ou de mort du parti unitaire était là, se retranchait derrière la loi provinciale sur la réélection de ce corps, qui veut qu'il soit renouvelé réellement par moitié tous les ans.

La chambre renouvelée en entier eût été probablement composée d'hommes dévoués au parti de la campagne, et, par conséquent, au Directeur provisoire. Renouvelée à moitié seulement, elle restait com-

posée d'une majorité unitaire d'hommes ardents et de démagogues enragés, comme les appelait Urquiza.

Il n'ignorait pas qu'imposer une pareille exigence à la commission, c'était détruire les lois de la province que ses instructions recommandaient de respecter. C'était tout uniment tenter de restaurer un parti sur les ruines de l'autre, ce qu'il était fort difficile, impossible même d'obtenir en semblable occurrence. Il y a mieux, c'est qu'à supposer que les Unitaires eussent eu assez d'abnégation pour y consentir, le but d'une paix durable était manqué, parce que leur parti se serait relevé plus tard, n'ayant cédé qu'à la force des circonstances et pouvant toujours arguer de la violation de la loi.

Le Directeur provisoire n'ignorait pas, non plus, que Lagos avait reconnu le gouverneur Pinto, qui de président de cette assemblée était passé au gouvernement provisoire bien avant que Lagos eut demandé l'appui d'Urquiza. Il n'était donc pas juste de vouloir que la commission exigeât une chose absurde, illégale, et pourtant c'était là le seul moyen qui parût au Directeur provisoire de nature à rétablir l'ordre et la paix, à détruire le parti unitaire, seul élément de discorde, et à faire rentrer, enfin la province dans le sein de la confédération.

Il est facile de voir que c'était bien là l'opinion arrêtée d'Urquiza au départ de la commission. On assure même qu'il s'en ouvrit dans ce sens à quelques-uns de ses intimes, et que, dans ses moments d'expansion, il aurait dit: «Nous n'arriverons

jamais à une organisation définitive et à la paix de la République, si nous n'anéantissons pas le parti unitaire concentré à peu près tout entier dans la ville de Buénos-Ayres, parti turbulent, s'il en fut, tout imbu de doctrines subversives, erronnés, vagues, qui ne servent qu'à détraquer entièrement des cerveaux déjà malades, parti qui ne sait que conspirer dans l'ombre, parce qu'il a le sentiment de sa faiblesse. »

Or, pour s'en débarrasser, il fallait renouveler la chambre des représentants tout entière. Si le Directeur provisoire ne s'en était pas expliqué ainsi dans ses instructions, c'est que, à l'époque où il les avait données, il se trouvait encore éloigné de Lagos, étranger, sans aucun doute, à ce mouvement, tandis que, le 9 mars, il était devenu son allié, son protecteur, et qu'il était entré déjà dans la province de Buénos-Ayres, quand il eût peut-être mieux fait de n'y entrer jamais.

La chambre n'étant pas renouvelée en entier, la majorité restait unitaire, et il était clair qu'après la conclusion de la paix, elle n'aurait pas voulu entendre plus parler qu'auparavant de l'accord de St-Nicolas. Le général Urquiza étant le seul homme antipathique à ce parti, bien que, pour arriver à la paix de la province, on reconnût le caractère dont l'avait revêtu le Congrès, il est hors de doute que, dès que les affaires de la province seraient rentrées dans leur état normal, on n'aurait plus voulu avoir affaire à lui.

On le savait trop bien pour ne pas agir dans ce sens, et pour ne pas mettre tout en œuvre afin de n'avoir plus à se trouver en face de cet ennemi irréconciliable. C'est pourquoi, dès qu'Urquiza vit que Lagos se donnait à lui corps et âme, que la ville paraissait fléchir, il ne douta plus d'un succès prochain sur ses antagonistes, et modifia sensiblement ses instructions. Mais il ne le fit pas assez clairement pour que la commission ne se crût pas en droit d'éluder cette modification et de se renfermer dans le texte des conditions précitées.

Car leur dire « de ne pas perdre de vue que Lagos avait fait sa soumission, qu'il reconnaissait le Directeur provisoire, le Congrès et ses actes, et d'agir ensuite d'après cette considération, ce n'était pas les limiter à la condition *sine qua non* de renouveler entièrement la chambre des représentants. »

Dire cela aussi ouvertement à la commission, c'eût été trop démasquer ses instructions et sa conduite; mais il est certain qu'il s'était bien promis de ne pas ratifier un traité, quel qu'il fût, s'il ne faisait pas disparaître de la scène politique le parti unitaire.

Tel, si nous sommes bien informés, nous paraît avoir été le vrai motif qui empêcha que la paix ne fût signé le 9 mars.

Urquiza aurait été, ce nous semble encore, bien maladroit, cette fois, de ne pas ratifier un traité qui le plaçait dans l'esprit général plus haut qu'il ne l'avait jamais été. Heureux jusqu'alors, il le serait devenu complétement, si dans les discussions poli-

tiques de Buénos-Ayres, il eût pu couronner l'œuvre par la pacification de la province, sans verser une goutte de sang.

Avait-il d'autres motifs cachés que celui-là ? Nous l'ignorons ; mais, s'il en a eu, peut-être sortiront-ils, un jour, des ténèbres qui les enveloppent, et viendront-ils nous dire pourquoi il crut devoir tenir cette conduite ; car il abandonna alors le seul moyen qui lui restait de terminer une guerre fratricide, et de terminer honorablement, au bénéfice de l'humanité, son rôle de pacificateur, en gardant pour lui-même l'indicible satisfaction d'avoir fait triompher sa patrie des guerres civiles.

Reste à savoir si l'on a réellement apporté à cette convention de paix toute la loyauté, toute la franchise que requérait une pareille question.

En cherchant bien, on découvre, que, sous une apparente bonne foi, on a cherché dans les deux camps à la colorer d'un reflet de l'arrière pensée qui avait présidé aux clauses de la convention écrite. Il ne nous appartient pas, d'ailleurs, de juger cet acte politique au point de vue personnel ; mais fortement prévenu contre cette tendance constante qu'ont les chefs de parti dans les républiques de l'Amérique du Sud à faire leur part avant celle de la patrie, nous serions fort disposé à pencher vers le sentiment général qui dominait à cette époque la population de la ville : elle ne voyait dans cette réunion de docteurs et de généraux Argentins, que de rusés compères cherchant à se duper mutuellement tout en ayant l'air

de travailler ensemble à la conclusion de la paix, et finissant, au bout de leur conférence, par réussir à cimenter plus fortement la guerre et à irriter davantage les passions.

CHAPITRE XVI.

Sensation produite à Buénos-Ayres par la non-ratification du traité de paix. — Armistice rompu. — Reprise des hostilités. — Lorenzo Torres au pouvoir. — Il fut le sauveur de Buénos-Ayres. — Son système de corruption. — L'escadre de Buénos-Ayres est battue par celle d'Urquiza. — Blocus ridicule. — L'amiral du Directeur vend son escadre à la ville. — Aspect de Buénos-Ayres. — Langage véhément des journaux.

La nouvelle de la non ratification du traité de paix produisit une vive sensation à Buénos-Ayres ; les uns étaient indignés contre le directeur, les autres ne trouvaient rien d'étonnant dans sa conduite. Pour nous, nous sommes loin de l'approuver, quoique nous en connaissions le principal motif. Nous osons même le blâmer, parce qu'il nous semble qu'il a agi trop précipitamment et avec trop de légèreté. Sa conduite n'a pas été celle qu'aurait dû tenir un homme aussi haut placé, ayant mûrement pesé les circonstances dans lesquelles il se trouvait. Rien ne s'opposait à ce qu'il rectifiât un traité de paix qui laissait la province libre de régler ses affaires en famille, qui sauvegardait suffisamment les droits des parties, et qui se renfermait, comme cela devait être, dans les lois

de la province. Ces lois respectées, il ne lui appartenait pas, à lui surtout chef de la confédération, de venir jeter d'autres conditions entre les orthodoxes et les dissidents. Des lois existaient, qui les rapprochaient sur les points de droit en litige. Pourquoi vouloir forcer un parti à les violer en faveur d'un autre parti ? Son rôle devait s'arrêter là où les hommes sages qu'il avait choisis et dans lesquels il mettait sa confiance l'avaient déterminé par le traité du 9 mars. Essayer d'aller au-delà par la violence, c'était manquer à la bonne foi jurée ; c'était faire outrage à la raison ; c'était paraître faux et fourbe, ou, du moins, incertain et incapable.

A quoi bon tant de paroles données, tant de protestations faites, tant de preuves écrites en faveur de la paix, lorsqu'on n'a, au fond de son âme, qu'une vengeance personnelle en vue? Ne valait-il pas mieux contiuuer à être médiateur dans ces cruelles dissensions, que de travailler à les envenimer? Mais le général Urquiza, sous des dehors oublieux et pacifiques, couve trop de ressentiments contre le parti unitaire et contre le gouvernement de Buénos-Ayres, pour pouvoir en faire le sacrifice. Trouvant le moyen d'anéantir ce parti, il n'avait pas cru devoir en perdre l'occasion. Son changement de conduite s'explique, au reste, d'autant mieux, qu'il était alors convaincu que c'était chose facile, et que sa présence seule à la tête d'une armée de 12,000 hommes suffirait pour contraindre Buénos-Ayres à se rendre à merci. Dominant alors les circonstances, il pouvait même, en

prenant la voie apparente de la légalité, et en appelant le peuple à un vote général, toujours avantageux, en pareille occasion, à celui qui combat l'anarchie et qui promet la paix, renouveller en entier cette chambre des représentants qui ne lui convenait pas, et changer ce gouvernement qui, depuis six mois, lui faisait une opposition formidable.

Comptant moins sur un succès qui lui paraissait certain, tenant un peu plus compte de l'influence que puisait la ville dans sa banque et son papier monnaie, il aurait eu moins de confiance dans l'appui des insurgés, se serait montré plus prudent et plus sage dans ses actions, et aurait vu qu'il pouvait et devait même ratifier ce traité, qui, quoique incomplet selon ses vues, eût suffi, dans les circonstances où l'on se trouvait, à détruire la guerre civile. Restant alors spectateur tranquille sur la frontière avec ses troupes auxiliaires, il eût pu attendre les événements, et son rôle fût devenu magnifique.

Si la province se fût pacifiée et organisée dans le calme, il lui eût été probablement facile de l'entraîner par sa modération et son dévouement dans la communauté fédérale. Si, au contraire, on n'avait pu s'entendre, (et il est probable qu'il en eût été ainsi), on l'aurait appelé de nouveau comme médiateur, et, son influence s'étant accrue, il eût pu faire triompher son parti. Si les fédéraux avaient le dessus dans les élections, son but était atteint : on reconnaissait l'accord de Saint-Nicolas, le congrès, le directeur ; on envoyait des députés au congrès, et sa

gloire était complète, tandis qu'aujourd'hui le but est manqué, il faudra du temps pour revenir au même point et peut-être l'union de cette confédération Argentine ne pourra plus s'effectuer qu'en traversant encore plusieurs guerres ou dissensions civiles.

La ratification du traité du 9 mars n'ayant pas eu lieu de la part du directeur, l'armistice fut rompu et les hostilités recommencèrent avec un nouvel acharnement. Ce fut alors que le docteur Lorenzo Torrès prit ouvertement la direction des affaires, qu'il avait déjà, de fait, depuis un mois, comme ministre du gouvernement. Nous verrons comment cet élève de Rosas, cet ancien directeur général occulte de la fameuse *mashorca*, sut tirer parti des circonstances, et comment il parvint à faire triompher les institutions de la province et le gouvernement légal.

Lorenzo Torrès est le véritable sauveur de Buénos-Ayres dans cette crise de guerre civile, et, quoiqu'il appartienne à une époque de tristes souvenirs, ses ennemis politiques ont dû s'incliner devant sa supériorité incontestable et lui abandonner les destinées de la ville. Alors ils ont pu se convaincre aisément que ce fédéral de vieille souche possédait plus de capacité et d'énergie à lui seul, que tous les hommes saillants réunis du parti unitaire. On dira qu'il avait un double levier formidable à sa disposition, la banque et la chambre des représentants disposée à lui voter sans cesse des fonds et des émissions nouvelles

de papier-monnaie; mais on ne peut révoquer en doute que lui seul était de force à manier ce double levier avec autant de vigueur, de discernement et de puissance. Il a su acheter les chefs qui avaient quelque influence sur le *gaucho* et le *gaucho* lui-même. Il a su parvenir à disperser, dans un temps donné, les chefs et les soldats du dehors, et obliger le directeur lui-même à se réfugier précipitamment à bord des vaisseaux de guerre étrangers, ne laissant d'autres traces de ces jours malheureux qu'un faible souvenir des victimes tombées sous le plomb et le fer. Enfin il a réussi à faire triompher la cause de la ville et à donner momentanément la paix à Buénos-Ayres.

Cependant il est facile de s'apercevoir que les haines ne sont pas assouvies, et que cette province ne peut se traîner longtemps ainsi. L'obstacle, dit-on, c'est Urquiza. Erreur ! non ce n'est pas tout à fait lui ; c'est plutôt l'orgueil et l'ambition des hommes du parti unitaire, qui prétendent dominer la république *quand même*. Ils n'ont pas voulu d'abord se soumettre, comme les autres provinces, à l'accord de Saint-Nicolas et agir de concert avec elles, prétextant qu'avec Urquiza une entente cordiale et une parfaite union, étaient impossibles. Ils ont même essayé d'empêcher ces provinces de se montrer reconnaissantes pour l'homme qui les avait aidées à secouer le joug, et qu'elles regardaient comme le seul capable de les faire arriver, sans obstacle, et à l'abri des dissensions civiles, à l'organisation définitive de

la république. Comme moyen plus sûr de les dominer et de les séparer du directeur, ils ont porté chez elles la guerre ; et leur orgueil serait froissé s'ils démentaient aujourd'hui leur conduite passée. Mais, pour pallier cette conduite vaniteuse et tyrannique envers ces provinces, qui sont restées vingt ans sous le joug de Rosas, et, par conséquent, sous celui de Buénos-Ayres, qui les considérait comme ses très-humbles servantes, ils disent n'avoir agi ainsi que pour se débarrasser de l'homme funeste qui était venu dominer en despote la confédération. Pourtant, cet homme si décrié continue à marcher avec elles vers l'œuvre d'organisation de la république, laissant à l'écart, et Buénos-Ayres, et les hommes qui conduisent les destinées de cette malheureuse province, pauvres rêveurs, pauvres utopistes ingrats, qu'il a ramenés de l'exil dans leur patrie.

Le 27 mars, le Directeur arrivait à San-José de Florès avec un renfort d'environ 2000 hommes ; il y eut encore quelques pourparlers entre le gouvernement de la ville et lui, afin d'essayer de renouer les négociations, mais il fut impossible de s'entendre.

Le 12 avril, le gouvernement de la ville rompait l'armistice d'une manière éclatante, en protestant contre la déloyauté du Directeur et contre la fourberie de Lagos.

Les hostilités recommencèrent donc avec plus de vigueur que jamais, et l'on s'attendait, chaque jour, à voir la place attaquée et prise par les assiégeants. Il

n'en fut rien. On se contenta des escarmouches habituelles et quotidiennes des guerillas; on fit, comme d'usage, la méridienne et l'on se dit des injures.

L'escadre de Buénos-Ayres, se voyant enfin en état de quitter la rade et d'aller à la rencontre de celle d'Urquiza, mouillée à l'île de Martin Garcia, partit le 17 avril au soir, commandée par un chef d'origine polonaise, homme brave, bon marin peut-être, mais peu capable d'organiser et de commander une armée navale.

Celle d'Urquiza était sous les ordres d'un marin de l'Amérique du nord, depuis longtemps au service des républiques de la Plata, homme en état, sans doute, d'occuper un pareil poste, mais vil mercenaire, avide d'argent, sans délicatesse, se vendant à celui qui le payait le mieux.

L'escadre de la ville se composait d'un brick de 10 canons, de deux vapeurs de 4, et de six petits navires de 6 à 2.

Celle d'Urquiza comptait 3 bateaux à vapeur de 6 et 4 canons, un brick goëlette de 8, et un cutter de 2.

Elles avaient, en sus de leurs équipages tous composés de matelots d'Europe ou de l'Amérique du nord déserteurs, des troupes de ligne de renfort. Tous les officiers étaient Italiens, Anglais, ou des États-Unis. On fit la remarque qu'il n'y avait pas un français dans les deux escadres.

Le 18 au matin, elles étaient en présence. De Buénos-Ayres on entendait la canonnade; elle

dura plusieurs heures, mais ne fut, ni longue, ni meurtrière. Les trois meilleurs bâtiments de Buénos-Ayres furent capturés. Les petits durent se retirer à pleines voiles pour ne pas éprouver le même sort; ils arrivèrent le soir en ville, y apportant la triste nouvelle de leur déroute.

La consternation fut, un moment, générale, mais elle ne dura pas. Reprenant courage, les défenseurs de la place ne s'en battirent que mieux ; les escarmouches devinrent plus fréquentes et plus fortes que jamais ; chaque sortie éclaircissait les rangs des assiégeants et des assiégés.

On s'attendait à voir le succès de la flotte du directeur le déterminer à ordonner l'attaque que l'on avait déjà plusieurs fois annoncée ; il n'en fut rien. Il ne voulait pas, disait-il, verser du sang pour rien, et afin de prouver que c'était bien là le motif qui le faisait différer d'en venir à ce moyen extrême, il se décida à bloquer la place par mer, persuadé que, pressée à la fois par mer et par terre, Buénos-Ayres, au bout d'un mois, se rendrait à discrétion.

Il donna donc l'ordre à son chef d'escadre Coë d'établir le blocus le plus rigoureux devant le port.

Le 23 avril, ce fameux blocus fut signifié sur rade par ledit Coë, à tous les vaisseaux de guerre des nations étrangères. On accordait 6 jours à ceux de la petite rade, 20 à ceux de la grande.

Le directeur provisoire informe les agents étrangers de cette mesure ; il leur annonce, en même temps, qu'il vient d'ouvrir au commerce les ports

voisins, afin que les affaires ne soient point interrompues et que les navires puissent continuer leurs déchargements et leur chargements.

Ce blocus dura environ deux mois; mais ce ne fut jamais qu'une dérision. Il est difficile de comprendre comment des amiraux, des commandants, des ministres, des consuls, ont pu être assez complaisants pour reconnaître une semblable absurdité.

Laissant de côté la question de droit, et ne nous arrêtant qu'à celle de fait, nous dirons qu'il était impossible qu'on l'exécutât rigoureusement, qu'il n'exista jamais que de nom, et qu'il ne servit qu'à entraver ceux qui ne voulaient pas faire de concessions pécuniaires à cet aventurier de Coë, chef de l'escadre d'Urquiza. Associé lui-même, sous le nom de son fils, avec des maisons de Monte-Video et de Buénos-Ayres, il laissait passer tranquillement les navires de Monte-Vidéo qui portaient des vivres, et dont les chargements lui appartenaient en partie. C'était vraiment une honte pour les pavillons étrangers de se soumettre aux caprices d'un bandit de cette espèce, tout chef qu'il était de l'escadre du directeur. On se plaignit. Les agents firent des observations à Urquiza. Celui-ci adressa de vifs reproches à Coë, qui ne les écouta pas; il était dans une position indépendante, loin de son chef; il s'en moquait. Enfin, le jour où il eut ses poches pleines, il vendit à la ville toute l'escadre qu'il commandait, et partit pour Monte-Video à bord d'un navire des Etats-Unis.

Tel est l'homme qui, pendant deux mois, imposa sa volonté à tous les pavillons étrangers en rade de Buénos-Ayres; grande fut, en cette circonstance, la faiblesse des agents de toutes les nations qui sanctionnèrent une mesure de guerre aussi vénale.

On se demandait alors comment il pouvait se faire que des envoyés diplomatiques, des consuls, des représentants de peuples civilisés, se prêtassent à un abus aussi scandaleux et aussi ridicule? Chacun interprétait cette inconcevable complaisance à sa manière. Ce n'a été que plus tard que l'on a eu le mot de l'énigme. En diplomatie plus qu'en toute autre chose, il faut avoir de la souplesse dans le caractère si l'on veut arriver à ses fins, et, quoique M. Guizot ait pris pour devise les mots *linea recta brevissima*, nous avons de fortes raisons de croire que ses collègues ne suivirent pas toujours cette ligne.

Assiégée par mer et par terre, Buénos-Ayres ressemblait à un tombeau. Cette pauvre cité, jadis si animée, si pleine de mouvement et de vie, était devenue triste, silencieuse, à moitié peuplée, et d'un aspect sinistre. Ses défenseurs, cette brave jeunesse, si docile et si dévouée, n'en étaient que plus résolus, plus courageux, et jamais les étrangers n'avaient montré plus d'énergie à combattre pour leurs foyers. Un sentiment d'indignation s'était emparé de tous les esprits; on maudissait Lagos, le misérable réfractaire, Urquiza, le directeur ambitieux et fourbe, Coë, le vil mercenaire, et tous les agents qui les soutenaient. Aucun d'eux n'était épargné ni dans les jour-

naux, ni dans les réunions, ni sur les places publiques. « Jurons, disaient les journaux, de nous ensevelir sous les ruines de la ville plutôt que de permettre à de pareils scélérats de venir dicter leurs barbares volontés à ce peuple bon et généreux, qui, depuis 7 mois, lutte avec l'adversité, et dont le courage augmente avec elle ! Aux armes ! crient les nobles défenseurs de cette Reine de l'Amérique du Sud, depuis le jour où son gouvernement énergique, indigné de la conduite du Directeur provisoire et de Lagos, a commencé les hostilités. Avec des hommes sans foi et sans principes on ne transige pas ; on est vainqueur ou vaincu. Aux armes donc ! Aux armes ! Vaincre ou mourir ! »

CHAPITRE XVII.

Mort du général Pinto. — Lorenzo Torres, avec ses deux collègues, le remplace au pouvoir exécutif. — Il se décide à frapper un grand coup. — Dénouement inattendu. — Chefs et soldats achetés à prix d'or. — Florès reparaît en scène et réunit sous son drapeau tous les transfuges. — Urquiza voit sa cause perdue. — Les ministres de France et d'Angleterre traitent pour lui avec le gouvernement de Buénos-Ayres. — Quittant la province, il s'embarque avec toutes ses troupes, emportant armes et bagages. — Florès s'en retourne dans la Bande orientale écrire un mémoire justificatif.

La mort venait d'enlever le brave général Pinto, gouverneur provisoire de Buénos-Ayres, qui, depuis ces malheureuses affaires, avait quitté la présidence de la chambre des représentants pour remplacer à la tête du pouvoir exécutif le docteur Alcina. Ce vénérable citoyen emportait dans la tombe les regrets de tous les habitants de Buénos-Ayres. Pendant tout ce temps de calamité il n'avait pas cessé de donner l'exemple de la résignation, encourageant par ses douces paroles chaque citoyen à la défense de la patrie et de ses lois.

Lorenzo Torres et ses deux collègues venaient d'être chargés du pouvoir exécutif par l'assemblée législative.

Le premier ministre, dont on connaît l'énergie et la vigilance, qui n'avait cessé de diriger les affaires depuis qu'il était au pouvoir, que nous avons dépeint comme ayant conduit, pendant 20 ans, toute la politique de son pays sous Rosas, cet homme pénétrant, infatigable, jugea alors que le temps était venu de frapper un grand coup, qu'il méditait depuis longtemps.

Déjà les chefs subalternes commençaient à se fatiguer de ne voir aucune issue à leur lutte; cet état d'incertitude leur pesait, l'hiver approchait et, avec lui, les rigueurs et les fatigues des campements sous des tentes, ou dans des baraques; tous préféraient cent fois être chez eux, au sein de leurs familles, que de guerroyer sans trop savoir pourquoi, ni dans quel but. Lagos avait dit aux campagnards : « Nous n'avons qu'à persévérer un peu et nous parviendrons à réduire la ville sans l'attaquer. » Plus tard, l'arrivée du directeur devait décider de l'assaut, dont le succès était infaillible. Puis, après l'arrivée du directeur, c'était par humanité que l'on n'attaquait plus ; enfin, avec des raisons semblables, avec des polémiques journalières dans les journaux du dedans et du dehors, avec des escarmouches sans fin pour entretenir l'ardeur et la haine dans les deux camps, on était arrivé au moment d'une solution quelconque. Ce fut celui que choisit l'habile ministre pour brus-

quer un dénoûment qui devait étonner tout le monde et auquel l'on était bien loin de s'attendre, du moins aussi vite. Avec de l'or il avait acheté le plus grand nombre des chefs, et même des soldats de dehors ! Aussi les voyait-on déserter la cause de Lagos et d'Urquiza pour passer sous les drapeaux de la ville, ou se rallier dans la campagne au général Florès, qui venait de reparaître sur la scène. En outre, toute l'escadre était achetée depuis quelques jours, ainsi que nous l'avons dit, et le blocus était levé, malgré et contre tous !..... Quel déboire pour les agents européens qui l'avaient protégé !...

Florès, après avoir déserté, comme on l'a vu, la cause de la ville, s'était retiré tranquillement à Monté-Video, où il avait vécu dans l'expectative pendant tout le temps de cette lutte. Soit qu'il ait été pris d'un remords de conscience, comme il semble le dire, soit que, pour faire oublier sa conduite, il ait offert au gouvernement de Buénos-Ayres ses services et son influence afin d'opérer plus facilement et d'une manière plus sûre, à l'aide du métal corrupteur, sur des individus qu'il connaissait parfaitement, mieux peut-être que le ministre, soit qu'il ait même reçu de cet homme d'état, son corrélégionnaire politique, un encouragement quelconque pour l'aider de son influence sur les soldats, ce qu'il y a de positif, c'est qu'il apparaît tout-à-coup sur un point de la province, et que, de là, lançant une proclamation au peuple de la campagne et aux soldats, il réunit sous son drapeau tous les transfuges. Bientôt la

défection fit de rapides progrès dans le camp de Lagos et d'Urquiza; elle marcha même rapidement à ciel ouvert. Ce fut alors que se voyant abandonné, peut-être même trahi des siens, et s'apercevant que le désordre commençait à gagner ceux qui n'avaient pas pu ou n'avaient pas voulu se vendre; que son but était manqué et la cause de Lagos perdue; le directeur comprit enfin, mais trop tard, la puissance de l'or sur ces masses populaires, dont il avait tant de fois exalté le patriotisme et les vertus civiques! Il se trouva isolé, il sentit le vide se faire autour de lui ou plutôt il se crut entouré de rebelles tournant leur vengeance et leur poignard contre son sein. Sous l'impression d'une semblable terreur, il perdit une partie de ses brillantes facultés, ne vit à sa portée qu'une branche de salut, et s'y cramponna!... Il était tout juste temps, car il aurait bien pu terminer sa carrière dans cette ville qu'il s'était vanté de soumettre et dans laquelle on l'attendait déjà pieds et poings liés....

Les ministres de France et d'Angleterre vinrent à son secours et le prirent sous leur protection. Ils négocièrent (dit alors la presse de la ville) avec le trop généreux gouvernement de Buénos-Ayres, qui était sans doute bien aise de le voir s'éloigner, et il fut décidé qu'il s'embarquerait à la tête des troupes auxiliaires, emportant armes et bagages, pour quitter immédiatement la province!

Tel fut le résultat de la part que prit le directeur provisoire aux troubles de la province de Buénos-

Ayres et la conséquence de son refus de ratifier le traité du 9 mars. Que ce soit défaut de capacité, manque de sages conseils, absence de bonne foi du général Urquiza, ou tout autre motif que le temps, sans doute, nous dévoilera; il est certain qu'il ne sut pas mettre un terme à cette guerre civile sans effusion de sang, quand en apparence et peut-être même en réalité il pouvait le faire.

Le 13 juillet tout était consommé. L'or de Buénos-Ayres jeté à propos à ces bouches avides et affamées avait vaincu! la civilisation (comme disaient les journaux) avait triomphé de la barbarie!..... Pauvres civilisés!... Malheureux barbares!...

Le lendemain 14 juillet l'on ne voyait plus un seul soldat aux environs de la place. Cette armée assiégeante faite de 12,000 hommes s'était évanouie comme un songe, on n'entendit plus parler d'elle, nul ne sut même ce qu'elle était devenue. Seulement quelques soldats, débris des anciennes bandes de Rosas, qui avaient rejoint leur ancien chef, Flores, par habitude ou par instinct, furent licenciés après être restées quelques jours sous ses ordres. Quant à ce général, au lieu de venir à Buénos-Ayres où quelques énergumènes l'attendaient, il jugea plus prudent de rentrer dans la vie privée et de se retirer tranquillement dans la Bande Orientale. Là, il prit la plume pour essayer de répondre aux calomnies publiées sur sa conduite antérieure, et de se justifier de cette conduite tant soit peu oblique et suspecte.

Il est aisé de voir, par son exemple, combien ce malheureux pays est exploité par ses chefs militaires et politiques, passant tour à tour, avec facilité et sans pudeur d'un camp dans un autre, pourvu que le second qui les achète, les paye mieux que le premier; et comment il ne pourra jamais être bien gouverné et jouir de cette tranquillité sans laquelle il n'est ni bien-être ni progrès possible et que donnent seuls les bonnes lois et les bons citoyens.

CHAPITRE XVIII.

Le député Pastor Obligado élu à la presqu'unanimité capitaine-général et gouverneur provisoire de la province. — Divisions intestines parmi les membres du pouvoir. — Révolution sanglante à Montévidéo. — L'autorité tombe entre les mains des partisans d'Oribe. — Urquiza offre sa démission. — Le Congrès à la presqu'unanimité la refuse. — Il ordonne l'élection du nouveau président et du vice-président de la confédération, crée un nouveau ministère, fixe le siége du gouvernement de la confédération dans la capitale d'Entre-Rios. — La nouvelle constitution élaborée par les 13 provinces est envoyée à celle de Buénos-Ayres. — Isolement. — Vains projets d'amélioration. — Traité de la libre navigation des influents de la Plata, ratifié par le congrès et par les puissances européennes. — Protestation de Buénos-Ayres.

Le 22 juillet, la chambre des représentants élisait, à la presque unanimité, le député Pastor Obligado, capitaine général et gouverneur provisoire de la province.

L'ancien ministère restait sur pied, bien que deux de ses membres eussent d'abord menacé de se retirer des affaires. Déjà se manifestait aussi une certaine zizanie entre les triumvirs, chefs du pouvoir exécutif et les directeurs des différentes administrations sous leurs ordres.

Le gouverneur nommé refusa lui-même, au premier moment, d'accepter ces hautes fonctions, vou-

lant éviter sans doute de se mêler à ces haines naissantes. Il n'y consentit qu'après être parvenu à les concilier, et avoir décidé les deux ministres, Lorenzo Torrès et le général Paz, à continuer leurs éclatants services, jusqu'à ce que les élections pour la chambre fussent terminées, et que la nomination d'un gouvernement définitif eût eu lieu. Cependant, le chef de la police donna sa démission, et rentra dans la vie privée. Ce fut une perte; car le docteur Estève Ségui avait su, grâce à sa sollicitude vigilante, grâce à son caractère ferme et tout à la fois doux et conciliant, maintenir, dans les temps difficiles que l'on venait de traverser, l'ordre et la tranquillité publique dans cette vaste cité de Buénos-Ayres. C'est, au reste, un des hommes les plus capables que cette province compte au nombre de ses défenseurs.

Le 18 juillet, Montévidéo était en pleine révolution, le sang coulait dans les rues, et le pouvoir passait dans les mains des partisans d'Oribe.

Le 21, le directeur provisoire de la confédération argentine, général Urquiza, retiré à San José d'Entre-Rios, envoyait au congrès souverain sa démission de premier magistrat de la république confédérée des treize provinces.

Ce corps refusa de la recevoir, suppliant le général de continuer ses services à la cause de réorganisation de la nation, convaincu qu'il était que sa coopération était indispensable au succès de cette grande entreprise. A l'unanimité, il exigeait ce

nouveau sacrifice de son patriotisme et de son dévoûment à l'humanité, « faisant, dans ces derniers mots, allusion à sa conduite devant Buénos-Ayres, qu'il n'avait jamais voulu attaquer qu'après avoir épuisé tous les moyens possibles d'éviter l'effusion de sang. » Il était impossible qu'Urquiza ne se rendît pas à d'aussi pressantes et d'aussi honorables sollicitations. Il retira sa démission, et continua à exercer sa magistrature.

Le 20 juillet, conformément à la constitution, il ordonne, pour faire cesser le provisoire, l'élection du nouveau président et du vice-président de la confédération.

Il crée un nouveau ministère, et fait choisir la capitale d'Entre-Rios pour résidence du gouvernement politique et administratif de la confédération.

Ainsi la république continue de s'organiser à l'ombre de la constitution que viennent de se former les treize provinces unies, qu'elles ont envoyé à celle de Buénos-Ayres, mais que celle-ci n'a pas voulu reconnaître, sans doute, pour ne pas avoir l'air de l'accepter à la pointe de l'épée ; car le moment où le congrès l'adressait à son gouvernement, était précisément celui où le directeur refusait de ratifier le traité de paix, où l'escadre de la ville était battue par celle d'Urquiza, et où on s'attendait chaque jour à voir la place attaquée et prise.

Buénos-Ayres restait donc isolée et livrée à ses propres forces. Voyons ce qui s'y passait : D'abord on ordonnait des élections générales dans toute la pro-

vince, pour remplacer les députés sortants; on rétablissait, on réorganisait les divers services, qui ne marchaient plus ou marchaient mal depuis le 1er décembre; on remplaçait les hommes que l'on jugeait incertains par des hommes reconnus dévoués à la cause de la ville; on décrétait la construction d'une douane, d'une jetée, d'un débarcadère, de plusieurs chemins de fers, etc., etc.; on arrêtait tous les anciens *mashorqueros* de Rosas, ces fameux assassins amnistiés après Casarès, mais qu'on se proposait maintenant de livrer à toute la rigueur des lois. On publiait une amnistie générale pour tous ceux qui n'avaient à se reprocher que de s'être absentés pendant la guerre, de n'être pas militaires, et d'aimer mieux vivre tranquilles, loin de leur patrie, que de se mêler à ses guerres civiles; on préparait un projet de réforme douanière, diminuant les droits d'entrée, et augmentant ceux de sortie, afin de ne pas rompre l'équilibre financier dont Buénos-Ayres a plus besoin que beaucoup d'autres capitales de république : enfin, on projetait tant de choses à la fois, qu'il devenait presque impossible d'en mettre une seule à exécution sérieusement.

Mais tout à coup, projets, décrets, lois, exécutions, tout est abandonné, un énorme aérolithe fond sur le gouvernement de Buénos-Ayres!... le *Traité des rivières est connu !...* C'est encore une infamie d'Urquiza, une abomination, une scélératesse; il a vendu son pays à des agents étrangers qui l'ont sauvé de la mort... Et ce congrès misérable,

composé d'esclaves ;... et ces ministres, d'après les journaux de Buénos-Ayres, d'Urquiza, du congrès, et surtout du gouvernement de cette province!... Enfin, c'est à en perdre la tête; et de toute cette terrible colère sort, le 31 août, une protestation fulminante, qui devra partir par le paquebot du 2 septembre, pour aller annoncer à l'Europe et à l'Amérique du nord, que quelques Argentins, formant une faction, appelée par les uns, *démagogibue*, par les autres, *unitaire*, blasphèment contre un traité qui bientôt les écrasera!...

En effet, ce traité, longtemps désiré, sera non-seulement une source abondante d'extension commerciale et de civilisation, mais une barrière insurmontable à toutes les dissensions de province à province. Elle en sera surtout une pour la province de Buénos-Ayres, qui, avec son esprit guerroyeur et ses quelques navires de guerre, est toujours disposée à transporter des troupes, à bloquer des ports, à envahir des provinces.

On s'efforçait à prouver, dans cette protestation, que le directeur provisoire n'avait pas le droit de faire un semblable traité dans la position de vaincu où il se trouvait, que le congrès ne devait pas se prêter à une aussi lâche complaisance en ratifiant un acte politique sans valeur, arraché par la force des circonstances à un misérable qui, n'avait pas craint d'ajouter à sa vie une infamie de plus en vendant son pays à un étranger; et toujours, avec

cette verve exaltée et insultante, on cherchait à prouver que le traité était un acte nul, que les puissances intéressées ne pouvaient, ni ne devaient ratifier sans fouler aux pieds les droits des nations et se couvrir de honte. Heureusement, les puissances européennes firent peu de cas de cette réclame, et ratifièrent le *traité des rivières*.

Les Buénos-Ayriens savaient que déjà, depuis plusieurs mois, ce traité avait été arrêté et conclu entre le directeur provisoire et les représentants de la France et de l'Angleterre; que s'il n'avait pas été présenté à la sanction du congrès, au retour des ministres de leur mission au Paraguay, c'est qu'alors on pensait que les affaires de la province seraient bientôt réglées, et que l'on voulait qu'elle participât à ce grand acte comme les autres. Si le gouvernement de Buénos-Ayres, dans sa protestation, semblait ignorer l'existence de ce projet de traité, c'est qu'il lui convenait de feindre cette ignorance, afin de faire croire qu'il a été arraché au directeur provisoire aux abois, en échange des services que les ministres de France et d'Angleterre lui avaient rendus. Ne se souvient-on pas, en effet, que le journal officiel du gouvernement déblatérait en ce temps-là contre les ministres et les agents étrangers, les accusant d'avoir fait preuve d'une excessive complaisance envers le directeur, depuis la révolution de septembre jusqu'au jour où ils avaient laissé établir le blocus du port de Buénos-Ayres? Hé bien, s'il y a eu complaisance ou entente

cordiale, c'est que le directeur provisoire représentait la confédération avec les treize provinces qui l'avaient élevé à cette haute magistrature ; c'est que sa politique offrait aux gouvernements étrangers plus de garanties que celle du gouvernement d'une province dissidente, qui s'était isolée des autres par une révolution ; c'est qu'enfin un traité de libre navigation de tous les affluents du Plata était arrêté et conclu avec le directeur, d'après le conseil de ses ministres et des hommes capables qui composaient le congrès. Voilà l'explication fort simple de faits que semblait ignorer le gouvernement de Buénos-Ayres.

C'était vraiment montrer trop d'impudeur, que d'insulter le directeur provisoire, le congrès souverain et les ministres des trois premières puissances du globe, en soutenant à la face des trois premières puissances civilisées, que le traité avait été arraché au général Urquiza par les ministres étrangers, en échange du service qu'on lui avait rendu en le protégeant contre ces vandales qui, la veille, se courbaient jusqu'à terre, à sa voix, et qui, le lendemain, se vendaient lâchement aux démagogues de la veille ! Les puissances représentées par ces ministres sont grandes et généreuses, les hommes qu'elles investissent de leur confiance savent maintenir partout cette grandeur et cette générosité ; ils n'avaient pas besoin de descendre à un acte indigne d'eux, pour protéger le brave général, « accouru, l'épée d'une main, l'olivier de l'autre,

« afin de terminer par des paroles de conciliation ou « par le glaive, cette honteuse guerre civile, » et pour l'arracher à la vengeance de ses ennemis! Non, il n'en a pas été ainsi; c'est une lâche calomnie. L'Angleterre, il n'y a pas plus de deux ans, abritait sous son drapeau le tyran de la Plata. Malheureux!.... Il est donc, au moins, ridicule de vouloir, par des mensonges et des gros mots, tromper l'opinion publique, soit dans la Plata, soit en Europe et ailleurs. Le sarcasme et le mensonge sont les armes des lâches et des impuissants.

Ce traité a froissé il est vrai la vanité du parti unitaire, et il en a été piqué jusqu'au vif. Il rabaissait, en effet, son orgueil, il lui faisait voir qu'on pouvait agir sans lui, que son isolement n'était pas un grand obstacle à la marche du progrès, et qu'il était facile d'aller en avant sans les grandes capacités de cette orgueilleuse faction.

Il l'empêche de porter avec le secours des marins étrangers et de ses quelques marins de guerre, la désunion et la révolte dans les autres provinces. La campagne n'étant pas pour les unitaires, il les bloque mieux que des troupes Sitiadores, mieux qu'un escadron mercenaire à la solde du premier venu; enfin il met un terme à toutes ces dissensions intestines qui ne servaient qu'à ruiner la République et le commerce étranger.

Le traité des rivières a porté un si rude coup à la ville de Buénos-Ayres, tant dans son importance politique exagérée que dans sa rage de domination,

que les hommes de bon sens et de bonne foi du parti unitaire n'ont pas méconnu que dans l'avenir il serait funeste à la prépondérance et au commerce même de cette reine de la Plata.

Voici comme s'exprime à cet égard, dans le *National*, feuille qu'il dirige, le colonel Mitre, un des orateurs les plus distingués de la chambre des représentants : « Qu'on se persuade bien que nous n'avons pas autant d'importance qu'on veut bien nous en donner et qu'on le croit généralement. Qu'on se persuade bien surtout que les autres provinces ne sont pas aussi pauvres qu'on se le figure. Nous avons, il est vrai, une ville populeuse, un magnifique port, une vaste industrie rurale, mais à cela se réduit notre grandeur. La plupart des autres provinces ont, elles, à la fois, industrie, commerce, rivières navigables, produits naturels de grande valeur et surtout une population active et laborieuse. Les provinces de l'intérieur consomment plus de marchandises d'Europe que Buénos-Ayres. Celles de San-Juan, Mendoza, Salta et Tucuman en absorbent pour une valeur d'au-delà vingt millions de francs, et à une autre époque (du temps de Rosas) la moitié des articles exportés par le port de Buénos-Ayres filaient sur l'intérieur. Les produits de ces provinces ont aujourd'hui pour débouchés la Californie, le Chili, le Pérou, la Bolivie, Monté-Vidéo et le Brésil, avec lesquels leurs relations sont directes. Les douanes de terre de Mendoza, Salta et Tucuman,

celles des bords du Parana et de l'Urugay, de Gualiguachu, Bajada, Rosario, Santa-Fé et Corrientes, rapportent plus à l'heure qu'il est que celle de Buénos-Ayres. Tous ces fleuves sont navigables et se ramifient aux eaux qui coulent dans le centre de l'Amérique et dans le Brésil. Ces provinces ont donc, pour leur commerce intérieur, un agent puissant de prospérité qui nous manque. »

Le traité faisant cesser toute entrave à la circulation sur les magnifiques artères des provinces confédérées, permettra au commerce d'Europe et d'Amérique d'aller les approvisionner toutes, soit directement, soit par le cabotage, les mettra ainsi en relation directe avec l'étranger et ouvrira à leurs produits un débouché plus facile et plus avantageux, civilisera soit par l'émigration, soit par des relations actives et suivies, celles qui sont encore peu avancées, et assignera à ces peuples laborieux courbés jusqu'à ce jour sous le joug de Buénos-Ayres, la place au foyer de la civilisation qu'elle a voulu trop longtemps occuper seule.

Aussi ont-ils parfaitement compris les avantages qui découleraient pour eux de ce traité et le coup qu'il portait à l'influence politique de Buénos-Ayres plus encore qu'à son commerce.

Le congrès l'a si bien senti, qu'il s'est empressé de le ratifier ; il n'y a pas eu une seule opposition dans son sein.

Depuis longtemps on était fatigué de ne pouvoir commercer tranquillement, avec sécurité, sans en-

travès, chacun désirait pouvoir cultiver enfin ses propriétés en paix, en écouler les produits sans tracasserie, élever et vendre ses bestiaux ; la sagesse prévoyante du congrès, du général Urquiza et des ministres étrangers a su atteindre ce but, désiré par les populations indigènes et étrangères établies dans ce beau pays. Elle a reconnu que c'était le seul moyen de mettre un terme à toutes ces querelles de province à province, de réprimer l'audace de tous ces chefs de partis, plus ou moins influents, qui, à à la tête de fainéants, de voleurs, d'assassins, promenaient partout la guerre, le pillage et la dévastation ; de soumettre enfin tous ces gouvernements, qui visaient à dominer les autres, parce qu'ils étaient un peu plus forts qu'eux, et qu'ils avaient la vanité de se poser en défenseurs de la civilisation contre la barbarie.

Voilà une partie des immenses avantages du traité de la libre navigation des rivières. Honneur à ceux qui l'ont conclu et ratifié; ils ont rendu un éclatant service à l'humanité, et le pays leur devra éternellement un souvenir de juste reconnaissance. Les étrangers l'ont accueilli avec joie, parce qu'ils reconnaissent combien il leur promet de sécurité pour leurs intérêts commerciaux, et ils remercient le directeur d'en avoir accéléré la ratification.

Sur ces entrefaites, les élections des députés de la chambre des représentants de Buénos-Ayres s'accomplissaient sans beaucoup de trouble, et l'assemblée, renouvelée par moitié, suivant le vœu de la

loi, restait en grande majorité unitaire. Quelques jours après, le gouverneur provisoire depuis la paix, docteur don Pastor Obligado, était élu par elle capitaine général, et gouverneur en titre de la province.

La généralité, en ville du moins, a vu cette nomination avec plaisir. Nous ne connaissons pas assez ce citoyen pour savoir ce que le pays est en droit d'attendre de son administration. Qu'il nous soit permis, toutefois, de dire qu'il réunit jusqu'à ce jour les sympathies de la majorité de la population, que l'on a beaucoup de confiance dans son patriotisme et dans sa fermeté.

Lorenzo Torrès donna sa démission. Le nouveau gouverneur nomma son ministère, et débuta par quelques réformes nécessaires dans le personnel, par la réorganisation de la garde nationale, et par la présentation d'un projet de loi de douane à la chambre, qui en commença immédiatement la discussion. Elle fut longue et savante ; les principes fondamentaux de l'économie politique y furent approfondis par divers orateurs avec beaucoup de talent et une hauteur de vues assez remarquable. Pourtant il n'en est sorti qu'une loi bâtarde, qui a déjà contre elle les partisans des deux systèmes économiques opposés. Plus on l'analyse et plus on est frappé de cette vérité, qu'elle n'a été inspirée par aucun principe, aucun système, aucune idée précise. Enfin, l'on a voulu contenter tout le monde, et, comme d'ordinaire, on n'a contenté personne.

On le voit, Buénos-Ayres s'est complétement isolée de la confédération, elle marche seule comme elle peut, elle veut faire quelque chose, les bonnes intentions ne lui manquent pas; mais à travers les efforts qu'elle tente, on ne remarque qu'incertitude et tâtonnements. C'est qu'en définitive elle n'a pas grande confiance dans la position isolée qu'elle s'est faite par sa faute.

Pour marcher d'un pas ferme dans le présent et dans l'avenir, deux choses sont nécessaires aux gouvernements et aux peuples : avoir des principes arrêtés, fixes, et présenter leurs actes dans un jour qui éclaire tous les yeux.

Sous ce double point de vue, Buénos-Ayres est encore enveloppée dans l'erreur la plus profonde. Qu'a-t-elle fait en défendant ses murs pendant sept jours contre l'invasion de toute la campagne soulevée contre son gouvernement? Rien, si ce n'est opposer un parti à un autre, les pousser à se déclarer la guerre, pour occuper le pouvoir? Cela prouve évidemment que les principes fixes, basés sur des lois bien établies, n'existent pas dans cette province, ni même dans toute la république, en l'absence d'une constitution.

A Buénos-Ayres, mensonge et hypocrisie ont toujours été les deux mobiles de la conduite des chefs, et le mal qui en est résulté s'est tellement enraciné dans les gouvernements qui se sont succédé, qu'il a fini par envahir la société presque entière. S'il reste encore dans les deux camps quel-

ques esprits estimés de leurs pareils pour leur bonne foi et leur droiture, ils ne tardent pas à être éliminés, parce qu'ils portent obstacle aux desseins des exaltés, qui ne cherchent que dans l'exagération de leurs principes le succès de leurs vues ambitieuses. Les hommes sages se retirent dégoûtés, abandonnant le gouvernail du vaisseau de l'Etat à ces ambitieux, qui bientôt iront le briser sur les écueils de la colère ou de la vengeance; de là les guerres civiles qui, depuis quarante ans, désolent les anciennes colonies espagnoles.

CHAPITRE XIX.

La majorité reste unitaire. — Le gouverneur provisoire élu gouverneur en titre. — Sympathies de la population urbaine. — Nouveau ministère. — Améliorations. — Réorganisation de la garde nationale. — Loi de douane vicieuse. — Isolement de Buénos-Ayres. — Orgueil invétéré. — Unitaires et fédéraux. — Parti intermédiaire d'anciens serviteurs de Rosas. — Vœux en faveur des Buénos-Ayriens.

Dans Buénos-Ayres en particulier, relativement aux autres provinces de la confédération, il règne un grand vice, un vice honteux, cause principale de toutes les discordes intestines qui la déchirent : c'est l'orgueil invétéré des Portegnos. A chaque instant vous les entendrez se vanter d'être les premiers hommes de la confédération, répétant sans cesse à leurs frères de la campagne, et même à ceux des autres provinces : « qu'eux seuls représentent la « civilisation, que tous les autres confédérés ne sont « que des barbares ; » et, depuis deux ans, la presse de la ville n'a pas cessé d'être la torche incendiaire qui éclaire cet axiome ridicule et insolent ; elle n'a pas cessé de le prendre pour texte de toutes ses polémiques avec le directeur provisoire, avec le colonel Lagos, avec le congrès, avec le gouvernement

des provinces, avec tous ceux, en un mot, qui combattent les utopies des chefs du parti qui mène en lesse le grand peuple de cette métropole.

Après cela, est-il possible qu'il y ait jamais fusion entre les unitaires et les fédéraux ? Il faut nécessairement que l'une des deux factions cède la place à l'autre. Or, comme le parti unitaire, quoique maitre aujourd'hui du pouvoir, n'a d'autres soutiens que la ville et la banque, le jour où il se divisera, car il est loin d'être complétement orthodoxe, il succombera infailliblement. Alors Buénos Ayres rentrera dans l'union fédérale. Jusqu'alors elle restera isolée, malgré les apparences contraires que cherchent à populariser quelques hommes en répétant sans cesse que le seul obstacle à la paix c'est le général Urquiza.

Déjà il a été facile de remarquer un peu de froideur chez quelques modérés du parti triomphant ; mais c'est surtout après la dispersion des insurgés de la campagne et le départ du général Urquiza, que l'on a vu se dessiner deux camps parmi les unitaires.

Le péril était passé, le premier enthousiasme avait cessé. On pouvait alors se diviser sans danger puisque l'on ne s'était presque uni que par force, Enfin, on put lire dans un journal de l'époque : « Dans un camp s'est retranché la politique vraie « ou fausse de la nationalité ; dans l'autre, la poli- « tique réactionnaire qui avait pris les armes contre « le général Urquiza, uniquement pour rétablir

« l'antique régime du despotisme. » Ce sont ceux qui flottent entre les unitaires exagérés, les unitaires de la vieille roche, et les fédéraux attachés au général Urquiza; ce sont en un mot les hommes du parti Rosas pur sang, qui se voyant trop éloignés de la faction unitaire, cherchent l'occasion de s'installer au pouvoir et de s'unir une bonne fois pour toutes au parti fédéral afin de le compléter, adoptant pour chef le général Urquiza, et acceptant la constitution et toutes les lois votées jusqu'à présent par le Congrès. Le jour où ce parti qui compte pour un de ses premiers chefs Lorenzo Torrez, pourra agir ouvertement et à coup sûr en faisant cause commune avec le Directeur, il n'est pas douteux que la faction unitaire sera renversée pour toujours. Ce ne sera pas en assiégeant Buénos-Ayres, ou en la bloquant qu'on en viendra à bout, mais en agissant comme au 11 septembre, dans les rues de la ville, sans tirer un coup de fusil. Ce moment n'est peut-être pas éloigné. Les hommes du parti intermédiaire ont du prestige à la campagne, ils sont prudents, rusés, persévérants surtout. La plupart, anciens serviteurs de Rosas, pauvres, sans emplois, vivotent aujourd'hui comme ils peuvent, mais leur position aura bientôt changé quand ils seront au pouvoir.

Ils accepteront tout, pourvu qu'ils aient le gouvernement de la province. Fatigués de vingt ans de luttes, ils verront avec plaisir le pays entrer dans une ère de paix et de prospérité, la constitution reconnue et acceptée, des traités établis pour assu-

rer l'avenir de la République; et trouveront dans un emploi convenable une retraite après de longs services restés jusqu'ici sans récompense. Comment ces gens-là peuvent-ils voir d'un œil tranquille le pouvoir dans les mains d'hommes qui n'ont aucun droit aux emplois de la province, et qui vivaient absents et à l'écart, tandis qu'ils étaient eux au service du pays? Et c'est là un des plus puissants motifs qui feront succomber avant peu le parti qui est aujourd'hui au pouvoir,

Dans son orgueil, Buénos-Ayres pense avoir depuis septembre triomphé du Directeur, de la campagne et des treize provinces; elle ne voit pas, ne veut pas voir que c'est une véritable fatalité pour elle et pour la République de s'être jetée dans cette voie d'entêtement et de haine injuste contre l'homme qui, on ne peut trop le reconnaitre, l'avait délivrée de la servitude. Elle ne veut pas convenir qu'elle a retardé l'organisation du pays et perdu deux années précieuses; qu'elle se trouve aujourd'hui avec ses finances en mauvais état, sa campagne à moitié ruinée; que son papier-monnaie a vu augmenter son discrédit par les nombreuses émissions forcées qu'elle a dû en faire pour soutenir ces guerres et ce siége pendant lesquels la dilapidation des deniers publics était le principal avantage qu'en attendaient ceux qui les provoquaient.

L'organisation des autres provinces de la confédération est un fait matériel qu'elle ne peut méconnaître et qui la laisse dans l'isolement le plus com-

plet ; c'est ce qu'aperçoivent bien les quelques hommes pratiques et éclairés du parti unitaire ; et cependant ils ont la folie de vouloir que les treize autres provinces abandonnent tout ce qu'elles ont fait jusqu'à ce jour, qu'elles repoussent le Directeur qu'elles se sont donné, qu'elles brûlent cette constitution qui ne leur convient pas. « Et alors, disent ils, « nous sommes prêts à rentrer dans la confédéra- « tion et à l'organiser comme elle doit l'être. » Tenir un semblable langage, est-ce vanité? est-ce rêve d'un cerveau creux? ou, comme le disait le *National*, « n'est-ce pas ne plus savoir ce que l'on « fait. Car notre situation aboutit à ce dilemne ; ou » les provinces domineront Buénos-Ayres, ou une « nouvelle révolution qui éclatera dans toutes les « provinces détruira le directeur, la constitution, « le congrès. Mais, ajoutait-il, quel est l'homme « digne du titre d'argentin, qui souhaitera un avenir « semblable à sa patrie? Puis il disait en se résu- « mant, qu'est-il résulté de tout ce qui s'est fait « jusqu'à ce jour? Que Buénos-Ayres a voulu porter « la guerre dans les provinces, et que celles-ci ont « envahi son territoire; que Buénos-Ayres a voulu « s'isoler, et que les provinces se sont constituées « sans elle ; qu'elle a prétendu pouvoir se suffire et « que les provinces, la laissant dire, ont reconnu « le général Urquiza, Directeur en titre de la Répu- « blique. C'est vivre assez longtemps dans de pa- « reilles angoisses ; que l'on nous dise franchement « enfin ce que nous devons faire, ou nous séparer

« définivement, ou vivre en bonne union avec nos « sœurs? »

Puis, en montrant combien la marche de la politique de Buénos-Ayres a été absurde, et combien sa position d'aujourd'hui est incertaine, il tâche de pallier ces vérités en s'efforçant de prouver que tout ce qu'elle a tenté pour arriver à la révolution de septembre, et tout ce qu'elle a fait depuis cette mémorable conquête, n'a été que dans l'unique but de délivrer la confédération argentine de ses *candillos*, et de sauvegarder la liberté fortement compromise par Urquiza, qui, depuis Casarès, marche, à en croire le *National*, sur les traces du tyran déchu.

En vérité, elle est douée d'une seconde vue, cette Bnénos-Ayres, qui prédit les choses de si loin. Les hommes qui la gouvernent depuis septembre sont, d'après cet illustre journal, les seuls capables de soustraire les institutions libérales à l'invasion despotique du général Urquiza. Tous les habitants des autres treize provinces, tous les membres du congrès ne sont que des aveugles ou des esclaves, qui se sont bénévolement livrés, pieds et poings liés, à cet usurpateur, à ce tyran, dont les actes ont été jusqu'à ce jour autant d'anneaux de la plus redoutable chaîne qu'ait jamais manié le despotisme; pour les unitaires, cet homme n'est qu'un tigre, un scélérat, un misérable qu'ils regrettent de n'avoir pu brûler encore sur la place de la Victoire! En vérité, ce n'est pas trop mal tourner la question

pour faire valoir aux yeux des autres provinces les sacrifices de BuénosAyres, et pour leur prouver qu'elle fait tomber toute sa vengeance sur l'unique tête du misérable qu'elles se sont donné pour chef, et qui est le seul obstacle à la réconcillation générale !

Que de raisonnements absurdes ! A quoi bon toutes ces dissertations ridicules, pour aboutir à reconnaître que Buénos-Ayres est aujourd'hui impuissante et ne doit aspirer, tout au plus, qu'à demeurer confinée chez elle ; qu'elle ne saurait ni faire la guerre , ni rester séparée de la confédération, et que ce qu'a de mieux à tenter son gouvernement, c'est de tâcher de se rapprocher des autres provinces, du directeur; et, grâces à quelques concessions, grâces à quelques sacrifices faits à l'amour-propre d'arriver à s'unir au grand tout.

En somme, la position de la province est maintenant fort claire : elle est isolée, nous ne pouvons trop le dire, elle est seule, on la laisse aller comme elle veut, elle crie, elle est française, on ne l'écoute plus, on l'abandonne à ses folies et à ses erreurs.

La conduite que la ville a tenue envers le directeur, la force de rester aujourd'hui dans cette fausse position que les séides du parti unitaire reprochent eux-mêmes au gouvernement. Il faut cependant être conséquent avec soi-même. Quoiqu'il arrive, ils ne peuvent pas raisonnablement aller au devant de cet homme, chef actuel de la confédération, parce qu'ils l'ont méprisé, contrarié, honni, foulé

aux pieds ; puis ils craignent de perdre le pouvoir, car ils savent parfaitement que le directeur ne peut plus, le voulût-il, dominer Buénos-Ayres en despote. Les choses sont bien changées depuis la chute de Rosas : ce même Urquiza, que l'on a tant craint, a amélioré, vous le savez fort bien, la situation du pays en lui donnant une constitution qui règle sa marche et l'empêcherait au besoin de le dominer despotiquement. Parlons franchement : ce que votre orgueil redoute, c'est la perte de votre position, de vos emplois, de vos places, de vos *sinécures*, de votre présent et de votre avenir. A tout prix vous voulez, ou conserver ce que vous avez, ou parvenir à n'importe quoi, et vous ne pouvez faire votre chemin, si votre parti ne garde pas le pouvoir.

Mais qu'il nous soit permis de vous le dire, il est impossible aujourd'hui que Buénos-Ayres sorte du labyrinthe où elle est entrée. Les autres provinces composant la confédération marcheront seules et la laisseront en arrière. Le parti unitaire qui la gouverne, n'ayant pas la majorité dans la province, soit que ses antécédents ne puissent pas lui concilier l'affection et les sympathies des hommes sages qui restent neutres dans toutes ces guerres civiles, soit que le parti de Rosas fasse encore, de nos jours, des prosélytes, ne tardera pas à être forcé d'abandonner le pouvoir; une révolution qui s'opèrera dans la ville, mettra fin à cet état d'isolement et d'incertitude ; la province s'inclinera devant la majorité et

s'unira à ses treize sœurs pour marcher avec elles sous la direction du seul chef, capable de les commander à l'intérieur et de les diriger au dehors. Les hommes sages, ces hommes d'élite dont s'honore encore Buénos-Ayres, l'aideront de leurs conseils, le soutiendront de leurs bras, l'entoureront de leurs lumières; et alors appuyé et guidé par des citoyens tels que cette ville en renferme, il marchera selon ses lois et ses désirs; et un jour peut-être elle le reconnaîtra pour le Washington de l'Amérique du Sud! C'est ce que nous désirons de bien bon cœur aux Portegnos, nous qui conservons pour leur beau pays un souvenir plein d'attachement et de sollicitude.

CHAPITRE XX.

Commerce français dans la Plata. — Son avenir si la république argentine se constitue sur les bases d'une paix durable.

Après la chute de Rosas, la république argentine et Buénos-Ayres, sa capitale, semblaient devoir entrer dans une voie de progrès et de prospérité, que la guerre et les dissensions politiques avaient retardée jusqu'alors.

Le commerce de la France dans La Plata, espérant ne plus rencontrer d'entraves et de déceptions dans cette contrée, avait prodigieusement augmenté ses exportations, persuadé qu'avec la paix et un gouvernement sage et énergique, s'ouvriraient des débouchés faciles et avantageux pour les produits de son industrie et de son sol.

Nous venons de voir que, malheureusement, il n'en a pas été ainsi ; car à peine quelques mois de calme et d'espérance s'étaient-ils écoulés, que ce beau pays tombait de nouveau dans les serres de l'anarchie et de la guerre civile.

Pendant les huit mois qu'ont duré les hostilités de cette province contre le général Urquiza, et que

Buénos-Ayres a été bloquée et assiégée par ses ennemis du dehors, le commerce européen a beaucoup souffert : pour un certain temps, ses débouchés ont été nuls, et l'encombrement des marchandises d'outre mer considérables. Les choses en sont venues à un tel point, que les paiements ont été indéfiniment ajournés, et les transactions arrêtées complétement. A la paix, les magasins étaient encombrés de marchandises de toute espèce, la plupart invendables, étant ou passées de mode ou détériorées.

Cependant, vers la fin de 1854, le pays a paru pendant quelque temps devoir se tranquilliser, et les affaires ont semblé vouloir reprendre leur cours ordinaire.

L'isolement où se tenait cette province de ses treize sœurs, intimidait ceux qui n'ont pas grande confiance dans un état de choses qui ne paraît pas devoir durer longtemps ; de là la crainte et l'intimidation quand il s'agit d'affaires de quelque importance, tant commerciales qu'industrielles.

Cette situation se maintiendra évidemment tant que le pouvoir sera dans les mains du parti unitaire; mais du moment que le parti fédéral, dont le général Urquiza est le représentant, pourra prendre le dessus, Buénos-Ayres rentrera immédiatement dans le sein de la confédération, et l'on sera en droit d'espérer voir ce beau pays plus stable et plus heureux.

Les relations de la France avec la république ar

gentine doivent aller toujours en augmentant; car la race latine y domine, et notre commerce y doit suivre cette influence.

Les mœurs, les habitudes et la manière de vivre des Argentins, sont presque françaises, à Buénos-Ayres surtout; et les étrangers de race saxonne, finissent, après un certain temps, par adopter les mêmes habitudes et par contracter les mêmes goûts, en sorte que plus ce pays progressera, plus il se peuplera, plus les débouchés de nos articles de Paris, nos toiles peintes, nos soieries, nos châles, nos draps, et surtout nos vins, y augmenteront. Avec la paix, nul doute que dans quelques années les exportations françaises s'élèveront au double de ce qu'elles sont aujourd'hui.

La garantie principale de la paix et de la prospérité de cette république, et par suite de l'accroissement de notre commerce dans son sein, est, d'après l'opinion des hommes les plus compétents du pays, toute dans le traité conclu par le général Urquiza, avec la France, l'Angleterre, les États Unis et la Sardaigne; pour la libre et entière navigation des deux affluents de la Plata, l'Urugay et le Parana, à tous les pavillons étrangers; liberté qui avait été déjà accordée par un décret.

Ce traité, déjà ratifié par les puissances d'Europe et d'Amérique, est en vigueur. A jamais, dans quelle condition que se trouvent ces contrées, soit en paix, soit en guerre, les pavillons étrangers pourront remonter ces deux artères principales de l'Amérique

du sud sans obstacle, et aller échanger leurs cargaisons contre les produits riverains, ou de l'intérieur de toutes les provinces argentines et de l'Urugay. Ces provinces jouiront à leur tour de tous les avantages d'un commerce libre et facile, et ne seront plus obligées d'aller acheter les produits d'Europe et des Etats-Unis, sur le marché de Buénos-Ayres. Elles vendront leurs denrées sur place, et éviteront ainsi des frais énormes pour les apporter, comme jadis à Buénos-Ayres ou à Montévidéo, avantage immense pour tous.

Au contact des étrangers, les peuples de ces provinces, encore en grande partie peu avancés, se civiliseront entièrement, et pourront obtenir des pays plus favorisés du ciel, tous les trésors dont Dieu les a dotés. De bonnes lois protectrices attireront, comme aux Etats-Unis, les immigrants, qui trouveront dans cette vaste contrée, la plus belle du globe, un climat salubre et doux, un sol fertile et une innombrable variété de productions utiles; il est facile alors de prévoir que, dans un temps peu éloigné, la confédération argentine pourra prendre place au premier rang parmi les nations civilisées du Nouveau-Monde.

La navigation des rivières ne pouvant plus être arrêtée ni entravée, des guerres intestines ne sauraient désormais éclater entre Buénos-Ayres et les autres provinces, et *vice-versa* : car si elles voulaient encore suivre ce malheureux instinct de destruction qui les a divisées quarante ans, et qui a fait

périr l'élite de leur population, ce ne serait plus que par terre qu'elles pourraient guerroyer. Or, par terre, les obstacles presque toujours s'offriraient insurmontables, et dans tous les cas, le commerce étranger n'aurait pas à en souffrir, car rien ne l'empêcherait de suivre son cours.

Tels sont les immenses avantages, tels sont les incalculables bienfaits de cet acte philantropique, que Buénos-Ayres ne voulait pas admettre parce qu'elle n'avait pas participé à l'établir et dont elle reconnaissait cependant toute la portée.

Une branche de commerce qui est appelée à prendre un développement considérable dans ces parages est celle des laines. La France commence à en employer beaucoup pour ses fabriques de draps communs et ordinaires et pour ses nouveautés. Elle en consommera bien davantage quand les propriétaires des troupeaux auront apporté à cette production utile les améliorations avantageuses dont elle est encore susceptible. Ils s'en occupent activement et chaque année il y a un mieux constaté par les fabricants français qui les emploient.

L'abondance des cuirs a sensiblement diminué ; la dernière guerre a détruit une bonne partie des bestiaux de la province de Buénos-Ayres et il faudra nécessairement quelques années de paix pour qu'elle puisse fournir de nouveau les quantités qu'elle vendait naguère annuellement au commerce étranger.

C'est donc la paix, une paix durable, qu'il faut à

ce pays, pour qu'il produise en abondance les deux articles principaux d'échange, dont nos fabriques ont le plus besoin de recevoir encore de l'étranger. Or, pour l'assurer dans la Plata, nous ne cesserons de le répéter, il faut que Buénos-Ayres accepte la constitution des treize provinces, et qu'elle marche comme jadis, comme toujours à la tête de la confédération. C'est la plus importante de toutes; elle renferme dans son sein des hommes distingués, des hommes éminents, ce serait donc un malheur et une véritable anomalie qu'elle restât isolée. C'est d'elle que dépend l'avenir de la République; avec elle, avec son concours, plus de dissensions intérieures, plus d'incertitudes, la confiance renaîtrait et le commerce avec cette partie de l'Amérique du sud sera un des plus importants du globe.

L'émigration favorisée, encouragée, trouvant alors dans cette contrée toutes les garanties désirables s'y portera rapidement, et nécessitera des productions plus considérables et une consommation plus grande des produits français.

Déjà, après la réforme douanière instituée par le général Urquiza, Buénos-Ayres, ne voulant pas rester en arrière, a diminué ses tarifs d'entrée.

Telle est en substance la position de cette république et l'avenir de notre commerce avec elle.

Quant à celui que nous faisons avec Monte-Video, sa prospérité dépend aussi de la paix et d'une meilleure organisation de cette malheureuse république.

On espérait que le protectorat du Brésil attein-

drait en partie ce but, et que cette belle capitale de la République de l'Uragay serait à l'avenir débarrassée du fléau des guerres civiles qui l'ont ruinée tant de fois et qui ont converti son territoire en un vaste désert; malheureusement les espérances des hommes sages ont été encore une fois déçues sur ce point, et de nouveaux troubles y sont venus jeter la perturbation dans les affaires et dans la société. Cette contrée se relèvera difficilement de sa décadence; elle est composée d'éléments si hétérogènes que le seul moyen de les contenir est de les dominer vigoureusement.

FIN.

OUVRAGES QUI SE TROUVENT CHEZ LES MÊMES LIBRAIRES :

—

TABLEAU DE L'ALGÉRIE. Manuel descriptif et statistique contenant le tableau exact et complet de la Colonie, sous les rapports géographique, agricole, commercial, industriel, maritime, historique, etc., à l'usage des administrateurs, des commerçants, des colons et des voyageurs en Algérie; par Jules DUVAL, voyageur en Algérie. 1 vol. in-18, de 500 pag., avec une carte de l'Algérie. 2 fr. 50.

VOYAGE EN SYRIE. Peinture des mœurs musulmanes, chrétiennes et israélites, par H. GUYS, ancien consul de France, etc. In-8, 5 fr.

L'ORIENT, Marseille et la Méditerranée ; histoire des échelles du Levant et des colonies ; par Ed. SALVADOR. 1 beau vol. in-8. 5 fr.

LES CHEVAUX ARABES de la Syrie ; par J. MAZOILLIER, vice-consul de France à Tarsous. In-8. 2 fr.

LA PALESTINE, le Jourdain et la Mer-morte. Examen du rapport de M. Isambert, par M. DE SAULCY, membre de l'Institut. Gr. in-8. 3 fr. 50.

LA SYRIE ET LA PALESTINE. Examen critique de l'ouvrage de M. Van de Velde, par M. DE SAULCY, membre de l'Institut. In-8. 3 fr. 50.

RECHERCHES SUR LES MONNAIES frappées dans l'île de Rhodes par les Grands-maîtres de l'ordre religieux et militaire de Saint-Jean-de-Jérusalem, servant de complément à la Numismatique des Croisades de M. de Saulcy, par par Victor LANGLOIS, voyageur dans l'Arménie. In-4°, avec planches : 5 fr.

BALADES et Chants populaires de la Roumanie (Principautés danubiennes) ; par M. A. UBICINI. In-8. 2 fr.

BEYROUT ET LE LIBAN ; relation d'un séjour de plusieurs années dans ce pays; par H. GUYS, ancien consul de France, etc. 2 vol. in-8. 10 fr.

HISTOIRE DE CORINTHE; relation des principaux événements de la Morée par Ed. D'ESCHAVANNES. Gr. in-8. 6 fr.

DESCRIPTION DU ROYAUME DE SIAM : par Mgr PALLEGOIX. 2 vol. in-12, avec 16 planches et une carte du royaume de Siam. 9 fr.

VOYAGE EN CHINE ; par M. LAVOLLÉE, membre de la Mission de France en Chine, etc. 1 vol. in-8. 6 fr.

VOYAGE EN ESPAGNE, par Me DE BRINCKMANN. née Dupont-Delporte. 2me édition, In-8. 5 fr.

DÉSASTRES DES PASSIONS HUMAINES dans les divers âges de la vie sociale ; par JABOUILLE DE R 1ÈREOY. vol. gr. in-18 de 350 pages. 3 fr. 50.

ALGÉRIE. Aperçu sur les us et coutumes agricoles des Arabes, suivi de considérations générales ; par FORTIN D'IVRY. Gr. in-8°. 1 fr. 50.

LA FRANCE EN AFRIQUE ; par M. LINGAY. 1846, in-8 de 300 pag. 4 fr.

COMMERCE DE L'ALGÉRIE avec la Mecque et le Soudan ; par PRAX. In-8. 1 fr. 50.

CARTE de la régence de Tripoli et des routes commerciales de l'Afrique ; par PRAX et RENOU. Feuille in-folio. 3 fr.

LE SAHARA ET LE SOUDAN. Documents historiques et géographiques, avec un alphabet touareg inédit, par l'abbé BARGÈS. In-8. 1 fr. 50.

DE L'ORIGINE COMMUNE des chevaux arabes et des chevaux barbes, par A. LE CLERQ. In-8. 1 fr.

CONTE ORIENTAL. Aventures d'un négociant de Baghdad, traduit de l'arabe ; par M. PIHAN. In-8. 1 fr. 50.

Paris. Imprimerie de Moquet, rue de la Harpe, 92.